

revue

SILENCE

Mars 2021
n° 497 - 4,80 €

*écologie
alternatives
non-violence*



Fukushima : 10 ans ce n'est qu'un début

Christiana, une ville alternative

Les animaux malades de l'industrie



Abracadabra : Fukushima !

Les lecteurs et lectrices pointilleu-ses que vous êtes auront sans doute remarqué que le mois dernier, nous vous avons annoncé, par divers messages subliminaux, que le dossier du mois de mars serait consacré à la critique du numérique et de son monde. Badaboum ! Prise d'une crise soudaine de fièvre délirante, la veille du bouclage du dossier et à une semaine de la maquette, la rédaction a décidé de monter, en 5 jours, un dossier sur l'anniversaire des 10 ans de Fukushima. Le résultat se trouve entre vos mains.

Quant au dossier sur le numérique, qui est prêt, il paraîtra en avril !

Nos thématiques en chiffres

Chaque année, nous essayons de reprendre les numéros de l'année précédente pour faire le bilan des sujets traités, regarder ce qu'on a pu mettre en avant, ou peut être parfois un peu délaissé. Ce travail est perfectible et ne reflète pas toujours bien la réalité, parce qu'il est difficile de rentrer tous nos articles dans des cases, mais donne un aperçu de notre ligne éditoriale ! Cette année 2020 n'aura compté que 10 numéros, mais trois numéros de 56 pages : le dernier numéro de notre tournée régionale, "Suisse rebelle et écolo" en avril, le numéro de mai-juin "Kraftwerk : une utopie réalisée ?" et notre numéro de décembre "Une écologie arc-en-ciel". Les alternatives sont encore largement représentées dans les articles hors-dossiers (24 % contre 32 % en 2019) et 21 % des brèves. Pour le reste des pages brèves, l'environnement représente 15 % et le nucléaire 9 %. Il faut pondérer ces chiffres avec les chroniques, qui ne sont pas comptabilisées dans ce calcul et qui rééquilibrent l'importance des thématiques traitées. Ainsi, les alternatives sont d'autant mieux représentées que ces pages ont aussi abritées 9 chroniques, tout comme l'environnement (8 chroniques). Et pour ce qui est des chroniques de livres, 296 chroniques ont été publiées en 2020 contre 353 en 2019, rédigées par une dizaine de personnes.

25 ans de Lasserpe !

En 2020, nous avons fêté les 25 ans de la rubrique "Le mois de Lasserpe" dans *Silence*. 25 ans que ce dessinateur croque dans nos pages l'actualité politique, sociale et écologique avec son regard mordant. C'est un peu à lui que vous devez les adorables petites fossettes que vous avez aux joues au niveau des muscles zigomatiques !

Nous quittons Facebook

Nous avons décidé de quitter *Facebook*. Notre page sera supprimée le 1^{er} mars 2021. En octobre 2013, nous nous étions pourtant résolu-es à utiliser ce réseau social, nous disant que cela permettrait de développer la visibilité de *Silence* et de toucher un public plus jeune. La contradiction entre cette pratique et nos valeurs faisait de nous des utilisat-rices de *Facebook* qui n'assumaient pas de l'être. Surveillance, cumul de données personnelles, algorithmes et uniformisation de la pensée, multinationale néo-libérale, *Facebook* incarne bien des dynamiques que nous combattons, et en sortir nous renforce et nous rend joyeux.

Aujourd'hui, dans ce contexte de crise sanitaire qui nous pousse à une utilisation accrue du numérique, nous ne voulons plus nous résoudre. Nous choisissons de résister ! Nous sommes conscient-es du risque que représente cette décision : celui de devenir moins visibles, alors que notre association est déjà fragile. Nous faisons le pari que nous pouvons continuer de nous passer de *Facebook* pour exister.

Comme l'a conclu l'un-e des salarié-es de *Silence* au terme de nos 3 heures de débat : "notre réseau social, c'est vous !". C'est pourquoi nous vous lançons un appel, à vous lect-rices de *Silence* : faites connaître cette revue autour de vous ! Ne sous-estimons pas le bouche-à-oreille : parlons de *Silence* à nos proches, commandons à Claire des bulletins d'abonnement pour les partager (claire.grenet@revuesilence.net), laissons traîner chez nous quelques revues, affichons la *Désobéissance civile* et les 100 dates de luttés Féministes dans nos toilettes, faisons découvrir les livres co-édités, inscrivons-nous à la Siberlettre (newsletter mensuelle de *Silence*) et proposons à nos réseaux de faire de même !



Prochain dossier

Le numérique, son monde... et nous

Association Silence

9 rue Dumenge,
69317 Lyon Cedex 04
Tél. : 04 78 39 55 33

www.revuesilence.net

Abonnements: Claire Grenet:
mardi et jeudi: 10h-12h / 14h-17h

Dépositaires, stands et gestion:
Marion Bichet: mardi et jeudi:
10h-12h / 14h-17h

Rédaction: Guillaume Gamblin et Martha Gilson: lundi et mercredi: 10h-12h / 14h-17h

Les infos contenues dans ce numéro ont été arrêtées le 27 janvier 2021.

Editeur: Association Silence
N° de commission paritaire: 0920 D 87026
N° ISSN: 0756-2640
Date de parution: 1^{er} trimestre 2021
Tirage: 4200 ex.



Impression: Imprimerie Notre-Dame, 38330 Montbonnot
Administrateurs: Pascal Antonanzas, Francis Levasseur, Pierre Lucarelli

Directrice de publication: Gaëlle Ronsin

Comité de rédaction: Martha Gilson, Guillaume Gamblin, Danièle Garet, Gaëlle Ronsin, Anaïs Zuccari

Pilotes de rubriques: Michel Bernard, Annick Bossu, Patrice Bouveret, Frédéric Burnel, Philippe Crassous, Gwenaëlle Delanoë, Monique Douillet, Baptiste Giraud, Natacha Gondran, Divi Kerneis, Dominique Lalanne, Jean-Pierre Lepri, Francis Levasseur, Pascal Martin, Jocelyn Peyret, Mimmo Pucciarelli, Nils Svahnström, Pinar Selek, Xavier Sérédine

Maquette: Damien Bouveret (www.free-pao.fr)

Dessins: Freepik (BRGFX), Lasserpe, Tanguy Mauten

Correctrices: Bernadette Bidaut, Sonia Conchon, Monique Douillet, Isabelle Hernandez, Camille Michau, Emmanuelle Pingault, Clotilde Rouchouse

Photographes: Abasaa, Gaspard d'Allens, Cécile Asanuma-Brice, Ayesta-Bression, Anne-Sophie Cleménçon, Guillaume De Crop, Digital globe, Nonoko Kameyama, L214, L'éclap, Mainichi, pxhere.com

Et pour ce n°: Gaspard d'Allens, Michel Bernard, Christian David, Monique Douillet, Lorraine Gehl, François Greslou, Lucile Leclair, Claude Llana, François Veillerette

Internet: Damien Bouveret, Maud, Victor Poichot

Archives: Mimmo Pucciarelli.

Les textes sont sous la responsabilité de leurs autrices. Les brèves sont des résumés des informations que l'on nous communique. Textes: sauf mention contraire, la revue autorise, sous réserve de citer la source, la copie illimitée à usage privé des textes. Les utilisations à usage pédagogique sont également autorisées. Tout usage commercial est soumis à notre autorisation. Illustrations: Les photos et dessins restent la propriété de leurs autrices.

Partenaires



Coordination Permanente
des
MEDIAS LIBRES



Dossier

Fukushima : 10 ans, ce n'est qu'un début

05 Comment ça va à Fukushima ?

09 Ne pas oublier, ne pas céder : un combat difficile

12 Chronique d'un accident sans fin

14 Des collectifs de femmes et de mères en lutte contre l'oubli



Chroniques

16 Bonnes nouvelles de la Terre :
Dans le Lot, le solaire citoyen,
ça marche !

27 L'écologie c'est la santé
385 millions d'intoxications
aiguës par pesticides
chaque année !

Brèves

16 Alternatives

18 Agriculture

19 Climat

20 Énergies

22 Environnement

23 Nucléaire

24 Politique

25 Féminismes

26 Société

27 Santé

28 Transports

Articles

30 Pandémies
Les animaux malades
de l'industrie

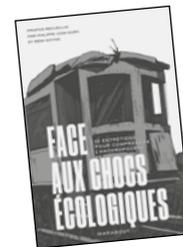
32 Pages graphiques
Dédé, bullosophe indigné

34 Danemark
Christiania,
une ville alternative



38 Critique du développement
Cultiver la réciprocité
avec le vivant

48 Illustrations
Les mystères des sorcières



28 Annonces
29 Agenda
40 Courrier
42 Livres



Un cauchemar sans fin

En mai 2011, le premier article de *Silence* présentant le déroulement initial de la destruction de trois réacteurs à la centrale de Fukushima-Daiichi, au Japon, avait pour titre *Un cauchemar au ralenti*. Le cauchemar se poursuit depuis dix ans dans cette province au nord de Tokyo, comme il se poursuit depuis presque 35 ans autour de la zone interdite de Tchernobyl, à la frontière entre l'Ukraine et la Biélorussie (1).

Dans les deux cas, il était impossible d'assurer l'évacuation des populations se trouvant dans les zones contaminées à des taux dépassant les normes fixées au niveau international, et la décision politique a été la même : augmenter cette limite pour que la zone à évacuer soit plus restreinte. Au Japon, la limite a été multipliée par 20. La population japonaise n'étant pas devenue miraculeusement vingt fois plus résistante aux radiations, ce sont environ 8 millions de personnes qui vivent en milieu très radioactif (2).

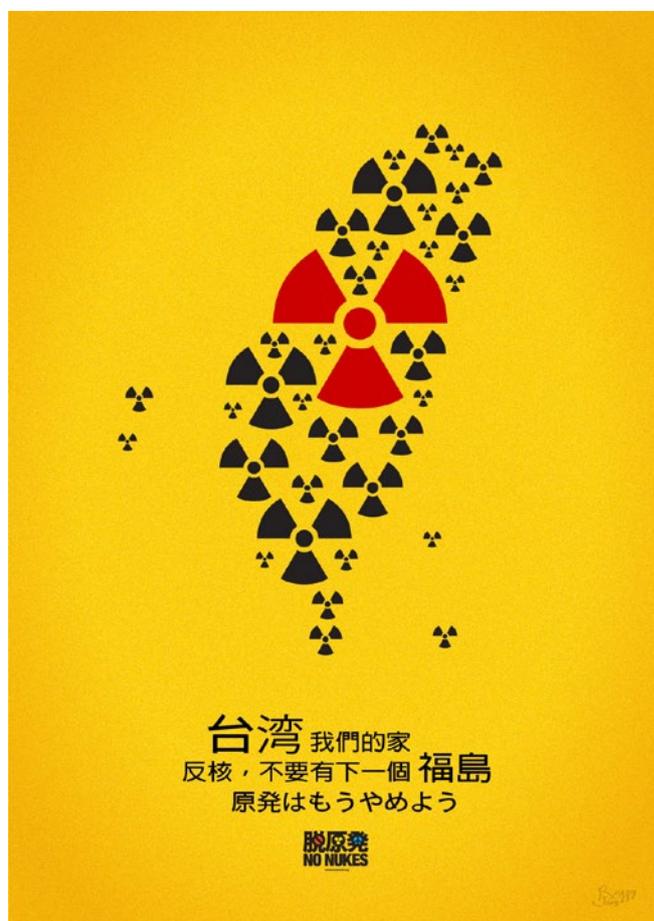
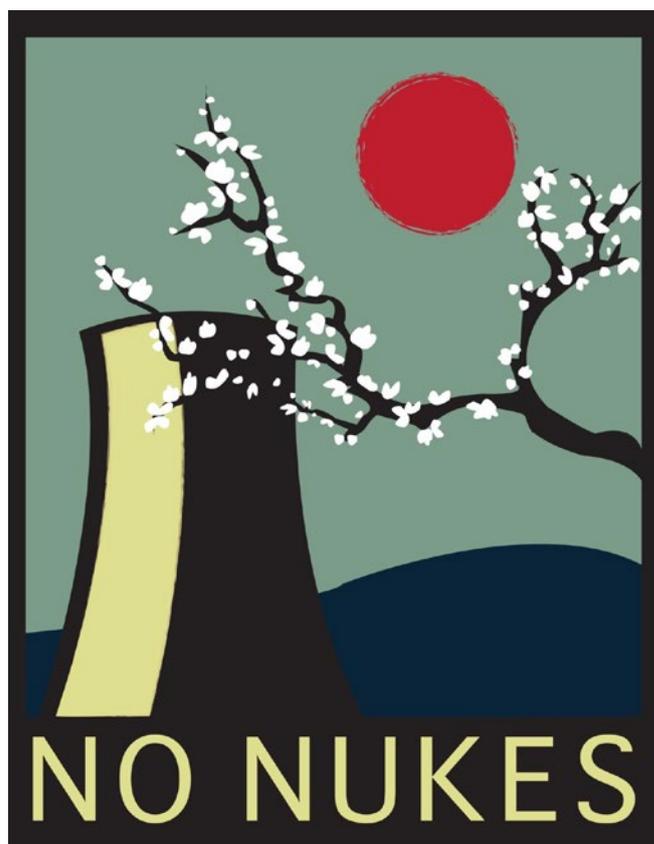
À Tchernobyl, l'Organisation des Nations unies (ONU) a estimé que, suivant ce principe, environ 7 millions de personnes auraient dû être déplacées. Alors que les cancers sont encore peu visibles à Fukushima du fait du temps nécessaire à leur apparition, on sait qu'en Biélorussie, plus de la moitié des enfants naissent aujourd'hui avec des problèmes de santé liés à la radioactivité.

Et le cauchemar va encore durer longtemps : s'il ne faut "que" trois siècles pour que disparaisse le césium radioactif, il faudra plusieurs millénaires pour que le plutonium disparaisse.

Au moment où, en France, l'Autorité de sûreté nucléaire (ASN) a fait, en décembre 2020 et janvier 2021, une consultation publique avant l'annonce probable du prolongement de la durée de vie des réacteurs de 40 à 50 ans, espérons que nous, nos enfants, nos petits-enfants, nos arrière-petits-enfants, etc. n'aurons pas aussi à gérer notre propre cauchemar (3).

Michel Bernard

1. 26 avril 1986 : début de l'accident de Tchernobyl, en Ukraine, à 100 km au nord de la capitale Kiev. 11 mars 2011 : début de l'accident de Fukushima, au Japon, à 250 km au nord de la capitale Tokyo.
2. Et beaucoup plus qui reçoivent des pluies radioactives.
3. Les réacteurs ont été conçus pour fonctionner pendant 30 ans et, pour certains, leur durée de vie déjà a été prolongée de plus de dix ans.



Comment ça va à Fukushima ?

Dix ans après l'accident de la centrale nucléaire, où en est la décontamination des réacteurs de Fukushima-Daiichi ? Quelles sont les difficultés de la décontamination des eaux ? Quels sont les impacts sanitaires sur la population ? Tour d'horizon non exhaustif de la gestion d'un accident nucléaire.



Les réacteurs 1 à 4 de la centrale de Fukushima-Daiichi après l'accident nucléaire.

Après la catastrophe de Fukushima, le 11 mars 2011, *Silence* a tenu une chronologie détaillée de la catastrophe au jour le jour qui a servi de référence, dans ses pages et sur son site internet. Michel Bernard, membre fondateur de la revue et salarié de la rédaction, a publié le texte "Je suis en colère", qui a eu un large écho, et tenu pendant de nombreuses années la chronique "Catastrophe de Fukushima". La revue n'a jamais cessé ce travail de suivi de la gestion de la catastrophe, et refait le point aujourd'hui, dix ans après.

Des responsabilités politiques

Un séisme d'une magnitude de 9 sur l'échelle de Richter se produit au large de Fukushima le 11 mars 2011. Cinquante et une minutes plus tard, la vague du tsunami submerge la centrale nucléaire. Pendant plusieurs années, *Tepco* (*Tokyo Electric Power Company*), l'entreprise exploitante de la centrale, ment en affirmant que la centrale a résisté au séisme, ce qui est

faux. L'entreprise promet le discours de la "catastrophe naturelle" comme cause de l'accident, ce qui est faux également. L'accident trouve d'abord son origine dans le refus de *Tepco* de penser en amont un possible séisme. Le 19 décembre 2001, *Tepco* exclut, en une note d'une page, qu'un tsunami puisse endommager la centrale. En 2008, l'entreprise lance des travaux de simulation mais ne fait rien pour protéger la centrale (1) — Fukushima est une centrale bas de gamme construite à la fin des années 1960. Dès les premières minutes, la situation est chaotique, le directeur et le président de *Tepco* injoignables. Pas de manuels, le personnel est seul et la marche à suivre pour refroidir les réacteurs est incomplète, voire manquante. Au cours de l'après-midi,

1. Les simulations étaient basées sur une vague de 10,2 mètres frappant les réacteurs n° 5 et 6, de 9,3 mètres pour le réacteur n° 2 et de 8,4 mètres pour les réacteurs n° 1, 3 et 4. Le séisme envisagé était d'une magnitude de 8,2.

le groupe électrogène de la centrale nucléaire est endommagé et le système de refroidissement lâche. Les réacteurs entrent en fusion et libèrent les déchets radioactifs. Les conséquences sont désastreuses. 340 000 habitant-es de la zone sont déplacé-es ou évacué-es volontairement par la suite et 1 800 km² de terrains sont contaminés. Des millions de mètres cubes d'océan sont pollués. Près de 32 millions de Japonais-es ont été exposé-es à des retombées d'iode 131, consécutives à l'emballage des trois réacteurs de la centrale nucléaire.

Décontamination des réacteurs : le planning s'est déjà rallongé de dix ans

En raison du coût exorbitant de la catastrophe de Fukushima, dont *Tepco* était l'exploitant, la compagnie a été nationalisée. Avec les autorités japonaises, elle essaie depuis lors de planifier le démantèlement des trois réacteurs accidentés mais ses plans

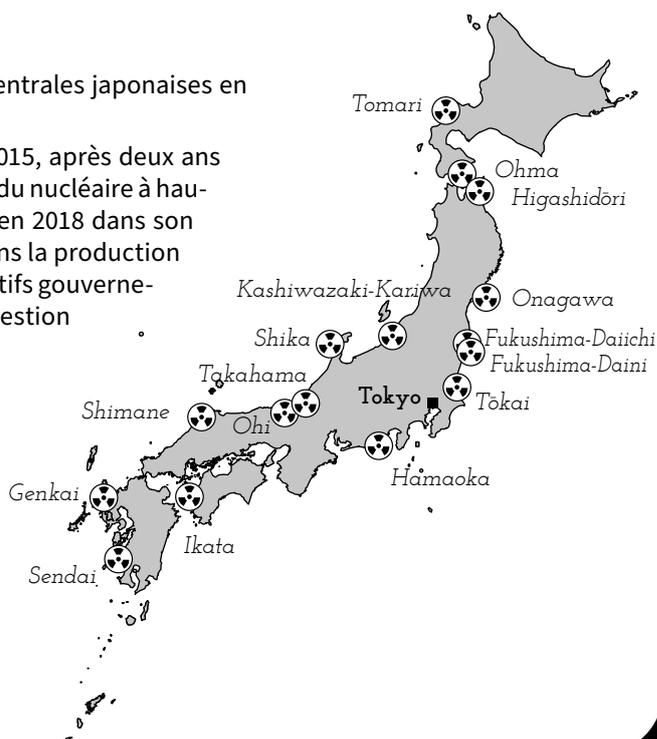
Le Japon et le nucléaire

La catastrophe de Fukushima a conduit à l'arrêt de toutes les centrales japonaises en septembre 2013.

Mais le Japon a redémarré un de ses réacteurs dès le 11 août 2015, après deux ans sans nucléaire. Le gouvernement avait comme objectif un retour du nucléaire à hauteur de 20 à 22 % du mix électrique en 2030, objectif réaffirmé en 2018 dans son cinquième plan pluriannuel de l'énergie. La part du nucléaire dans la production électrique plafonne pourtant à 3,6 % en 2019, bien loin des objectifs gouvernementaux. Le gouvernement continue, malgré le désastre de la gestion de la catastrophe de Fukushima, à vouloir miser sur le nucléaire.

Actuellement, six des 54 réacteurs du Japon ont été détruits ou endommagés par la catastrophe nucléaire à Fukushima-Daiichi, et 15 sont arrêtés définitivement. Le Japon ne compte donc plus que 33 réacteurs nucléaires potentiellement réexploitables pour la production d'électricité : 15 ont leur dossier de sûreté validé et seuls 9 ont été remis en service, dont certains réarrêtés depuis.

Début 2021, un seul réacteur est en fonctionnement, les autres ayant été arrêtés pour procéder à de longs et coûteux travaux de mise aux normes de sûreté ; en réponse aux nouvelles alertes du tribunal d'instance d'Osaka.



Le 12 décembre 2019, 6 membres de la Commission de régulation nucléaire du Japon (NRA) ont pénétré dans le réacteur n°3 de la centrale nucléaire de Fukushima-Daiichi. Leur exploration a été filmée puis publiée par le journal Mainichi. Il est impossible de rester plus de 10 à 30 minutes dans cette zone sans risquer de dépasser la dose annuelle maximale des travailleurs du nucléaire au Japon, à savoir 20 mSv/an.

sont jusqu'à présent irréalistes. Le projet gouvernemental prévoyait que le retrait du curium — mélange fortement radioactif de combustible fondu et de débris — débiterait avant le 10^e anniversaire de la catastrophe. Or, *Tepco* vient de différer ce retrait. La principale raison fournie pour expliquer cette décision est que le bras automatique "spécial", commandé en Grande-Bretagne, n'est pas opérationnel : au Japon comme en Angleterre, les travaux ont été suspendus par la pandémie. En réalité, force est de constater que, dix ans après le désastre, la technologie qui permettrait de retirer les débris toxiques n'est pas au point. Les trois réacteurs ont fondu, endommageant le système de refroidissement. Les robots actuellement en service ne parviennent pas à résister à l'intensité extrême de la radiation. Le réacteur n° 2, moins atteint que les autres, sera choisi pour tenter une analyse de ces résidus dangereux. Quant aux essais du bras automatique, ils sont reportés d'une année, ou deux, ou plus...

Beaucoup de questions restent encore sans réponse : les structures de base qui reposent dans les piscines (barres de combustible neuves ou usagées) sont mal connues. Comment procéder à leur décontamination ? Les ambitions ont déjà été revues à la baisse en 2019. Aujourd'hui, il ne s'agirait plus que de récupérer quelques grammes de curium dans le réacteur n° 2 en 2021, alors que l'estimation quantitative des

débris s'élève à 880 tonnes pour les trois réacteurs. D'après les estimations de *Tepco*, la récupération du curium des réacteurs n° 2 et 3 prendrait une douzaine d'années et coûterait 1 370 milliards de yens (11 milliards d'euros).

Le gouvernement et *Tepco* maintiennent qu'ils pourront démanteler les réacteurs en une quarantaine d'années. Pour le retrait des piscines des combustibles usés, il y a déjà dix ans de retard sur le planning initial.

La question majeure et non résolue des eaux contaminées

Concernant la situation actuelle à Fukushima, un autre problème de taille se pose : comment traiter les eaux contaminées au tritium qui continuent d'être stockées sur le site de Fukushima-Daiichi ? Pour refroidir le corium (cœur fondu) de la centrale, des milliers de mètres cubes d'eau ont été irréversiblement contaminés. Selon le journaliste japonais Kolin Kobayashi, il y avait en octobre 2020 1 043 réservoirs avec 1 233 985 m³ d'eau contaminée. Ces eaux sont appelées "eaux traitées" par *Tepco* pour minimiser leur nocivité, alors qu'environ 70 % de l'eau traitée contient des radionucléides dépassant la norme fixée par les autorités (2).

Le président de la Commission de régulation de l'énergie nucléaire (NRA) propose tout simplement de les rejeter dans la mer, perspective à laquelle les pêcheurs de la région sont fermement opposés, tout comme les pays voisins, notamment la Corée du Sud. Par ailleurs, au cours de réunions publiques organisées par le ministère de l'Économie et de l'Industrie (METI), de nombreuses citoyen·nes ont insisté sur la nécessité d'un stockage au sol de ces eaux radioactives. Mais jusqu'ici, le METI n'a tenu aucun compte de ces opinions. La question est aussi internationale. Le *Haut-Commissariat des Nations unies aux droits de l'homme* et l'*ONU* demandent au Japon de reporter sa décision de rejeter ces eaux dans l'océan pour pouvoir en discuter internationalement. Car d'autres solutions existent, comme l'évaporation, la solidification ou le stockage de long terme, préconisé par *Greenpeace* par exemple.

Alors que les capacités de stockages sont proches de leur limite, que faire de ces eaux contaminées ? La mer

est-elle vouée à devenir une poubelle nucléaire ? Le conseil citoyen japonais nommé "Arrêtez de polluer davantage la mer !" demande notamment à *Tepco* de prendre en compte l'avis de la population et d'organiser un grand débat national sur les moyens du traitement de l'eau radioactive de la centrale de Fukushima-Daiichi. Kolin Kobayashi souligne qu'une commission citoyenne de l'énergie nucléaire, indépendante, propose de garder l'eau sur le sol pour 100 ans, soit sous la forme durcie à l'aide de mortier, soit en fabriquant des réservoirs gigantesques. Alors que la question est maintenant internationale, espérons que la pression permettra de ne pas détruire l'écosystème marin.

Le travail à risque du démantèlement

La situation des travailleurs du démantèlement a très peu changé en dix ans. Énormément de sous-traitance, des salaires très bas... et des risques de contamination. Selon le ministère du Travail, on compte 269 cas de maladies liées au travail ayant conduit à une indemnisation depuis le début de la catastrophe nucléaire à la centrale de Fukushima, dues aux conditions de travail très difficiles sur le site. En ce moment, environ 4 000 personnes travaillent chaque jour sur le site et beaucoup sont exposées à



des rayonnements ionisants. L'agence *Kyodo*, qui relaie l'information du ministère, signale notamment six cas de travailleurs ayant développé un cancer ou une leucémie en raison d'une exposition aux radiations, et quatre autres qui ont souffert de maladies liées au surmenage. L'article mentionne aussi 313 accidents, dont trois mortels, sans expliquer le lien avec le chiffre précédent.

L'impossible recensement des cancers

Dans la région, d'après les examens de la thyroïde pratiqués sur les enfants et adolescent·es âgé·es de moins de



En France, le Réseau Sortir du nucléaire

La revue *Silence* est historiquement liée et partage encore aujourd'hui ses locaux avec le Réseau *Sortir du nucléaire*. Depuis sa création à la fin des années 1990, cette fédération d'associations a su regrouper, autour d'une charte d'objectifs pour sortir du nucléaire, plus de 900 associations et 60 000 personnes. Outil d'information, de coordination et d'impulsion de mobilisation nationale, ce réseau permet d'ancrer sur le terrain et dans le discours la lutte antinucléaire, plus que jamais nécessaire. À l'occasion des dix ans de la catastrophe de Fukushima, le numéro 88 de la revue du réseau donne la parole

à des chercheuses, journalistes et militant·es japonais·es pour faire un bilan d'étape de la gestion de la catastrophe nucléaire.

◆ Contact : Réseau *Sortir du nucléaire*, 9 rue Dumenge, 69004 Lyon, tél. : 04 78 28 29 22, <https://www.sortirdunucleaire.org>

2. Revue *Sortir du nucléaire*, "Fukushima, désordre invisible pire que le visible", n° 88, hiver 2021.



À partir de 2013, celui qui signe "281 Anti nuk" multiplie les graffs dans les rues de Tokyo pour dénoncer les mensonges de Tepco et du gouvernement. Il souhaite rester anonyme par crainte de la police et de l'extrême-droite et a reçu des menaces de mort sur sa page Facebook.

18 ans lors de l'accident nucléaire, le nombre de cancers diagnostiqués excède désormais les 200, dont 166 cas avérés après opération. Mais l'année dernière, la sous-commission d'évaluation des examens de la thyroïde a fait état de 11 autres cas, non comptabilisés dans ces chiffres (3). Dès le mois de mai 2011, l'Institut national des sciences radiologiques (organisme d'État) reconnaissait le cas d'une fillette de Futaba qui a reçu à la thyroïde une dose équivalente à 100 millisieverts (mSv). Or, jusqu'à présent, le gouvernement prétendait qu'aucun enfant n'avait été exposé à de telles doses.

Par ailleurs, la Commission de régulation de l'énergie nucléaire (NRA) a exprimé son intention de supprimer

2 400 bornes de mesure de la radioactivité installées dans le département de Fukushima, à l'exception de celles placées dans 12 municipalités désignées comme "zones évacuées". Cette mesure se heurte à une forte opposition de la population locale, notamment des mères d'enfants et d'adolescents. Un tiers des municipalités du département ont présenté au gouvernement des requêtes demandant le maintien de ces bornes. Le 24 août 2019, le gouvernement de la préfecture de Fukushima a annoncé son souhait d'arrêter la surveillance médicale de la population. Les autorités s'appuient pour cela sur le fait qu'après le suivi de tous les enfants au moment de l'accident, il y aurait peu de cas d'augmentation des cancers de la thyroïde, que le suivi des femmes enceintes n'a pas révélé pour le moment de hausse des malformations, que le nombre de dépressions chez les mères est en constante baisse (passant en dix ans de 27 % à 21 %).

Les autorités de Fukushima affirment que les populations n'ont été exposées à la radioactivité que pendant les quelques semaines qui ont suivi l'accident. La réalité est toutefois différente : les maladies provoquées par les

retombées de césium se déclenchent surtout après une dizaine d'années, de même pour les malformations chez les bébés (donc, en arrêtant le suivi maintenant, on évite de rendre les conséquences trop visibles). Du césium et même du plutonium (plus lourd, donc retombant sur des distances plus courtes) ont été trouvés à Tokyo, à 200 km des réacteurs et, surtout, les trois réacteurs accidentés sont toujours émetteurs d'un nuage radioactif aujourd'hui. En effet, les réactions nucléaires au sein des cœurs des réacteurs n'ont pas encore été arrêtées. Tout cela laisse à penser que la corrélation entre l'exposition aux radiations et les conséquences sanitaires a été soigneusement dissimulée par les autorités. ♦

➔ Sources

- ♦ Yu Kotsubo, *ACRONique*, 25 décembre 2020
- ♦ Conférence de presse à Tokyo le 23 décembre 2020 (extraits *The Associated Press*)
- ♦ *ACRONique de Fukushima*, 1^{er} décembre 2020
- ♦ Noriyoshi Ohtsuki, *ACRONique de Fukushima*, décembre 2020
- ♦ Association *Nos voisins lointains*, message de Mme Ruiko Muto
- ♦ Blog de Pierre Fetet : www.fukushima-blog.com
- ♦ <http://www.enfants-tchernobyl-belarus.org>

3. Un fonds d'aide à ces patientes a découvert que certain-es d'entre elles et eux avaient été opéré-es ailleurs qu'à l'hôpital universitaire de Fukushima sans être soumis aux examens officiels du département, lequel a décidé de ne pas les inclure dans ses études de cas. La sous-commission d'évaluation devrait entamer une recherche sur la corrélation entre l'accident et ce type de cancer. Mais son occurrence parmi les enfants et adolescent-es du département de Fukushima semble impossible à estimer, dans la mesure où certains cas échappent à un recensement qui n'est pas effectué de façon systématique.

Ne pas oublier, ne pas céder : un combat difficile

Quelle est la situation de la population de la région de Fukushima, évacuée et "invitée" aujourd'hui à se réinstaller dans les zones encore radioactives ?
Quel est l'état des lieux des mobilisations pour obtenir justice et réparation ?

Après l'évacuation, la question du retour des personnes déplacées dans la région de Fukushima se pose depuis plusieurs années. Et ce qui se joue derrière, c'est l'enjeu de la reconnaissance de l'ampleur d'une catastrophe dont les dégâts ne sont pas finis.

Repeupler pour faire oublier la catastrophe

Entre 120 000 et 160 000 personnes ont dû, durablement, quitter leur habitation (ce chiffre est sûrement sous-estimé). Alors que les travaux de décontamination génèrent des déchets qui contribuent à la dispersion secondaire des radionucléides, la détermination du gouvernement à repeupler cette zone interpelle. Depuis 2014, les ordres d'évacuation sont levés progressivement.

Dans le même temps, seule une minorité d'habitantes est revenue, avec un vieillissement sensible de la population. Dans les communes voisines de la zone la plus contaminée, réouvertes à partir de juin 2016, seulement 5 à 20 % de la population de 2011 était revenue en 2018. La proportion est de 40 à 70 % au-delà, dans les lieux où la réouverture est intervenue à partir de 2014. En 2017, des dernières zones évacuées ont été rouvertes, sauf celles de "retour difficile", c'est-à-dire les plus contaminées. Puis les indemnités pour les évacués ont pris fin en 2018. En parallèle, le gouvernement a mis en place des subventions pour la production d'énergie renouvelable et une



*La nature efface progressivement les traces de la présence humaine dans la zone d'exclusion de la catastrophe nucléaire. Carlos Ayesta et Guillaume Bression se sont rendus à de nombreuses reprises sur les lieux de la catastrophe. Ils en ont tiré un travail photographique publié dans le livre *Retracing our steps. Fukushima exclusion zone* (éd. Kehrer Verlag, 2017) et sur www.fukushima-nogozone.com*

publicité ostensible pour les denrées alimentaires locales.

Ce travail de communication pour tenter de masquer les impacts durables de la catastrophe nucléaire se retrouve dans la délocalisation d'une partie des épreuves des Jeux olympiques (baseball) dans la préfecture de Fukushima. Le gouvernement japonais préconise depuis plusieurs années d'ouvrir les

zones contaminées afin de montrer au monde, à l'occasion des Jeux olympiques (1), que l'accident de Fukushima n'est plus qu'un souvenir.

Le gouvernement versera jusqu'à 2 millions de yens (15 000 euros) aux personnes qui iront s'installer dans

1. Les Jeux olympiques, initialement prévus pour juillet 2020, ont été reportés à l'été 2021 en raison de la pandémie.



Rassemblement antinucléaire à Tokyo le 19 septembre 2011.

la région de Fukushima. À cela s'ajoutent 4 millions de yens supplémentaires à ceux qui monteront des entreprises dans les douze villages évacués après la catastrophe sur ordre du gouvernement. Pour toucher ces sommes d'argent, l'une des conditions est que les familles s'engagent à vivre dans ces zones pendant au moins cinq ans. Malgré ce travail de communication, on compte encore officiellement plus de 36 900 personnes déplacées hors de Fukushima, selon les autorités locales. L'Université *Kwansei Gakuin* a envoyé un questionnaire à 4 876 dépla-

cées et a reçu 694 réponses, dont 522 d'habitantes originaires de Fukushima avant la catastrophe. Il apparaît que 65 % des répondant-es originaires de Fukushima ne souhaitent pas rentrer chez elles. À la question de savoir pourquoi ils et elles n'étaient toujours pas rentrées, 46 % répondent craindre la contamination et 45 % disent s'être réinstallées ailleurs.

Katsuei Hirasawa, ministre de la Reconstruction, a déclaré le 17 décembre 2020 que son agence se concentrait sur le repeuplement de ces zones. L'objectif de l'agence est que 300 personnes s'installent dans les zones concernées au cours de la première année. Elle commencera à accepter les candidatures pour le programme dès l'été 2021.

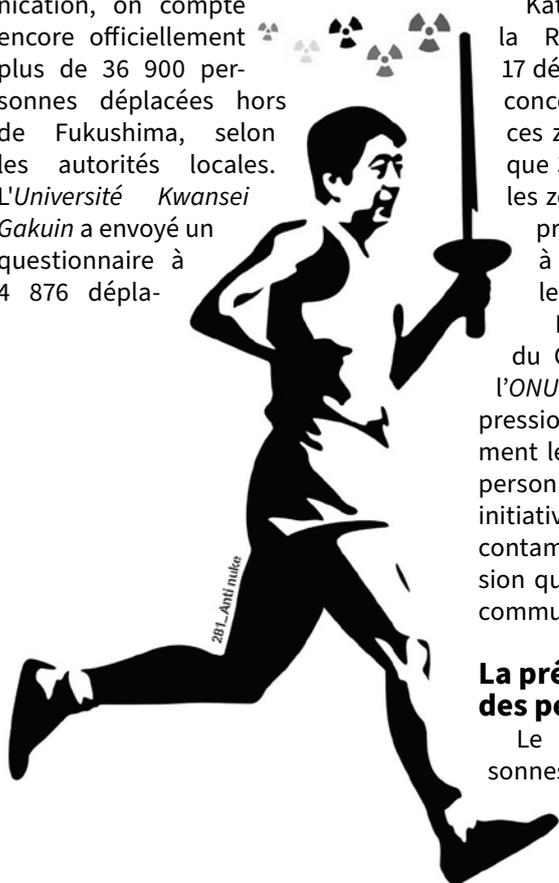
En 2018, le rapporteur spécial du Conseil des droits humains de l'ONU a fait remarquer que la suppression des aides publiques, notamment le logement gratuit attribué aux personnes réfugiées de leur propre initiative hors des régions directement contaminées, représentait une pression qui les forçait à revenir dans leur commune d'origine.

La précarisation des personnes déplacées

Le déplacement massif des personnes hors de Fukushima s'est accompagné d'une paupérisation pour nombre d'entre

elles. L'université *Kwansei Gakuin*, en enquêtant sur les personnes déplacées, les a aussi interrogées sur leurs revenus. Selon le quotidien *Mainichi*, qui reprend l'information, le nombre de foyers qui gagnaient moins de 3 millions de yens (24 000 euros) par an en 2019 est 1,7 fois plus élevé qu'avant la catastrophe. Sur les 117 mères célibataires qui ont répondu, 103 sont des auto-évacuées, 50 ont divorcé et 44 % d'entre elles ont eu en 2019 un revenu annuel inférieur à 2 millions de yens (16 000 euros). C'est 3,6 fois plus qu'avant la catastrophe. Certaines mères cumulent plusieurs petits boulots pour s'en sortir.

En parallèle, la région de Fukushima attire des personnes précaires. En 2014, un scandale a éclaté autour de la situation de personnes sans abris, recrutées par des entreprises privées pour des travaux de nettoyage et de démantèlement dans la région de Fukushima. "L'accident nucléaire et la pandémie de coronavirus ont tous deux révélé des distorsions et des inégalités dans la société", a déclaré Yu Miri, écrivaine japonaise, qui fait état du sentiment d'un isolement croissant parmi les habitant-es de Fukushima. Elle a ajouté que les zones touchées par la catastrophe n'ont pas été suffisamment assainies. Le gouvernement, uniquement tourné vers sa réputation, tente de redorer l'image de la région en investissant dans le tourisme. Ces dernières années, la région de Fukushima a connu un regain de



"tourisme de la catastrophe", visant à attirer par le voyeurisme mais aussi à rassurer sur l'état actuel des décontaminations... le tout aux dépens des urgences sociales.

La multiplication des procès

Pour faire reconnaître leurs droits et la responsabilité de *Tepeco* dans la catastrophe nucléaire, les victimes ont lancé plusieurs actions juridiques à partir de 2012. Un procès pénal a été entamé en 2012 pour déterminer la responsabilité des dirigeants de *Tepeco*. Après un premier procès classé sans suite en 2013, trois anciens dirigeants sont mis en examen en 2015 après une forte mobilisation des victimes et une procédure de jurés populaires. Le procès a débuté en juin 2017 et le rendu, en septembre 2019, a acquitté les accusés. L'indignation a été énorme au sein de la population japonaise à tel point qu'un procès en appel s'ouvrira en 2021. La reconnaissance pénale de l'entreprise

est un enjeu majeur pour aborder aujourd'hui le risque nucléaire.

En parallèle, une trentaine de procès au civil sont en cours. Le procès "Nariwai" a regroupé plus de 3 500 victimes réclamant des compensations pour les dommages subis suite à la perte de terres agricoles, parfois de leur métier... Elles réclament aussi l'institutionnalisation d'un système d'aide pour toutes et tous. En septembre 2020, la Haute Cour de Sendai a affirmé la responsabilité de *Tepeco* et du gouvernement japonais dans la catastrophe nucléaire, et ordonné de verser 1,01 milliards de yens (8,2 millions d'euros) aux plaignant-es. Ce jugement, qui constitue une réelle victoire, crée un précédent pour les autres procédures en cours.

Des citoyen·nes japonais·es, quelques médias mais aussi des collectifs antinucléaires dans le monde entier continuent de se battre courageusement pour faire la lumière sur la

responsabilité de *Tepeco* et du gouvernement dans la catastrophe et la gestion des celle-ci, et pour la reconnaissance de droits pour les victimes.

À l'heure où la tenue des prochains Jeux olympiques (très controversés) jette un coup de projecteur sur le pays, c'est aussi le moment de se faire entendre et de rappeler l'impact désastreux d'un accident nucléaire, l'urgence d'en sortir, et l'importance de soutenir les victimes. ♦

➔ Pour aller plus loin

- ♦ "Accident de Fukushima : je suis en colère", Michel Bernard, 2011, www.revuesilence.net/actualites/je-suis-en-colere
- ♦ www.fukushima-blog.com, un blog consacré entièrement à la catastrophe nucléaire de Fukushima et à ses répercussions au Japon et dans le monde
- ♦ <https://fukushima.eu.org>, L'ACRONIQUE de Fukushima
- ♦ Nos voisins lointains, voisins311@gmail.com, <https://nosvoisinslointains311.home.blog>



Entrée d'une zone interdite d'accès car hautement radioactive à Kashiwa en 2012.



Fukushima. Chronique d'un accident sans fin
 Bertrand Galic, Roger Vidal

Le 11 mars 2011, au Japon, un puissant tsunami passe par-dessus la digue de protection de la centrale de Fukushima-Daiichi, déjà fragilisée par un tremblement de

terre qui a endommagé les structures et les canalisations de la centrale. C'est le début de la catastrophe. Cet album, réalisé à partir du témoignage du directeur de la centrale devant la commission d'enquête, permet de voir comment des ingénieurs de haut niveau peuvent perdre le contrôle d'une centrale, malgré leur bonne volonté et leurs connaissances.



Manquant d'électricité, ils utiliseront les batteries de voitures présentes sur le parking. Manquant de pompes, ils vont mobiliser des camions de pompiers pour essayer de refroidir les réacteurs. Manquant d'eau douce, ils pompent de l'eau de mer... Mais tout est trop lent et, malgré le sacrifice d'une partie du personnel, trois réacteurs explosent au cours des

trois jours suivants. La BD ne développe pas la suite (pour le moment). Après avoir vu ces personnes compétentes perdre le contrôle des réacteurs, comment peut-on encore soutenir une telle énergie ? **MB**
Éd. Glénat, 2021, 128 p., 18,50 €

› Texte : **Lorraine Gehl**, étudiante en anthropologie, a notamment travaillé sur les mobilisations écologistes et féministes. Elle participe à la chronique "L'écho féministe" régulièrement dans Silence.

Des collectifs de femmes et de mères en lutte contre l'oubli



Nemako Kamayama

Pour faire face aux conséquences humaines et sanitaires de l'explosion et pour défendre leurs droits à l'information et à la vie fragilisés par l'après-catastrophe nucléaire, des collectifs de femmes et de mères se sont constitués.

Cette année 2021 marque les dix ans de l'accident nucléaire survenu à la suite d'un tremblement de terre et d'un tsunami à Fukushima dans la région du Tōhoku le 11 mars 2011. L'occasion de se rappeler qu'il s'agit une catastrophe quotidienne et collective, toujours en cours, et ce malgré les tentatives du gouvernement japonais de la faire oublier. Faire comme si de rien n'était, alors que tout est différent : c'est aussi contre cette résignation imposée que luttent des habitant·es, en s'organisant en autonomie sur le territoire.

Prendre en charge les victimes

Les femmes* (1) et les mères occupent, à plusieurs niveaux, des places singulièrement actives dans cette vie politique. Dès le lendemain de l'accident, elles se sont engagées sur le terrain, en réaction immédiate à la catastrophe. Elles ont été nombreuses

Jyo Maiko (35 ans, puéricultrice) et Ayumu (1 an) en 2012. "Le monde a changé le jour où le centrale nucléaire a explosé. Papa et maman se sont enfui de Tokyo en t'enveloppant. Tu vas vivre en connaissant le Japon après l'explosion nucléaire. Je n'aimais pas le nucléaire mais je vivais normalement, je pensais qu'on n'y pouvait rien. Tu peux te fâcher contre les grands" (Jyo).

1. Cette étoile signifie que nous ne parlons pas uniquement de femmes cisgenres, c'est-à-dire dont le genre correspond à celui qui a été attribué à la naissance, bien que nous n'ayons pas de données précises à ce sujet.

à effectuer la prise en charge des victimes et des populations les plus vulnérables, comme les personnes âgées et les enfants. Ce travail de premiers soins et de proximité correspond à ce que les féministes ont appelé le "care", cet ensemble d'activités de soin qui incombe souvent aux femmes dans la société. Elles ont surtout souligné que le care n'était pas systématiquement reconnu ni visibilisé et, de fait, cette première mobilisation de femmes* à Fukushima est peu documentée.

Mesurer les radiations, s'entraider

Il en va de même de la dynamique d'organisation locale née suite à ce premier élan : face à la gestion de la catastrophe et au décalage entre les discours gouvernementaux et la réalité des conséquences sur place, des groupes se sont spontanément formés pour étudier les radiations et en mesurer la présence dans l'environnement, afin de pouvoir diffuser des données exactes.

Les femmes* ont tout de suite fait partie intégrante de ces groupes, et l'autrice Mari Matsumoto note surtout une grande participation de mères, déjà informellement réunies autour de leurs inquiétudes pour leurs enfants. Parallèlement à ce travail de fond sur les radiations, elles ont formé des groupes de soutien pour les mères seules et les personnes enceintes, et pour mettre en réseau les personnes évacuées de la préfecture de Fukushima potentiellement isolées. Mari Matsumoto cite par exemple les "femmes de Tarachine" qui, bien qu'on ait peu d'informations à leur sujet, initiaient vraisemblablement ce type d'actions, ainsi que des réunions ouvertes où les habitant·es pouvaient partager leurs témoignages sur la manière dont la catastrophe avait réellement affecté leur quotidien.

Partager les connaissances

Ces pratiques locales, principalement autogérées, ont progressivement attiré l'attention d'organisations non gouvernementales et de l'*Organisation mondiale de la santé (OMS)*. De nouveau, des femmes* se sont investies dans le dialogue avec les institutions, interpellant notamment les hommes politiques au sujet des enfants. Elles ont alors été soutenues par des organisations féministes, des chercheuses et des spécialistes, qui ont mis à disposition leurs



L'association de mères MamaBecq (comme becquerels) réalise des mesures de radioactivité dans les cours d'écoles et les parcs.

savoirs, leurs outils d'enquête et leurs contacts.

Cette circulation de ressources a donné naissance à une initiative internationale : le *Réseau des femmes qui enquêtent et aident les victimes de Tchernobyl*, fondé par des scientifiques japonaises. Son objectif était de partager les connaissances accumulées à propos de l'effet de la radioactivité, notamment sur les enfants, afin d'aider les populations à lutter contre le silence des autorités.

Défendre les droits des femmes fragilisés par la catastrophe

À la croisée d'une réponse locale, d'une réflexion féministe, et de cette portée étendue, des femmes* ont également lancé dès le 13 mars 2011 le site *Women's Action Network*. Il a permis de diffuser des informations en direct sur la catastrophe et, progressivement, de récolter des dons et de faire entendre la voix des femmes* victimes sur place. De nouveau, un réseau de soutien s'est organisé dès 2011.

Les témoignages et les contributions ont servi de sources d'études pour défendre les droits des femmes en mettant en avant l'inégalité des conséquences de la catastrophe en fonction du genre, mais aussi en reprenant les sujets féministes habituels dont cette situation avait renforcé la gravité. Un manifeste a finalement été publié à destination des autorités publiques le 25 mars 2011, plaidant

pour l'intégration des femmes dans le processus de reconstruction — matérielle et sociale — du pays.

Ces mobilisations des femmes* ont permis l'adoption en 2014 de la *Child Victims' Law*, instaurant un suivi de la santé des enfants, des femmes et des personnes âgées à Fukushima. La plateforme *Women's Action Network* est également toujours active, notamment autour de la crise du Covid-19, qui a fait ressortir le même type de problématiques sociales.

Même si ces collectifs provoquent des divisions du fait de la mise en avant du rôle de mères, ils ont continuellement prouvé leur importance depuis la catastrophe. Ils participent surtout à montrer la nécessité vitale du soin, et la diversité des formes de lutte et de réparation dans un contexte où toutes les échelles de mesure cèdent face à l'ampleur du désastre. ♦

➔ Pour en savoir plus

♦ Women's Action Network : <https://wan.or.jp/wwan>

➔ Bibliographie

- ♦ Anne Gonon, "Le féminisme à l'épreuve d'une catastrophe nucléaire. Mères, nature et care dans le Japon d'après-Fukushima", *Cahiers du Genre* n° 59 (2) :153-71, 2015
- ♦ Mari Matsumoto, "Mon espoir... Que nous restions enragés, ensemble, plus que jamais.", in *Fukushima et ses invisibles. Cahier d'enquêtes politiques*, 2018

Bonnes nouvelles de la Terre

Dans le Lot, le solaire citoyen, ça marche !

Arrivé à Brengues (Lot), c'est dans une clairière cachée par des haies que la société coopérative Céléwatt a créé son premier parc solaire citoyen. Sur la superficie d'un terrain de football, deux rangées de panneaux photovoltaïques sont alignées. Ils ont été surélevés pour que des moutons puissent paître en dessous. Chaque année, la centrale villageoise produit 320 000 kWh, soit la consommation de 250 habitant-es, hors chauffage électrique.



Sur le site de la centrale citoyenne de Brengues (Lot), Bertrand Delpuch, Patrick Le Magoerel et Jean-Luc Rallet.

"Quand on a commencé à imaginer ces parcs solaires, nous n'étions que cinq habitant-es", raconte Bertrand Delpuch, le président de Céléwatt. Aujourd'hui, ils et elles sont près de cinq cents sociétaires, au deux tiers des Lotois-es et des Aveyronnais-es. Tou-ttes ont souscrit des parts dans Céléwatt, dont le capital social culmine à plus de 300 000 euros.

En seulement quatre ans d'existence, la société coopérative a connu un bel essor. Un deuxième parc solaire est en cours de construction à Carayac, à une dizaine de kilomètres, et d'autres sont à l'étude. "On n'a pas d'autre prétention que de produire l'électricité de nos communes. Mais ce n'est déjà pas si mal !", explique le retraité.

Sur le site de Carayac, Céléwatt a remplacé les supports en acier galvanisé par du bois brut. Les panneaux photovoltaïques sont portés par des petits chênes du causse, coupés à trente kilomètres du site. "On économise toute l'énergie nécessaire à l'extraction du minerai, son transport sur des milliers de kilomètres, sa transformation et son façonnage".

Les terrains sont choisis parmi d'anciennes friches agricoles laissées à l'abandon et gagnées par la végétation. À Brengues, Céléwatt mène, avec le parc naturel régional, une étude naturaliste pour analyser les conséquences du projet sur la faune et la flore. Des haies d'arbustes ont été plantées pour faire venir des oiseaux et cacher à la vue les panneaux. "Nous voulons montrer que la biodiversité peut être aussi riche qu'avant", dit Bertrand Delpuch.

"On a réussi à embarquer les gens avec nous"

Si les personnes qui ont souscrit bénéficient de défiscalisation, le profit reste limité. Le taux de rendement de leurs parts équivaut à celui de l'inflation, et les bénéfices de la société – autour de 30 000 euros chaque année – sont directement réinvestis pour construire de nouveaux parcs.

L'avenir de Céléwatt semble dégagé. Son rêve est de mailler le territoire de petites centrales villageoises. "7 % de l'électricité est perdu dans les réseaux de transport. Pour être plus économe, il est indispensable de relocaliser la production", pense Bertrand Delpuch. La société coopérative bénéficie d'un soutien d'Énercoop, un fournisseur d'électricité 100 % renouvelable qui lui achète sa production à un tarif préférentiel.

Car aujourd'hui en France il n'y a aucune forme de soutien pour les petits parcs solaires au sol. L'initiative dépend donc de la solidarité des coopératives d'Énercoop, qui acceptent de payer l'électricité un peu plus cher. "On vit la même situation que l'agriculture biologique, constate Bertrand Delpuch. À défaut de politique structurelle, on doit compter sur l'aide des citoyen-nes pour porter ces alternatives."

◆ Contact : CéléWatt, Le bourg, 46320 Espagnac Sainte-Eulalie, contact@ccelewatt.fr

Gaspard d'Allens

Photopiles : le grand dérapage !

Le développement du solaire, oui, mais pas forcément sur les sols ! Rien que pour le département du Lot-et-Garonne, ce sont 2 000 hectares de terres agricoles et de forêts qui vont être recouverts par des champs de photopiles. La plupart des projets actuels visent des surfaces de plus en plus grandes (jusqu'à 150 hectares) car augmenter la taille des installations, permet de regrouper les installations annexes et de réduire les coûts. Ces projets se font en considérant que ce qui n'est pas cultivé n'a aucune valeur... alors qu'au niveau de la biodiversité, ce sont les milieux les plus riches. Dans un pays où il est urgent d'arrêter les centrales nucléaires sans recourir aux centrales thermiques au charbon, au gaz ou au pétrole, on pourrait estimer que c'est un mal nécessaire... Sauf que l'ADEME, Agence gouvernementale pour l'environnement et la maîtrise de l'énergie, a déjà fait le calcul en avril 2019 : il y a suffisamment de zones artificialisées pour accueillir les capteurs solaires. Et on peut commencer par tous les toits plats de grandes surfaces des entrepôts, des usines, des immeubles, les ombrières des parkings... L'ADEME a référencé plus de 300 000 sites disponibles de quoi atteindre une puissance de 53 GWc (contre 9 GWc installés fin 2018). Il suffirait d'ajouter un amendement sur un texte de loi sur la biodiversité pour favoriser cela. (Ademe.fr, "Evaluation du gisement relatif aux zones délaissées et artificialisées propices à l'implantation de centrales photovoltaïques")

En partenariat avec : www.reporterre.net

Reporterre
le collectif de médias

Espagne

Flores de vida

Dans le sud de la province espagnole de l'Aragon, entre Tarragone et Saragosse, une équipe d'écologistes réunie autour de Nat el Zear s'est installée en 2008 sur un terrain semi-désertique de 6 hectares, sans abri, bâtiment ni eau. Le défi était de régénérer et de rendre accueillant, par la permaculture, ce



lieu à la pluviométrie très faible et au sol argileux. En 12 ans, le lieu a atteint l'autonomie en eau grâce au forage d'un puits. Plus de 1 000 arbres, essentiellement fruitiers, ont été plantés. Un plan d'eau a été installé pour créer un micro-climat et soutenir la biodiversité.

Les sols ont commencé à se régénérer et l'équipe de Flores de vida cherche à transmettre ses connaissances et ses savoir-faire à travers l'accueil de visiteur-ses et l'organisa-

tion d'ateliers, avec le projet d'une École de vie écologique. Des yourtes et caravanes s'ajoutent aux bâtiments écoconstruits et permettent cet accueil, des panneaux solaires photovoltaïques assurant l'autonomie en électricité. Ses membres cherchent à atteindre une démarche d'écologie globale qui englobe permaculture, alimentation vivante, pratiques corporelles de santé ou encore communication bienveillante. Actuellement Flores de vida lève des fonds pour financer une nouvelle pompe de forage pour remplacer l'actuelle qui est défectueuse.

◆ Contact : www.floresdevida.org

Médias

◆ **Semo, rencontre avec la paysannerie du 21^e siècle.** Ce podcast radiophonique réalisé par Morgane et Mathilde Bouterre, diffusé aussi sur Campus FM, propose une série de portraits donnant la parole à des paysans et paysannes d'aujourd'hui, pour capter au mieux le monde de l'agriculture en transition au travers d'histoires personnelles. On peut les retrouver sur : <https://soundcloud.com/semo-podcast>.

◆ **Axelle, hors-série, janvier-février 2021, n°235-236, "Elles réparent le monde", 6 €.** Revue toujours attachante et mordante, ce hors série consacre un dossier très complet d'une soixantaine de pages qui retrace, entre témoignages et analyses, ce que les femmes apportent au monde. Au cœur de ce numé-

ro se trouve *Le Front du vivant* : un projet journalistique choral imaginé par 5 journalistes et une photographe de la revue, qui ont accompagné pendant 6 mois dix femmes actives ayant des activités pour "recoller" notre société abîmée. Des portraits magnifiques, de Victorine, aide-soignante, à Truust, danseuse et enseignante. Le numéro s'attache particulièrement à analyser la place des femmes dans la gestion de la crise du Covid-19, entre soutien matériel, social, sanitaire et moral.

◆ **CQFD, n°193, décembre 2020, "C'est par où la sortie ?", 4 €.** Très beau dossier du mensuel pour clôturer 2020, qui propose un dossier sur les "imaginaires", comme une bouffée d'air frais revigorante pour penser des jours meilleurs. Science fiction, mais aussi regard optimiste et engagé sur le monde, un numéro coloré et poétique.



Le Grenade : coopérer entre ville et campagne

Le Groupement d'entreprises alternatives en développement, ou Grenade, tente de démontrer qu'il est possible de créer un écosystème stimulant entre villes et campagnes grâce à la forme coopérative, de l'Ardeche à la Drôme en passant par la métropole de Lyon. Né sous forme associative en 2016, le Grenade est aujourd'hui une société coopérative d'intérêt collectif (SCIC) qui permet à des structures de se regrouper. Les deux structures fondatrices sont un café-restaurant et un bar, *Le Court-circuit* et le *Biéristan*,

à Lyon et à Villeurbanne. Un des objectifs du Grenade, c'est d'accompagner des salarié-es associées vers la création d'entreprises : favoriser la création de nouveaux projets, et les accompagner. Le Grenade favorise des projets qui mettent en avant l'interdépendance des quartiers urbains et des campagnes, et qui réfléchissent à des modes de fonctionnement horizontaux.

◆ <https://www.le-grenade.fr>, tél. : 07 69 50 60 22

Vers une sécurité sociale de l'alimentation ?

La Sécu telle qu'on l'a connue par le passé est en danger de disparition ? Plutôt que de se contenter de la défendre, un collectif d'organisations nourrit l'idée ambitieuse d'étendre au contraire son périmètre d'action à l'alimentation et à la production agricole. Appliquer réellement le droit de chacun-e à accéder à une alimentation choisie, reprendre la main collectivement et démocratiquement sur la demande alimentaire, mieux reconnaître et valoriser le travail agricole... Ces multiples nécessités ont fait émerger le projet de créer une sécurité sociale de l'alimentation. Financée non par l'impôt mais par une cotisation sur la valeur ajoutée qui alimenterait son budget de façon indépendante de l'État, elle permettrait d'allouer à chaque personne une somme chaque mois. "Nous proposons que chaque habitant-e dispose d'un budget de 150 € par mois pour se procurer des denrées alimentaires produites selon des critères de production décidés démocratiquement auprès d'une assemblée de citoyen-nes. Cette assemblée définirait des critères qui s'appliqueraient à l'ensemble des caisses pour les enjeux nationaux. Des critères locaux seront également déterminés par les caisses locales. Les caisses locales décideront aussi des agricoles-riche qu'elles conventionneront", détaille Louise Seconda, d'Ingénieurs sans frontières. Des caisses gérées démocratiquement et localement, décideraient des produits accessibles avec l'argent distribué : produits frais mais aussi transformés ou accès à la restauration collective publique.



Cette mesure permettrait notamment aux foyers les plus modestes de sanctuariser un budget pour l'alimentation sans avoir à le rogner pour garder un peu d'argent pour d'autres nécessités ou plaisirs. Le conventionnement irait de pair avec un engagement pour une transition dans le système de production. Le système permettrait au passage de sortir de certaines dérives de l'aide alimentaire, essentiellement industrielle, actuellement défiscalisée pour les géants de la distribution lesquels en tirent des gains sans remettre en cause le gaspillage.

Ce projet complexe et ambitieux apporte une perspective stimulante et a le mérite de porter un projet de société large au-delà d'un empiement de mesures liées à des nécessités variées (soutenir l'agriculture paysanne, sortir des pesticides, combattre la précarité alimentaire, etc.). Il pose également de nombreuses questions : quelle incitation à des modes de production agroécologiques ? Quelle régulation des prix alimentaires ? Quel risque d'une dépendance accrue à l'État (comme pour le revenu universel) ? Bref, une proposition qui donne envie de creuser !

◆ Elle est portée par un collectif constitué d'Ingénieurs sans frontières Agrista, Réseau Salarial, Réseau Civam, la Confédération paysanne, le Miramap, le Collectif Démocratie Alimentaire, les Ami-es de la Confédération paysanne et l'Ardeur. Site internet du collectif : <https://securite-sociale-alimentation.org>. Ingénieurs sans frontières, 146 rue de Crimée, 75019 Paris, tél. : 01 53 35 05 40, www.isf-france.org. Voir aussi le dossier que consacre à ce projet *Campagnes Solidaires*, le mensuel de la Confédération Paysanne, n°364, septembre 2020. *Campagnes Solidaires*, 104 rue Robespierre, 93170 Bagnolet, <http://confederationpaysanne.fr>.



Belgique

Le réseau RADIS à la racine des filières bio

Au début de l'année 2020, la fondation *Cryys* et *Nature & Progrès* commencent à réfléchir aux façons de développer un système alimentaire bio, local et solidaire dans la région de Dinant. C'est l'amorce de ce qui a donné, au cours de l'année, le réseau RADIS, qui a pour but de stimuler la création de filières biologiques permettant aux productrices et producteurs locaux de consommer bio. Démarré en juillet 2020, le projet s'intéresse à 6 communes : Anhée, Yvoir, Onhaye, Dinant, Hastière et Houyet. Les filières développées se veulent bio, locales, équitables, participatives et solidaires. Le projet regroupe consommatrices, productrices, transformatrices et commerçantes pour développer des initiatives de relocalisation alimentaire. Et les initiatives n'ont pas tardé à fleurir ! Un éleveur a déjà rassemblé des camarades pour qu'ils puissent remettre la main sur la valorisation de leurs productions laitières ; plusieurs producteurs de céréales se sont dirigés vers des cultures planifiables pour alimenter un moulin ou des boulangeries ; un projet se développe pour abattre les animaux à la ferme, etc.

◆ Contact : <https://www.natpro.be/reseau-radis>, *Nature & Progrès Belgique*, 520 rue de Dave, B-5100 Jambes

Suisse

Horizon zéro pesticides en 2031

L'initiative *Pour une Suisse sans pesticides de synthèse* réclame la fin des pesticides de synthèse en agriculture, dans les jardins, ainsi que dans les denrées alimentaires importées, avec une période de transition de 10 ans. Les pesticides de synthèse contiennent des compositions chimiques qui n'existent pas à l'état naturel. Par rapport à tous les autres produits phytosanitaires, ce sont les pesticides de synthèse qui présentent les plus grands risques pour les êtres humains et la nature. L'initiative prévoit une phase transitoire de dix ans pour permettre à

l'agriculture une transition douce et progressive, et laisse suffisamment de temps aux divers actrices, détaillantes, municipalités, institutions et autorités pour prendre les mesures nécessaires à l'élimination progressive des pesticides de synthèse. La population suisse va donc voter le 13 juin 2021 cette proposition. La campagne bat actuellement son plein, et les comités locaux sont toujours en recherche de bénévoles pour la porter.

◆ Contact : matthias@lebenstattgift.ch, <https://lebenstattgift.ch>

Biodynamie, une charte pour avancer

Le *Mouvement de l'agriculture biodynamique* regroupe une vingtaine d'associations régionales. Fin 2020, le mouvement, inspiré des idées de Rudolph Steiner, a rendu publique une charte qui affirme ses valeurs éthiques, issue d'un travail collaboratif. Il s'agit d'"une boussole pour aider à garder le cap" dans un monde en pleine mutation. La charte affirme notamment que la Terre est un être vivant dont nous faisons partie. Agriculture de saison et ancrée dans les territoires, autonomie, biodiversité, limitation des intrants et des ressources non-renouvelables, refus des manipulations génétiques, inclusivité, solidarité, "économie associative", biens communs, souveraineté alimentaire, valeurs humanistes et spirituelles ouvertes, font partie des fondements qui sont affirmés dans celle-ci.

◆ *Mouvement Biodynamie*, 5 place de la Gare, 68000 Colmar, www.bio-dynamie.org

OGM

Relaxe et état de nécessité reconnu pour les Faucheurs Volontaires

En 2016 à Elne, dans les Pyrénées-Orientales, environ 150 faucheurs et faucheuses d'OGM avaient détruit un champ de tournesols OGM destinés à produire des semences de variétés rendues tolérantes aux herbicides (VrTH) par le procédé de la mutagenèse. De nombreuses démarches légales avaient été menées préalablement à cette action mais étaient restées sans suite.

Le 15 octobre 2020, un seul faucheur volontaire comparait devant le tribunal correctionnel de Perpignan. 52 autres participant·es à cette action se sont présentés en tant que "comparant·es volontaires", pour être jugés au même titre que le prévenu, mais n'ont pas été retenus par le tribunal.

Le 17 décembre 2020, le tribunal a rendu publique la relaxe définitive du prévenu.

Le tribunal s'appuie sur un arrêt de la Cour de justice européenne de 2018 qui confirmait que les organismes obtenus par mutagenèse sont

bien des OGM. Il en conclut que ces cultures n'étaient pas autorisées, et que l'entreprise *Nidra* (aujourd'hui *Syngenta*) a menti sur la nature de ces cultures.

Le tribunal considère que l'entreprise n'a pas respecté le principe de précaution imposé par la loi et n'a pas obéi à l'obligation de transparence. Ce point est important car jusqu'ici les firmes jouaient sur l'absence d'information et le flou qui entoure leurs cultures, et elles reprochaient aux *Faucheurs Volontaires* d'agir dans l'ignorance de la nature des plantes cultivées (même si les champs fauchés étaient ciblés par le collectif sur la base d'un faisceau d'indices très concordants qui laissaient peu de place au doute). Le tribunal estime que c'est à la firme de démontrer que ses plans n'entrent pas dans le champ du principe de précaution, inversant donc la charge de la preuve.

Enfin, et c'est le plus remarquable, le tribunal a considéré que ces plantes associées aux herbicides



Guillaume De Cop

constituaient un danger effectif, irréversible et actuel pour l'agriculture, l'environnement et pour l'ensemble de la population et il a retenu de façon définitive l'état de nécessité.

Il a considéré que l'action de fauchage était "commandée par la nécessité de protéger des intérêts généraux essentiels immédiatement mis en danger par cette culture" sans que puissent lui

être opposés les intérêts pécuniaires des auteurs de cette plantation.

Le parquet n'a pas fait appel de la relaxe qui est donc définitive. La partie civile (*Syngenta*) a fait appel sur les dommages et intérêts (750 000 euros réclamés).

Il s'agit en plusieurs points d'une victoire juridique majeure pour la lutte anti-OGM.

Du Maghreb à la France, des sécheresses et des alternatives

L'évolution du climat se traduit notamment par la remontée des températures vers le nord. Ainsi, sur le pourtour méditerranéen, avec 16 à 16,5 degrés de moyenne sur la période 1991-2020 à Perpignan, à Marseille et à Nice, cette région n'est plus qu'à un degré environ des températures moyennes sur la période 1961-1990 dans des villes côtières... de l'Algérie (comme Alger) !

Avec autant de pluies mais plus de chaleur, les sols s'assèchent

Le changement climatique n'a pas que des avantages sur la végétation, loin s'en faut. Il a d'ores et déjà amplifié l'évaporation des sols et aussi celle de la végétation, ce qu'on regroupe sous le terme d'évapotranspiration.

En région lyonnaise, où le cumul des précipitations n'a pas varié au cours de périodes de trente ans successives du 20^e et début 21^e siècle, on assiste à une tendance à l'assèchement des sols depuis au moins le début du 21^e siècle, notamment les étés, et parfois l'automne. Il tombe, en moyenne, autant de précipitations, certes, mais, une fois dans le sol, l'eau s'évapore davantage depuis quelques décennies. Les jardinières s'en rendent compte au moment des corvées d'arrosage ! Les étés ou les débuts d'automne 2003, 2015, 2018 et 2020, les sols de la région Rhône-Alpes ont été parfois aussi secs que dans le Var ou les Bouches-du-Rhône.

Transformer les pratiques agricoles

Alors que faire dans un tel contexte ? Une partie de la réponse à cette vaste question se trouve... dans l'agriculture ! Les pratiques évoluent dans de nombreux jardins, et même dans certains champs, où on couvre les sols par du paillage, de l'herbe coupée, des broyats, qui surmontent parfois une couche de

compost. "Un binage vaut deux arrosages", dit un dicton célèbre, mais "un binage suivi d'un compostage puis d'un paillage vaut quatre arrosages". C'est évidemment plus difficile d'étendre ces techniques à l'agriculture, mais c'est une piste à explorer, et pas seulement pour résister aux sécheresses.

Inventer des pratiques autonomes de permaculture pour faire face aux sécheresses

Nous connaissons peu ici les expériences de permaculture comme celles menées à Brachoua, près de Rabat, au Maroc. Cette commune de 12 000 habitant-es a retrouvé son autonomie alimentaire grâce à la permaculture et au paillage du sol. Mais aussi et surtout, en associant au maximum les habitant-es à ce projet, en favorisant les rencontres dans les jardins. Des réalisations comme celles de Brachoua séduisent également le sud du Maroc, pourtant plus aride comme la vallée du Dadès.

La *Caravane des alternatives*, toujours au Maroc, menée par l'association *Gandhi International* pour relier Dakar à Genève dans le cadre de la mobilisation *Jai Jagat* en 2020, est passée dans les jardins de Zineb, à Salé, à 30 kilomètres de Rabat. L'enseignante y a réhabilité par la permaculture un terrain en climat semi-aride, en commençant par le reboiser avec des oliviers. Voyant qu'ils supportaient mal la sécheresse, elle a réalisé des "fosses éponges : un trou avec le compost et quand il y a de l'eau, ça la garde et les racines des oliviers peuvent puiser dedans."

Les jardinières en Algérie pratiquent également la permaculture et offrent des formations, avec l'association Torba, dont les membres s'intéressent également aux semences paysannes (celles qui peuvent s'échanger



Présentation d'une parcelle en permaculture aux visiteuses lors de la journée porte ouverte à Djan (Algérie)

gratuitement ou à bas coût, sans passer par les hybrides ou les OGM brevetés des firmes semencières transnationales). Torba organise des formations à l'agroécologie et au compostage urbain, des visites de fermes, et lance une ferme agroécologique à Douera. Elle a organisé les premières rencontres d'échanges de semences paysannes entre paysannes issues de 12 régions d'Algérie en octobre 2020.

On retrouve cette recherche d'autonomie alimentaire en Tunisie avec l'Association tunisienne de permaculture, qui attache beaucoup d'intérêt à la permaculture. "C'est la révolution déguisée en jardinage", peut-on lire sur son site. L'association organise des ateliers paillage, buttes ou encore diagnostic du sol, et organise chaque année la fête des semences paysannes.

Autant d'expériences qui peuvent se transmettre, d'un continent à l'autre, pour apprendre à stocker l'eau de pluie avant les épisodes de sécheresse et pour limiter les

impacts de ces dernières. Des savoir-faire qui deviendront de plus en plus précieux à partager dans les années à venir.

Christian David, prévisionniste à *Météo-France* et membre d'un jardin partagé en permaculture à Lyon, anime des conférences sur le changement climatique.

◆ Torba, tél. : (00 213) 772 82 67 01, <http://agroecologie-algerie.org>

◆ Association tunisienne de permaculture, <https://permaculturetunisie.wordpress.com>

◆ Pour "créer des ponts de communication entre le Maghreb et l'Europe", l'association *Coup de soleil Rhône-Alpes* organise des conférences ou téléconférences sur ces expériences de permaculture "au Sud comme au Nord". Pour en être informé-e, envoyer un courriel à christidavin@gmail.com. *Coup de soleil*, BP 2433, 75024 Paris Cedex 01, <http://coupdesoleil.net>

◆ *Caravane des alternatives*, <https://caravane2020.wixsite.com>

Nos député·es s'envoient en l'air

Parmi les frais des parlementaires, on peut relever que chacun-e a droit à 80 aller-retour par an en avion de Paris à sa circonscription. Il y a 577 députés dont 539 en métropole. Pour ces derniers, cela fait donc 43 120 voyages en avion par an. Peut-être que dans le cadre de la lutte contre le réchauffement climatique, nos élu·es pourraient prendre le train : l'Assemblée nationale prend en effet en charge entièrement leurs déplacements en train première classe.



Canicule à l'autre bout du monde

Fin novembre 2020, pendant que l'hiver s'installait en France, l'Australie faisait face à une grande canicule. La température à Sydney, la plus grande ville du pays, est montée jusqu'à 40°C. La nuit du 28 au 29 novembre a été la plus chaude jamais enregistrée pour la période à Sydney : la température était de 30°C à 4h30 du matin. Certaines régions ont été classées en canicule sévère. Si certains feux de forêts se sont déclarés en novembre, ils ont pu être maîtrisés. Mais pour combien de temps encore ?

CLIMAT

Crète : un aéroport catastrophique

Pour accueillir toujours plus de touristes arrivant par avion, Héraklion, la capitale de la Crète, a décidé de construire un deuxième aéroport à 40 km de l'actuel. Ceci en totale contradiction avec les recommandations européennes de ne plus agrandir ou construire d'aéroports pour limiter le trafic aérien. Alors qu'il n'y a aucune urgence - crise sanitaire aidant - les travaux ont commencé et fin 2020, plus de 120 000 oliviers ont déjà été arrachés. L'avion n'a pas encore commencé à faire des dégâts, l'aéroport en produit déjà : le 20 septembre 2020, après d'importantes pluies, l'eau de ruissellement a franchi sans obstacle la zone dénudée pour aller inonder la commune de Sklaverochori : 50 des 80 maisons ont été inondées, l'eau dépassant le niveau des fenêtres. De nombreux véhicules ont été emportés par les flots et détruits.



Tanguy Maugen

RIENNEPRESS

ÉNERGIES

Isère

L'une des dernières usines européennes de photopiles



Unité de fabrication de l'usine Photowatt.

La plupart des usines de fabrication de photopiles ont fermé en Europe confrontées à la concurrence des panneaux chinois (95 % du marché mondial).

Seule l'usine Photowatt à Bourgoin (Isère) a résisté... non sans mal. Créée en 1979, elle a d'abord connu un fort essor avant de devenir fortement déficitaire. Elle a été cédée par Philips à EDF en 2012 et reste déficitaire depuis. En 2018, l'usine a changé son processus de fabrication, fabriquant des panneaux légèrement plus cher que les Chinois, mais avec un meilleur rendement. En 2020, l'usine a passé le cap de la production de 600 Mwc (méga-watt crête, c'est la puissance maximale d'un dispositif).

Chauffage au gaz interdit dans les constructions neuves ?

Sous prétexte de lutter contre le réchauffement climatique, le gouvernement veut interdire l'installation de chauffage au gaz dans les constructions neuves. Ces nouvelles constructions devant être à énergie positive, elles ne nécessitent que très peu de chauffage. La solution selon le gouvernement serait d'avoir un appoint de chauffage à partir de pompe à chaleur et/ou de chauffage électrique haute performance.

Mais produire de la chaleur avec de l'électricité présente un très mauvais rendement. Il serait beaucoup plus intelligent de prévoir des capteurs solaires thermiques ou de continuer au gaz... mais en ayant recours au biogaz dont les rapports du même gouvernement estime qu'il peut produire l'équivalent de 56 GWh. Attention cependant aux conditions de production de biogaz : il ne faudrait pas que des hectares de

terres agricoles soient transformés en culture pour biogaz.

Si l'on augmente la présence du chauffage électrique à partir du réseau collectif, cela pose un problème de surconsommation en hiver... qui provoque des pointes que les centrales nucléaires aujourd'hui, les renouvelables demain, ne pourront pas satisfaire. Il restera alors comme recours de démarrer des centrales au gaz... mais faire de la chaleur avec du gaz pour produire de l'électricité qui va faire de la chaleur... provoque une multiplication par trois des émissions de gaz à effet de serre.

Autre mesure plus efficace : augmenter les aides dans la rénovation du bâti ancien. Les économies potentielles représentent, selon un rapport du Haut conseil pour le climat, 28 % de nos émissions de gaz à effet de serre.



Transition énergétique : le grand basculement

Les prix des renouvelables sont tellement bas que les multinationales font le saut les unes après les autres. *Enel*, grand fournisseur d'énergie en Italie, a annoncé en novembre 2020 que sur 190 milliards d'euros d'investissements prévus entre 2021 et 2030, 160 milliards seraient pour les énergies renouvelables. Ce qui devrait entraîner une baisse de ses émissions de carbone de 80 % en dix ans.

Iberdrola, son équivalent en Espagne, a annoncé un investissement de

75 milliards pour les renouvelables sur la même période. Ce qui devrait se traduire par un triplement de la production des renouvelables en Espagne.

Pendant ce temps, en France, on perd notre argent en envisageant de poursuivre le nucléaire... une énergie qui coûte aujourd'hui de 5 à 10 fois plus cher.

Oui, mais les Espagnol-es et les Italien-nes n'ont pas de bombe atomique. Ceci peut expliquer cela.



États-Unis

Malgré Trump, le solaire supplante le charbon

Le très climatosceptique Donald Trump avait promis, en 2016, un retour du charbon pendant sa présidence. Il avait annoncé qu'il bloquerait les subventions aux énergies renouvelables (ce qu'il a fait). Alors quel est son bilan ? En quatre ans, 145 centrales au charbon ont fermé, supprimant environ 10 % des emplois du secteur. Le charbon est passé de 31 % à 20 % de la production d'énergie du pays. Pendant ce temps, les capacités de l'énergie solaire ont été multipliées par cinq. C'est ce qui s'appelle le principe de réalité. Aux États-Unis, ce sont les financières qui décident et ils ou elles savent utiliser leurs calculatrices ! Aujourd'hui, les renouvelables sont moins chères que le charbon et le nucléaire (dernier réacteur mis en chantier aux États-Unis : 1979 !)

(source : *Challenges*, 24 novembre 2020)

Émirats arabes unis

Abou Dhabi construit la plus grande centrale solaire au monde

Couvrant 2 000 hectares de désert, elle atteindra une puissance de 2 000 MW, soit l'équivalent de deux réacteurs nucléaires. Les médias locaux ont annoncé que le prix du MWh serait de 13 € soit 10 fois moins cher que celui annoncé par un précédent projet de réacteur nucléaire. Les travaux ont commencé en décembre 2020... et le début de la production est attendu pour 2022. Soit un délai de construction de deux ans (le réacteur nucléaire EPR finlandais est en construction lui depuis 15 ans). Et qui construit cette centrale solaire ? Un consortium entre une entreprise chinoise et *EDF*. Comme quoi *EDF* est capable de produire de l'électricité 10 fois moins cher que le nucléaire... mais pas en France.

Strasbourg

Géothermie profonde en sursis

La multiplication des séismes causés par son activité, dont un atteignant 3,5 de magnitude le 12 novembre 2020, a provoqué, le 7 décembre 2020, l'arrêt des travaux de forage de l'entreprise *Fonroche Géothermie*. Il s'agissait de mettre en place un circuit d'eau qui descend à 5 000 m de profondeur pour y récupérer de l'eau chaude qui aurait servi à alimenter de 12 à 15 000 logements en électricité et 26 000 en chauffage. Ceci met à mal le plan "100 % énergies renouvelables" de la métropole strasbourgeoise. Il y a un précédent : à Bâle, en Suisse, à 135 km au sud de Strasbourg, un même projet avait déjà été arrêté en 2006. Une fois encore, c'est la taille du projet qui pose problème, car la géothermie classique dans des nappes phréatiques peu profondes marche très bien, mais son potentiel est évidemment limité : renouvelable ne signifie pas illimité.

Inde

Le solaire au secours de l'eau ?

La Narmada est le seul grand fleuve indien à couler d'est en ouest. Dans les années 1990, un vaste plan de barrages hydroélectriques a été mis en place provoquant de multiples manifestations... mais en vain. Une partie de l'eau retenue par le barrage de Sardar Sarovar a été détournée par un long canal de plus de 500 km pour alimenter les zones agricoles du Gujarat, État dont est originaire l'actuel président Modi. Mais dans un climat extrêmement chaud, la circulation de l'eau est en partie perdue du fait de l'évaporation.

Parallèlement, l'Inde développe, comme bien d'autres pays, des champs de panneaux photovoltaïques, ce qui commence à susciter l'opposition car ils occupent des surfaces qui pourraient être cultivées.

D'où une idée : couvrir les canaux d'irrigation avec les photopiles, ce qui procure de l'ombre et, du coup, limite l'évaporation, sans toutefois empiéter sur les terres agricoles.

En 2012, un projet a été lancé pour couvrir les 532 km du canal de la

Narmada. Un premier tronçon d'un mégawatt (MW) a été inauguré cette année-là. Depuis, une étude a montré que cette opération permettrait d'économiser 9 000 m³ d'eau par an et par MW. Depuis 2015, d'autres tronçons ont été construits en priorité à proximité des villes traversées.

Un autre avantage constaté : les panneaux solaires voient leur rendement baisser lorsque la chaleur est trop intense. Le passage de l'eau

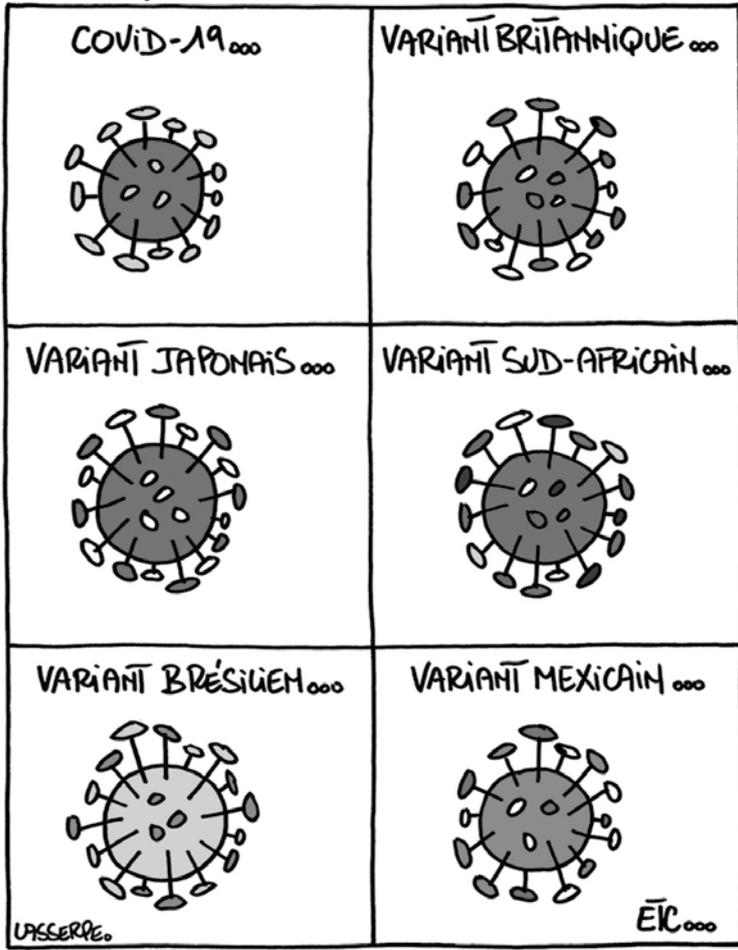
sous les photopiles permet un gain de rendement de 2,5 à 5 %.

Le seul État du Gujarat compte 80 000 km de canaux, ce qui permet potentiellement d'installer pour 18 000 MW de photopiles. Plusieurs chantiers sont en cours, certains allant jusqu'à 100 mégawatts.

Sept autres États indiens ont lancé des programmes similaires comme le Penjab, le Karnataka et le Kerala.



2021, ANNÉE DE LA BIODIVERSITÉ



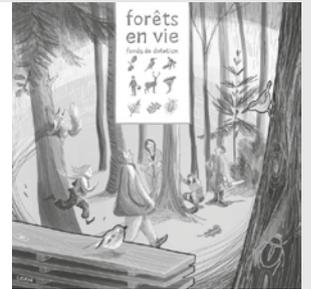
Canal+ privatise la planète

Le groupe Canal+ a déposé il y a quelques années les mots "planète" et "planet" à l'Institut national de la propriété intellectuelle. Depuis, il a menacé de poursuites judiciaires des dizaines de revues, d'associations et de sociétés qui utilisent le terme dans leur dénomination. Touché par de possibles poursuites et scandalisé par la privatisation du mot planète, le fondateur de *Planète Amazonie* - association en faveur de la préservation des forêts, du vivant et de la reconnaissance des Droits de la Nature, en collaboration étroite avec des peuples autochtones d'Amazonie et du reste du monde -, Gert Peter Bruch, a créé avec une dizaine d'autres structures un collectif baptisé *Notre planète à tous* pour mieux résister aux déferlantes judiciaires. La plupart des membres du collectif ont été sommés de renoncer partiellement ou intégralement à leur marque.

◆ Contact : media@planeteamazone.org

Forêts en vie

En décembre 2020 est né le fonds de dotation *Forêts en vie*, issu notamment de l'expérience du *Réseau pour les alternatives forestières (RAF)*. À travers des dons, des legs et l'implication d'un réseau de bénévoles, son objectif est d'acquérir des forêts pour les préserver sur le long terme, tout en y développant des activités en lien avec les territoires. Grâce à un bail forestier innovant, le but est de permettre le développement d'alternatives forestières en lien avec les activités humaines (filière forêt-bois de qualité) et d'améliorer la biodiversité, tout en réservant 25 % des forêts à la libre évolution. Le but est de lutter contre une évolution qui met les forêts en danger, en les transformant en monocultures d'arbres, ou en les transformant en "placements verts" pour les marchés financiers. Il est possible de proposer des projets de forêts vivantes à soutenir en contactant le fonds.



◆ *Forêts en vie*, 30 Avenue de Zelzate, 07200 Aubenas, tél. (Nathalie Naulet) : 06 02 13 27 52, contact@foretsenvie.org, www.foretsenvie.org.

EN BREF !

◆ **Triangle de Gonesse : nouvelles menaces.** Alors que le projet de centre commercial géant a été abandonné, la région maintient le projet de gare à proximité, ce qui laisse entendre qu'elle envisage toujours le bétonnage de cette zone agricole du Val d'Oise.

◆ **De nouvelles mesures d'extinction des éclairages extérieurs.** Le 1^{er} janvier 2021 sont entrées en vigueur de nouvelles règles d'extinction des éclairages extérieurs concernant les parcs, parkings, commerces, bureaux, patrimoine et chantiers (à l'exception des éclairages publics) pour limiter les nuisances lumineuses, et permettant, au passage, aux collectivités concernées de réaliser des économies. *Toutes les informations sur le site de l'ANPCEN, www.anpcen.fr, 3 rue Beethoven, 75016 Paris.*

La bataille des arrêtés anti-pesticides

En 2012, la commune de Château-Thierry, dans l'Aisne, prend un arrêté pour interdire "la pulvérisation de pesticides agricoles par engin hélicoptère dans un rayon de 200 mètres autour des zones habitées". La préfecture fait annuler la décision. En 2016, trois communes : Saint-Jean (Haute-Garonne), Balacet (Ariège), Saint-Julien-du-Sault (Yonne) essaient de délimiter des distances de protection contre les pesticides. Même recours des préfectures. En 2017, les communes de Fontoy et Florange (Moselle) prennent un arrêté non pas au nom de la santé humaine, mais au nom de la biodiversité et de la disparition des abeilles. La commune de Ruelle-sur-Trouve (Charente) en fait autant. En 2019, le débat s'ouvre sur une distance minimale à respecter. Le gouvernement propose... 3 à 5 mètres ! Cela provoque la colère de nombreuses élu-es locales et les arrêtés communaux se multiplient pour demander le plus souvent une distance de 150 m, avec possible dérogation à 100 m. Un arrêté-type est proposé dans le cadre de la campagne *Nous voulons des coquelicots*. Cet arrêté-type est repris par une centaine de communes.

Pour la première fois, le 8 novembre 2019, le Tribunal administratif de Cergy-Pontoise rejette la requête du préfet des Hauts-de-Seine concernant l'arrêté pris par le maire de Sceaux. Le 20 décembre 2019, le gouvernement prend un décret qui fixe les distances entre 5 et 10 mètres... sans aucunement tenir compte de la consultation publique lancée en septembre. Un collectif des maires anti-pesticides dépose une requête le 21 janvier 2020 pour demander l'annulation du décret. Ce recours est rejeté par le Conseil d'État le 14 février 2020, estimant la distance "de nature à éviter l'empoisonnement des riverains". Le 3 mars 2020, le tribunal de Cergy-Pontoise refuse à nouveau d'annuler des arrêtés pris par huit communes du département de Seine-Saint-Denis. La bagarre juridique se poursuit. Pour les juges, peut-être faudrait-il rappeler cette étude signalée dans *Silence* n°434, de mai 2015 : le 21 mars 2015, le CEA et le CNRS de Saclay avaient procédé à une analyse des particules fines en suspension à Paris, lors d'une alerte à la pollution. Ces particules fines sont composées pour 51 % de nitrate d'ammonium dont 97 % est d'origine

agricole : ce sont les épandages d'engrais au printemps qui provoquent donc la moitié de la pollution !

Les autres particules proviennent pour :

- 15 % de la combustion de biomasse (chauffage au bois mais également brûlage de déchets verts),
- 11 % de la combustion de dérivés du pétrole (donc principalement les transports),
- 12 % de composés organiques volatils (COV) provenant de différentes activités humaines,
- 11 % de sulfate d'ammonium émis principalement par l'industrie (dont les incinérateurs).

Si les engrais pulvérisés sur les champs peuvent se retrouver à des dizaines de kilomètres de là, les pesticides le peuvent également. Ce ne sont donc pas en mètres que doit porter la bataille de l'interdiction des pesticides, mais en kilomètres.

(source : Olivier Daniélo, www.techniques-ingenieur.fr)

Belgique

Vers la sortie du nucléaire

Le gouvernement belge a confirmé en novembre 2020 qu'il maintenait la décision de sortir du nucléaire d'ici 2025. Le pays compte 7 réacteurs répartis sur deux sites : Doel (près d'Anvers) et Tihange (près de Liège). Ces deux centrales sont gérées par *Electrabel*, filiale d'*Engie*. Le plan de sortie adopté par le gouvernement prévoyait initialement la possibilité de maintenir deux réacteurs (Tihange 3 et Doel 4) au-delà de 2025 s'il y avait un risque pour l'approvisionnement en électricité, mais cela ne semble pas nécessaire : la progression des renouvelables en Europe va de plus en plus vite et ajoute chaque année une production équivalente à plusieurs réacteurs, alors que la consommation électrique est stable. Alors qu'*Electrabel* accepte de fermer les réacteurs, l'entreprise

veut maintenant miser sur le développement de centrales au gaz. Le 28 novembre 2020, elle a annoncé avoir en projet 4 centrales gaz qui pourraient ouvrir autour de 2025 pour une puissance de 2950 MW, soit l'équivalent de 4 réacteurs. Si les centrales gaz ont un rôle de transition avant d'atteindre le tout renouvelable, il n'est pas forcément utile d'en créer de nouvelles. Les centrales gaz émettent moins que les centrales au charbon, mais restent quand même des obstacles majeurs à la sortie du carbone. La meilleure solution serait d'investir d'ici 2025 pour diminuer la consommation d'énergie, ce que malheureusement aucune entreprise de grande taille n'envisage, car cela va à l'encontre de leur croissance économique.

Croatie-Slovénie

La centrale de Krško a sérieusement tremblé

Le 29 décembre 2020, un tremblement de terre de magnitude 6,4 a touché la Croatie provoquant 6 mort-es et de nombreu-ses blessé-es dans la ville de Petrinja. La centrale nucléaire de Krško, la seule en Slovénie, à 50 km de l'épicentre, a été mise à l'arrêt en urgence. La centrale a 37 ans, elle devait être initialement arrêtée en 2023, après 40 ans de service. Les gouvernements croates et slovènes venaient de décider de prolonger son activité de 20 ans, malgré la protestation d'associations et d'expert-es.



Japon

Fukushima

◆ **Le gouvernement s'accroche au nucléaire.** En 2018, le gouvernement avait annoncé un plan énergétique qui prévoyait qu'en 2030, 20 % de l'électricité proviendrait du nucléaire, 20 % des énergies renouvelables et 60 % du thermique (charbon, gaz, pétrole). Fin 2020, il a annoncé un plan de neutralité carbone pour 2050 qui prévoit 50 à 60 % de l'électricité à partir des renouvelables, 30 à 40 % par le nucléaire, et 10 % par du thermique avec récupération du CO₂. Et il n'y aura pas de baisse de la consommation électrique, bien au contraire puisque ce plan fixe comme objectif de passer à la voiture électrique d'ici le milieu des années 2030. Concrètement, cela signifie non seulement le développement très rapide des énergies renouvelables, mais aussi la construction de très nombreux nouveaux réacteurs nucléaires. Fukushima, connaît pas !

◆ **Le démantèlement va durer longtemps.** Début 2021, *Tejco* doit mettre en route un robot doté d'un bras résistant à la radioactivité pour commencer à évacuer l'ensemble des déchets des réacteurs accidentés et en particulier le combustible fondu. Ce n'est que le début d'un immense chantier puisque cette opération pourrait, selon la firme, durer de 30 à 40 ans. On est loin du discours du gouvernement japonais qui, lui, ose affirmer que l'accident est fini.

Aux femmes du monde entier chantons contre le nucléaire



35 ans après le début de la catastrophe de Tchernobyl, un appel, diffusé dans de multiples langues, invite à multiplier les initiatives pour faire résonner un hymne à l'amour loin des centrales. Un appel similaire lancé en 2016 avait suscité 400 initiatives à travers le monde. Le 26 avril 1986 commençait la catastrophe de Tchernobyl. Le texte de Svetlana Alexievitch *La supplication*, paru en 1997, a participé à la prise de conscience de cette catastrophe technologique et humaine sans retour. D'une histoire d'amour banale, Le prologue de *La supplication* nous transporte au cœur d'un désastre technologique sans précédent dans l'histoire de l'humanité. Cet "Hymne à l'amour" vaut d'être chanté partout sur la Terre par un gigantesque chœur de femmes. Vous aimez lire ou dire à haute voix ? Vous êtes comédienne ou pas ? Alors, où que vous soyez dans le monde les 25 et 26 avril 2021 et à l'heure que vous déciderez (à partir de 18h le 25 et jusqu'à minuit le 26) lisez ou jouez le Prologue de *La supplication* de Svetlana Alexievitch.

Cet acte artistique éphémère est adressé à un public convié gratuitement dans une librairie, une bibliothèque, une ruine, un appartement, un théâtre, un jardin public, une salle de classe, une usine désaffectée, au cœur d'une forêt, en haut d'une montagne, dans une cour, un bar, un parking, un cinéma, une prison, un hôpital...

À l'initiative de Bruno Boussagol Yumi Celia, Nika Le Dantec et André Larivière

Correspondance possible avec l'équipe de cet appel :

- en français avec Bruno Boussagol cokoller@bluewin.ch
- en anglais avec André Larivière andre.lariviere@laposte.net
- en japonais avec Yumi Célia yumi.celia@gmail.com
- en russe et ukrainien avec Nika Le Dantec artnou@artnou.com

Le texte de Svetlana Alexievitch qui est proposé à la lecture ou à apprendre par cœur est disponible sur internet sur <https://april26appeal.noblogs.org> en plusieurs langues.



Isère

Une convention citoyenne pour gérer la crise du Covid-19

Alors que le comité de défense s'est réuni une cinquantaine de fois en 2020 pour gérer en secret et en petit comité la crise sanitaire, les instances représentatives ont de moins en moins leur mot à dire, et les citoyen-nes encore moins. À rebours de cette gestion étatique très verticale, la ville de Grenoble a donc lancé un Comité de liaison citoyen spécial Covid-19 en novembre 2020. Le jour du lancement, plusieurs délibérations ont eu lieu avec une vingtaine d'habitantes sur la tenue des marchés alimentaires ou les

différents moyens de lutter contre l'isolement. Ces délibérations sont pour l'heure envisagées jusqu'en avril 2021, à raison d'une réunion par mois. À chaque fois, la composition de l'assemblée change, tirée au sort parmi une liste plus large de 250 citoyens établie spécialement pour l'expérimentation : d'une part, un panel, paritaire et sans condition de nationalité, de 210 habitantes qui ont été tirés au sort à partir de listings téléphoniques, auquel s'ajoutent d'autre part 40 volontaires du milieu associatif grenoblois,

impliqués dans les thématiques de l'exclusion, de la jeunesse, du handicap ou encore du sport. Une sorte de cellule de gestion de crise à l'échelle locale, et participative. Après la convention citoyenne pour le climat, c'est un nouvel essai à l'échelle locale d'assemblée tirée au sort, une tentative de sortir de la gestion verticale du gouvernement. À voir ce qu'il en ressort à la fin du printemps. (Source : *BastaMag*, Barnabé Binctin, 8 janvier 2021)

Grèce

Quand on trouve subitement de l'argent...

Pour réduire sa dette, la Grèce a dû couper dans les budgets sociaux depuis 2008 sous la pression de l'Europe, de la Banque mondiale et du Fonds monétaire international. Il fallait absolument économiser.

Mais tout le monde n'a pas à se serrer la ceinture : le 12 septembre 2019, le gouvernement grec a annoncé l'achat de 18 Rafales, un avion de guerre français, soit un prix d'environ 1,3 milliard d'euros (budget de l'armée grecque : 4,85 milliards d'euros en 2018).

Martinique

2 déboulonneuses de statues en désobéissance civile



Le 22 mai 2020, Jay Asani, Alexane et quelques autres ont déboulonné deux statues de Victor Schoelcher à Fort-de-France et à Schoelcher. En réalisant ce geste fort, elles exigent que les représentations mémorielles dans l'espace public martiniquais respectent la mémoire des esclavisés-es qui se sont battus pour la liberté. Dans un message public, elles affirment assumer pleinement leur acte à visage découvert. Elles évoquent le ras-le-bol de faire face à "des symboles qui nous insultent" et invoquent une longue tradition de résistance à ces symboles. Les démarches légales auprès des mairies et des institutions n'ont jamais abouti, ce qui légitime pour elles le passage à la désobéissance civile. Pourquoi s'en prendre à une statue de Victor Schoelcher, considéré dans les manuels d'histoire comme le chantre de l'abolition de l'esclavage ? Ce dernier était favorable à l'indemnisation des colons, et ce choix qu'il a promu peut être considéré comme ayant posé les bases d'une perpétuation de l'asservissement des populations noires par les "Békés" (descendants blancs des esclavagistes).

Des listes décroissantes aux élections régionales et cantonales

Le collectif citoyen *Décroissance élections* présente des candidat-es en France aux élections régionales et départementales (cantons) depuis 2009. Il appelle, pour les élections prévues en juin 2020, à s'engager en portant les idées de la décroissance, plus nécessaires que jamais à faire entendre et avancer. La décroissance est présentée par le collectif comme "un processus de sobriété organisé pour aller vers des sociétés écologiquement viables et socialement souhaitables et vers une relocalisation des activités productives au sein de bio-régions autonomes".

Concrètement, pour les élections régionales, *Décroissance élections* invite les décroissant-es à intégrer des listes existantes proches de la décroissance : "dans le cadre de la constitution de listes, nous travaillons à l'intégration de notre vision politique et nous excluons les alliances où nous serions considérés-es comme faire valoir de la croissance verte."

Pour les élections départementales, le collectif appelle à "soutenir au niveau logistique tous les candidat-es qui, dans leurs cantons, souhaitent représenter la décroissance, en général avec des campagnes à zéro euro", et plus largement à se porter candidat-e sur son territoire.

◆ *Décroissance élections*, 2 rue du Chêne, 77380 Combs-la-Ville, decroissance-elections.fr



il est inclusif
elle est inclusive

⚥ est inclusive

ils sont humains
elles sont humaines

⚭ sont humains

Rêver et créer une langue inclusive

Étudiant genevois de la *Haute école d'arts appliqués (HEAD)*, Tristan Bartolini a découvert l'univers fascinant de la typographie et s'est pris à rêver à une typographie épiciène, c'est-à-dire utilisable pour désigner autant le masculin que le féminin. Afin d'apporter des solutions graphiques à un problème, l'inclusivité de l'écriture, qui est habituellement réservé à la grammaire. Il lui faut alors s'"échapper de l'alphabet" et inventer des lettres qui se lovent l'une dans l'autre comme le o et le e de l'œillet ou le e dans l'à de Lætitia. Il crée ainsi une quarantaine de caractères qui, aujourd'hui, sont difficiles à appréhender au premier abord mais qui pourraient être la norme demain, qui sait ? À travers ce travail indéniablement poétique, il rappelle que le langage est création et contribue à ouvrir les imaginaires.

Solidarités féministes

L'action "Toutes aux frontières !" relancée

Pour rompre avec une histoire militariste et patriarcale, des féministes organisent, le 5 juin 2021, une grande action féministe transnationale à Nice, ville stratégique pour la gestion de la frontière Vintimille-Menton. Dans ce lieu symbolique, des féministes de tous les pays européens manifesteront ensemble. Depuis 2015, la politique européenne de fermeture des frontières a été renforcée et la migration d'autant plus criminalisée. L'espace Schengen ne cesse de renforcer un arsenal répressif à l'égard des personnes contraintes à l'exil. La fermeture des frontières ne fait que développer les économies mafieuses dans lesquelles s'articulent toutes formes de violences faites aux exilé-es. Ces politiques de criminalisation de la mobilité pèsent particulièrement sur les femmes, qui représentent 54 % des migrant-es en Europe, ainsi que sur les lesbiennes et les personnes trans. Des féministes habitantes de l'Europe s'élèvent aujourd'hui et crient : "Non ! Vous ne nous représentez pas... Ces politiques ne peuvent être menées en notre nom ! Nous ne voulons plus de vos murailles qui nous entourent ! Non ! Pas en notre nom !". Des événements culturels accompagneront la manifestation, organisée et représentée par des féministes, femmes, lesbiennes, personnes trans. Toute personne est bienvenue pour participer, pour contribuer, pour aider à la logistique et nous soutenir dans cette démarche émancipatrice.

◆ Contact : toutesauxfrontieresfr@gmail.com



Brésil

Une vulve géante pour débattre du genre

Une sculpture de 33 mètres de long, nommée "Diva", représentant, dans divers tons de rouge, une vulve géante a été créée sur une montagne de la commune d'Agua Preta, à 130 km de Recife, la capitale de l'État de Pernambuco (nord-est) par la plasticienne Juliana Notari. Selon le communiqué de présentation de l'œuvre, Diva "souligne les questionnements en suspens dans la poésie de l'artiste, qui depuis 2003 travaille avec l'anatomie féminine et cherche à provoquer une discussion autour des tabous sexuels imposés aux femmes". L'œuvre s'inscrit dans un Brésil qui a connu ces dernières années une poussée ultra-conservatrice dans de larges secteurs de la société, ayant notamment conduit à l'élection du président d'extrême droite Jair Bolsonaro.



Belgique

Des mères veilleuses

Les familles belges monoparentales sont composées dans 80 % des cas par des femmes et leurs enfants. Des mères aux conditions de vie de plus en plus précaires. Pour sortir de l'isolement, certaines se sont regroupées puis ont fondé le collectif *Des mères Veilleuses*. D'abord sur internet, elles ont commencé en 2018 à s'échanger des infos, des conseils pour de la distribution

alimentaire ou du soutien psychologique. Depuis l'automne 2019, elles se rencontrent "en vrai", pour se donner de la force, avec notamment des ateliers d'autodéfense contre les violences institutionnelles et verbales. Pour le collectif, les mères sont hyper-responsabilisées, alors qu'à l'inverse, les pères sont quant à eux déresponsabilisés par les institutions. Ils sont rarement sanctionnés

par exemple quand ils ne respectent pas le droit de visite ou ne versent pas la pension alimentaire. Le collectif revendique la non-mixité, une nécessité pour prendre en compte les problèmes de sexisme. Toujours actif pendant cette période de pandémie, le collectif pense à développer une épargne collective.

◆ desmerveilleuses@gmail.com

EN BREF !

◆ **Toulouse, bibliothèque anarcha-féministe.** Cette bibliothèque autogérée propose à la consultation et à l'emprunt des livres portant sur l'anarchisme et le féminisme, sur les luttes décoloniales, l'antifascisme, l'histoire des luttes, les luttes LGBTQIA+, mais aussi des romans, du théâtre et de la poésie. Sans oublier les brochures et le coin enfants. Elle est située dans le local du Chat Noir, 33 rue Puget, et est ouverte les dimanches de 14h à 18h.

Prix de la France moche

Paysage de France a demandé à ses adhérent-es de lui envoyer des photos de leur France moche. Résultats, 4 prix ont été décernés :



◆ Prix du fleurissement publicitaire : Alès (Gard)

Alès a su exploiter une belle perspective qui laissait un peu trop de place aux espaces verts. Une belle réussite, bravo !



◆ Prix spécial pour l'ensemble de son "œuvre" : Saint-Germain-du-Puy (Cher)

Le défi n'était pas évident : comment rendre invisibles les panneaux de signalisation ? Il est ici relevé haut la main : l'accumulation de panneaux publicitaires, enseignes, poteaux et autres lampadaires les noie parfaitement dans le "paysage". Dommage qu'il subsiste quelques mètres carrés vierges de toute installation...

◆ Paysages de France, M.N.E.I., 5 place Bir-Hakeim, 38000 Grenoble, tél. : 04 76 03 23 75, <https://paysagesdefrance.org>



◆ Prix de la [triste] banalité : Saint-Jean-de-la-Ruelle (Loiret)

Pas si simple de faire comme tant d'autres communes françaises en rendant banales à l'extrême les entrées de ville. C'est pourtant la prouesse que réalise Saint-Jean-de-la-Ruelle en imitant ce qui se fait... partout. Nos félicitations.



◆ Prix de la "mise en valeur" du patrimoine : Aubenas (Ardèche)

Le château du 12^e siècle, classé au titre des monuments historiques depuis 1943, donne vraiment un air vieillot à Aubenas. Heureusement, une touche de modernité est apportée par de nombreux dispositifs colorés disposés au gré des rues.

Le Covid tue moins les Blancs

Dans *Silence* de mai-juin 2020, nous expliquions qu'aux USA les populations noires décédaient du Covid dans des proportions beaucoup plus importantes que les blanches. Un phénomène dû aux différences d'emploi, de modes de transport, de couverture médicale, etc.

En France, les statistiques ethniques sont interdites, mais une étude de l'Insee publiée en juillet 2020 montrait que, sur le territoire français, la mortalité des personnes nées en Afrique et en Asie avait beaucoup plus augmenté que celle des personnes nées en France. En mars et avril, les décès de personnes nées à l'étranger ont augmenté de 48 % par rapport à 2019 contre 22 % pour les personnes nées en France. La plus forte hausse concerne les personnes nées en Afrique et en Asie avec près de 2 fois plus de décès que l'année précédente en moyenne. Pour les personnes nées dans d'autres pays européens, la hausse de la mortalité avoisine celle des personnes nées en France. Les causes ? Le lieu d'habitation de ces personnes, souvent dans des territoires densément peuplés (Île-de-France), les conditions de logement plus précaires que le reste de la population, les professions médicales plus fréquentes, l'utilisation des transports en commun (moins accès à l'automobile). En résumé, un reflet des inégalités sociales et "raciales" présentes dans notre société.

La dérive d'une plateforme de pétitions

Les lignes bougent est une plateforme de pétitions en ligne lancée par un avocat d'affaires et par un "start-uper" dans le domaine des villes connectées. La présentation du site parle de valeurs telles que l'aide aux plus fragiles, l'accès aux droits, les projets caritatifs, une démocratie plus ouverte et bienveillante, en disant s'inspirer notamment du modèle de démocratie suisse qui multiplie les référendums. Le site héberge pourtant fin 2020 une pétition "pour le retour du service

militaire obligatoire" ! Celle-ci donne voix à une rhétorique d'extrême-droite à base d'identité nationale, de sentiment patriote, du modèle du soldat-citoyen. La pétition insiste sur le besoin d'armée face... aux émeutes de banlieue type 2005, aux attaques islamistes, et à ce qui est présenté comme une explosion de l'insécurité. Relayer une telle pétition est déjà très douteux, mais l'héberger c'est offrir sciemment une visibilité et une crédibilité aux idées d'extrême-droite.

ESSENTIEL :



NON ESSENTIEL :



N.C

L'écologie c'est la santé

385 millions d'intoxications aiguës par pesticides chaque année !

L'empoisonnement par les pesticides est depuis longtemps considéré comme un grave problème de santé publique. Dès 1990, un groupe de travail de l'Organisation Mondiale de la Santé (OMS) estimait ainsi qu'environ un million d'empoisonnements involontaires par les pesticides se produisaient chaque année, entraînant près de 20 000 décès.

Trente ans plus tard, l'utilisation mondiale des pesticides a augmenté de près de 81 % pour atteindre 4,1 millions de tonnes par an en 2017. Par conséquent, les estimations citées précédemment ne sont plus d'actualité. Beaucoup d'études récentes se sont focalisées sur les suicides par utilisation de pesticides, qui représenteraient 110 000 à 168 000 décès par an, ou seulement sur les décès en ignorant les empoisonnements aigus non mortels, susceptibles d'entraîner des effets sur le long terme.

C'est suite à ce constat qu'une étude scientifique, publiée le 7 décembre 2020, a eu pour objectif de réaliser une revue complète de la littérature scientifique afin d'établir une nouvelle estimation du nombre d'intoxications aiguës non intentionnelles liées aux pesticides. Plus particulièrement, les chercheu-ses se sont concentré-es sur les expositions professionnelles car il s'agit probablement de la source d'exposition la plus courante entraînant un empoisonnement aigu non volontaire.

Au total, 141 pays ont été couverts grâce à l'étude de 157 publications scientifiques et de la base de données de l'OMS sur la mortalité. Conclusion : les chercheurs estiment qu'environ 385 millions de cas d'intoxications aiguës non intentionnelles se produisent chaque année dans le monde, dont environ 11 000 décès.

L'urgence à changer de modèle agricole est aussi une urgence de santé publique

Sur la base d'une population agricole mondiale d'environ 860 millions de personnes, cela signifie qu'environ 44 % des agricultur-ices sont empoisonné-es par les pesticides chaque année ! Le plus grand nombre de cas d'intoxications aiguës non intentionnelles et n'entraînant pas la mort est estimé en Asie du Sud, suivi par l'Asie du Sud-Est et l'Afrique de l'Est. Par ailleurs, l'incidence nationale la plus élevée a été enregistrée au Burkina Faso, où près de 84 % des agricultur-ices et des travailleu-ses agricoles subissent chaque année des intoxications aiguës accidentelles aux pesticides (1).

L'urgence à changer de modèle agricole dans le monde entier est donc aussi une urgence de santé publique. Espérons sans illusions que notre gouvernement le comprenne enfin et se rappelle que la France est censée réduire son usage des pesticides de 50 % depuis plus de 10 ans (sans succès à ce jour) et passe aux actes en impulsant enfin un changement de notre modèle de production agricole qui le sorte de la dépendance aux pesticides !

François Veillerette

Source : Boedeker W., Watts, M., Clausing, P. et al., The global distribution of acute unintentional pesticide poisoning : estimations based on a systematic review, *BMC Public Health* 20, 1875 (2020), <https://bmcpublichealth.biomedcentral.com>.

1. Mais n'oublions pas qu'en France aussi il existe aussi des agricultur-ices victimes des pesticides. Ils et elles ont même créé leur propre association, *Phytovictimes*. www.phyto-victimes.fr.

En partenariat avec : www.generations-futures.fr

États-Unis

Un algorithme médical raciste

Un système d'apprentissage automatique, censé aider des professionnel-les de santé dans la prise de décision et utilisé dans un groupement hospitalier américain, a évincé 64 patient-es noir-es de la liste d'attente pour une transplantation rénale. L'étude, publiée dans la revue *Journal of General Internal Medicine*, affirme qu'un tiers des patient-es noir-es, soit plus de 700 personnes, auraient dû être considéré-es comme des cas plus graves qu'annoncés, si les capacités de leurs reins avaient été estimées de la même façon que pour les patient-es blanc-hes. C'est un peu comme une file d'attente dans laquelle la population blanche aurait systématiquement la priorité. L'intelligence artificielle, loin d'être "neutre", est le reflet des schémas de pensée de ses concepteurs et conceptrices, et ici il sera difficile de nier le racisme intégré dans nos sociétés. (Source : slate.fr, 27 octobre 2020)

Paul François, l'agriculteur qui a gagné son combat contre Monsanto

La Cour de cassation a confirmé en octobre 2020 la condamnation de Monsanto/Bayer face à l'agriculteur Paul François qui, en avril 2004, a



inhalé les vapeurs de l'herbicide Lasso, et qui souffre toujours aujourd'hui de graves troubles neurologiques. Malgré les quatre condamnations de la firme et cette nouvelle victoire, le combat ne s'arrête pas là. La question de l'indemnisation sera évoquée devant le tribunal judiciaire de Lyon dans les prochains mois.

TRANSPORTS



Vision 2030 pour 15 trains de nuit nationaux

Le grand retour du train de nuit en France et en Europe ?

Les compagnies ferroviaires de France, d'Allemagne, de Suisse et d'Autriche ont annoncé en décembre 2020 le lancement d'une coopération pour créer plusieurs nouveaux trains de nuit trans-européens, posant ainsi les premiers rails de la renaissance des trains couchettes en Europe. Deux nouveaux trains de nuit, Paris-Munich-Vienne et Amsterdam-Zurich, seront proposés dès décembre 2021. Suivront ensuite Zurich-Rome un an plus tard, Paris/Bruxelles-Berlin fin 2023 et Zurich-Barcelone d'ici fin 2024. Cinq ans après la COP21 et l'Accord de Paris sur le Climat, l'objectif est d'offrir, à terme, une véritable alternative écologique à l'avion pour les voyages en Europe. Pour le collectif *Oui au train de nuit* et le mouvement européen *Back-on-Track*, c'est une belle victoire, après plusieurs années de mobilisation.

◆ Contact : www.ouiautraindenuit.wordpress.com, ouiautraindenuit@laposte.net, tél. : 06 68 75 26 37

Voitures hybrides : un désastre annoncé

Si vous êtes riches, la tendance "écologique" est à l'achat de gros SUV hybrides car la publicité vous dit que c'est moins émetteur de CO₂. Or, du fait de la double motorisation (électrique et pétrole), ces véhicules sont extrêmement lourds et nécessitent donc plus d'énergie pour se déplacer. L'association *Transport & Environment* (www.transportenvironment.org) a publié en novembre 2020, une étude portant sur trois de ces véhicules. Alors que les émissions du moteur thermique sont annoncées entre 32 et 71 g CO₂/km, les tests sur les SUV montrent que l'on est au minimum à 28 % au-dessus. Si la batterie est déchargée, cela monte entre 164 et 254 g, et si, mauvaise idée, vous décidez de recharger la batterie en roulant, cela atteint des sommets : de 216 à 385 g ! En moyenne, un moteur diesel émet 132 g CO₂/km et un moteur essence 120 g CO₂/km.

◆ Entre janvier et octobre 2020, les ventes de SUV hybrides sont en progression en France de +263 %. Ça doit être cela la "croissance verte" !

L'essor des associations de transport solidaire

Malheureusement, beaucoup de zones périphériques ou rurales ne sont pas desservies par les transports en commun, et tout le monde ne peut pas se déplacer à vélo. Comment alors sortir de la logique de la voiture individuelle ? C'est le pari du transport solidaire, qui met en relation des conductrices bénévoles et des passagers qui ne peuvent pas ou plus se déplacer pour les aider dans leurs déplacements du quotidien (rendez-vous médicaux et administratifs, courses, visites à des proches...). Les personnes bénévoles ne reçoivent une indemnisation kilométrique qu'à hauteur du coût d'usage de la voiture : elles ne perdent pas d'argent, mais n'en gagnent pas non plus. Il s'agit de bénévolat, rien de plus. Créateur de liens et d'échanges, cette pratique, souvent informelle, existe depuis des années et permet de redécouvrir son voisinage et bien souvent l'histoire de sa région. Mais depuis quelque temps, elle se structure parfois en associations. Aider au développement du transport solidaire, c'est le but de la plateforme numérique <https://transport-solidaire.fr>, qui propose de nombreuses ressources, dont un "kit de création", et qui a participé aux premières *Assises nationales du transport solidaire* en février 2020 à Nantes. Le site propose aussi une carte des initiatives en France, dont beaucoup sont aujourd'hui dans l'Ouest. En Loire-Atlantique, une commune sur deux est couverte par une association de transport solidaire.

ANNONCES

Travailler ensemble

■ **Aveyron.** La ferme et le collectif de Vispens, à Saint-Affrique, peut accueillir une nouvelle activité agricole. En 2010, la foncière *Terre de liens* a acheté les bâtiments agricoles et les 136 ha de la ferme, tandis que la *SC Terr'à Vispens* achète 4 ha, les maisons et bâtiments divers. L'activité agricole est conduite depuis 2015 par deux porteurs de projets réunis en GAEC pour développer une activité de bovins viandes en AB et une activité équitaine. Un des associés chargé notamment de l'activité bovine, souhaite quitter la ferme au plus tard en mai 2022. La ferme recherche donc des personnes désireuses de s'installer pour une activité agricole et rurale, devenir fermier ou fermière *Terre de Liens* et contribuer à

la continuité d'une dynamique collective. Contact : *Gaëlle Lacaze de l'association Terre de Liens Midi-Pyrénées*, g.lacaze@terredeliens.org, tél. : 06 46 75 76 22.

Vivre ensemble

■ **Lot.** Hameau d'Andral, habitat groupé SCI créée en 2009, 9 ha, 18 foyers. Encore 7 lots disponibles pour familles motivées par participation à lieu intergénérationnel, gouvernance partagée, décisions au consentement, construction écologique, mise en valeur des terres en permaculture, vie associative (AMAP, monnaie locale, repair café etc.). Écoles, tous commerces à 2 km ; collège, lycée, gare Toulouse-Paris à 7 km. Contact : *Les Andralopithèques, mas d'Andral*, 46300 Le Vigan, tél. : 07 50 50 96 43, www.andral.org

■ **Alpes-de-Haute-Provence.** Je me fais vieux et j'envisage de prendre le large. J'aimerais transmettre le lieu où j'habite pour qu'il continue à vivre : maison en bois sur 5 hectares de nature. Dans un site isolé en montagne (1 200 m), électricité solaire, eau de source, jardin. Pour venir voir et y imaginer vos propres projets, écrire à *Silence* qui transmettra en mentionnant la référence 497.01.

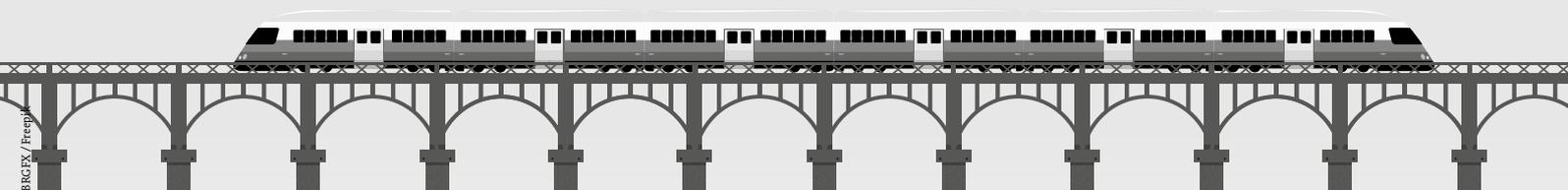
■ **Haute-Vienne.** Dans le cadre d'un projet d'une coopérative d'habitants comportant un hameau de 9 logements locatifs, recherche d'autres foyers et coopératrices intéressées pour vivre en zone rurale à proximité d'Amazac. Début des travaux en 2022. Contact : <https://www.colibris-lafabrique.org/les-projets/le-hameau-des-partages>, tél. : 06 80 34 48 94, abatisse10@akeonet.com

Gratuites : Les annonces de *Silence* sont gratuites pour les abonnés (le premier abonnement est à 22 € pour six mois). Elles sont également gratuites pour les offres d'emplois. Pour passer une annonce, joindre le bandeau d'expédition qui entoure la revue ou joindre un chèque correspondant à un abonnement. Taille des annonces. Nous vous demandons de faire le plus concis possible. Au delà de 500 signes, nous nous réservons le droit de faire des coupes. **Délais : Pour passer une annonce dans le numéro d'avril 2021, il faut qu'elle soit parvenue à la revue au plus tard le mardi 2 mars. Pour passer une annonce dans le numéro de mai 2021, au plus tard le mardi 30 mars, etc.** Adresse réelle : Nous vous demandons d'indiquer au minimum une adresse postale et/ou un numéro de téléphone fixe. Domiciliées : *Silence* accepte les annonces domiciliées à la revue contre une participation de 5 € en chèque. Pour répondre à une telle annonce, mettre votre réponse dans une enveloppe. Écrire sur cette enveloppe au crayon les références de l'annonce, puis mettre cette enveloppe dans une autre et envoyer le tout à la revue. Sélection : *Silence* se réserve le droit de ne pas publier les annonces qui lui déplaisent.

Vallée de la Roya

Pour le maintien des lignes ferroviaires

Le train dans la vallée de la Roya, à cheval sur les Alpes-Maritimes et l'Italie, est devenu pour un temps l'unique moyen de communication après le passage de la tempête Alex début octobre 2020, qui a fait énormément de dégâts, et coupé beaucoup d'axes de circulation routiers. La ligne de montagne ferroviaire a été notamment utilisée pour ravitailler le haut de la vallée de la Roya en nourriture et carburant, comme pour transporter les équipes qui travaillent à remettre en état routes et voies ferrées, ou les salariés qui rejoignent leur lieu de travail : infirmières de l'hôpital de Tende, profs du collège ou aide-soignantes d'un foyer pour handicapés dans la commune limitrophe de La Brigue. Mais le 28 novembre 2020, SNCF Réseau a annoncé que le trafic sur la ligne entre Fontan, commune située juste après Breil, et Saint-Dalmas serait interrompu pour trois semaines. En cause : l'affaissement d'un viaduc suite à la tempête rend le passage des trains trop dangereux. Les habitant·es se sont adapté·es, mais s'inquiètent pour l'avenir de ces lignes. Le *Comité de soutien des voies de communication de la vallée de la Roya* demande que les travaux permettant le retour à 80 km/h sur toute la ligne soient enfin effectués (aujourd'hui, comme les lignes sont vétustes et peu entretenues, le train roule sur plusieurs tronçons à 40 km/h), qu'on passe à trois rotations par jour minimum - il n'y en a que deux aujourd'hui, contre dix à douze jusqu'en 2010. Enfin, que les trains de fret vers l'Italie circulent à nouveau pour améliorer, justement, la "rentabilité" de la ligne. Autant de points qui sont repris dans les "20 propositions pour le Train des Merveilles", rendues publiques mi-novembre 2020 par le *Comité franco-italien pour la défense et le développement de la ligne Cuneo-Vintimille*. (Source : *BastaMag*, 8 décembre 2020)



AGENDA

Formation à la traction animale et au débardage à cheval

Le Réseau pour les Alternatives Forestières (RAF) propose un parcours pour s'initier au bon usage du cheval de trait pour le débardage à travers plusieurs formations avec Florent Daloz. La prochaine session de la formation à l'initiation à la traction animale aura lieu du 5 au 10 avril 2021 à Treyenas, Chanéac en Ardèche. La prochaine session à l'initiation au débardage à cheval aura lieu du 15 au 19 Mars 2021, à Treyenas, Chanéac en Ardèche.

› Infos et contacts : pour les questions techniques et logistiques : Florent Daloz, tél. : 06 72 82 28 39 ou alternativedebardage.fd@orange.fr ; pour les questions administratives et pour s'inscrire : formation@alternativesforestieres.org ou tél. : 09 72 47 75 31. <https://www.alternativesforestieres.org>

■ Agriculture bio

GERS : ASSOCIER LÉGUMES ET ARBRES FRUITIERS EN AGROFORESTERIE

22-23 mars

À Saint-Élix-d'Astarac. Formation pour se familiariser avec les systèmes maraichers en agroforesterie fruitière et imaginer son futur verger-maraicher, maximiser l'auto-fertilité, gérer l'agro-éco-système au fil des années. Avec Grégoire Servan.

› Organisé par Gaïa Formation, www.gaiaformation.com

■ Énergie

MEUSE : BURE : OCCUPATION CONTRE LA POUBELLE NUCLÉAIRE

Les opposant·es à Cigéo, le projet de l'Andra de construction d'un site d'enfouissement de déchets nucléaires en Meuse, se mobilisent

depuis des années sur la commune de Bure et ses alentours, et se retrouvent à la Maison de la résistance pour organiser la lutte. Tout soutien est le bienvenu !

› www.bureburebure.info, sauvonslaforet@riseup.net, tél. : 03 29 45 41 77.

■ Féminismes

FRANCE : JOURNÉE INTERNATIONALE POUR LES DROITS DES FEMMES 8 mars

Journée de manifestation à travers le monde et l'occasion de faire le bilan sur la situation des femmes. En France, de nombreux collectifs s'organisent pour fêter les victoires et les luttes et faire entendre leurs revendications. Certaines se mettent en grève à 15h40 pour refuser le travail bénévole et réclamer l'égalité des salaires, d'autres manifestent ou mènent des actions de visibilité.

› Retrouvez toutes les infos sur <http://8mars.info>

Aveyron

Découvrez le monde mystérieux des plantes !

À 20 minutes de Millau, Charles et Séverine Pioffet - fondat·rices de *Naturellement Simples* - productrices de plantes aromatiques et médicinales à Saint-Laurent-de-Lévézou, vous propose tout l'année des visites de la ferme et des ateliers pratiques.

Cuisine sauvage : apprendre à cuisiner les plantes et les fleurs comestibles pour apporter une note sauvage et savoureuse à votre alimentation. Samedi 24 avril, samedi 15 mai, samedi 2 octobre.

Distillation : vivez la magie de la transformation des plantes en hydrolats. Dimanche 6 juin.

Couleurs végétales : Apprendre à utiliser les plantes tinctoriales pour réaliser votre palette d'artiste. Dimanche 4 juillet.

Botanique et plantes bio-indicatrices : passionné·e par la botanique et les plantes bio-indicatrices, vous souhaitez vous perfectionner ? Du 22 au 24 mai.

Herboristerie familiale : apprenez à vous soigner avec les plantes et à fabriquer vos produits de soin. Les samedi 19 et dimanche 20 juin.

› Renseignements et inscription : Séverine et Charles Pioffet, Le Cayla, 12620 Saint-Laurent-de-Lévézou, tél. : 06 80 89 33 01, naturellementsimples@laposte.net, www.naturellementsimples.com

■ Politique & société

FRANCE : JOURNÉE MONDIALE CONTRE LA PUB

25 mars

Partout dans le monde, des citoyen·nes et des artistes agissent pour se réapproprier l'espace public accaparé par la publicité extérieure des grandes firmes. À l'échelle mondiale, cette journée s'inscrit dans un mouvement international d'opposition à l'industrie publicitaire, et à l'échelle communale d'élaboration de solutions qui répondent aux besoins de la population et de la planète.

› Plus d'infos : <https://subvertisers-international.net>

■ Silence

LYON : EXPÉDITION DE SILENCE 18-19 mars

Dans nos locaux. Le jeudi de 9h à 18h, le vendredi de 9h à 12h. Sur inscription et dans le respect des gestes barrières.

› Texte : **Lucile Leclair**

Les animaux malades de l'industrie

Les animaux que nous mangeons subissent de plus en plus d'épidémies... qui parfois se répercutent sur les humains. Qui est responsable ? La politique de biosécurité, opérée à échelle mondiale, semble accentuer la circulation des pathogènes.



"Des animaux concentrés et nombreux, mais aussi tous semblables, favorisent la progression d'un virus. Au contraire, lorsqu'un milieu est riche en espèces, le virus rencontre des impasses épidémiologiques : des hôtes non compétents pour sa transmission ralentissent ou empêchent sa multiplication. Les scientifiques parlent d'un 'effet de dilution'". (Lucile Leclair, *Pandémies, une production industrielle*, p. 39).

En 2018, dans l'Est de la Chine, les éleveurs découvrent d'étranges symptômes chez leurs cochons. Forte fièvre, perte d'appétit, hémorragie. En vingt-quatre mois, le virus de la peste porcine a réduit de moitié le nombre de porcs en Chine. Sévissant déjà en Europe centrale, le virus a été détecté en Belgique en 2018. La France et ses voisins craignent désormais son arrivée.

En octobre 2020, une grippe aviaire est détectée au Nord de l'Europe. Allemagne, Angleterre, Danemark, des centaines de milliers d'animaux sont abattus pour éviter la propagation du virus. Mais il est identifié en France quelques semaines plus tard, en Corse et dans les Yvelines.

Ces exemples ne constituent en rien des exceptions. Peste porcine ou grippe

aviaire, fièvre catharrale ovine ou tuberculose bovine, diarrhée épidémique... Les vétérinaires du monde entier ont de plus en plus de travail. À l'échelle internationale, on compte aujourd'hui presque trois fois plus d'épidémies dans l'élevage animal qu'il y a 15 ans, selon l'*Organisation mondiale de la santé animale (OIE)* — l'équivalent de l'OMS pour la santé animale. Les conséquences pour le bétail sont réelles. Elles le sont aussi pour Homo sapiens : certaines maladies animales se transmettent à l'humain, on les appelle zoonoses.

Pourquoi une telle flambée d'épidémies animales ?

Pourquoi une telle flambée des épidémies animales ? C'est que l'élevage industriel, avec ses fermes-usines,

produit en série des animaux aux systèmes immunitaires fragiles. Ces animaux sont de plus en plus frappés par les virus infectieux. Certaines maladies anciennes émergent à nouveau sous une forme radicalement nouvelle et des maladies inconnues jusqu'alors se diffusent d'une façon fulgurante. Les chèvres connaissent des épisodes sans précédent de la fièvre Q, les poulets affrontent des sous-types hautement pathogènes de la grippe aviaire, les moutons contractent la maladie "de la langue bleue".

En cause, la concentration des bêtes. Jamais dans l'histoire de l'humanité nous n'en avons élevé autant. Pour le meilleur et pour le pire, la population humaine a dépassé en nombre celle de tous les grands mammifères ayant sillonné la planète. L'Homo sapiens produit des protéines pour vivre. En moyenne, il élève 70 milliards d'animaux par an. Trois fois plus qu'il y a trente ans.

Densité, promiscuité, standardisation : les conditions dans lesquelles nous élevons ces animaux toujours plus nombreux sont risquées. Nous avons transformé de vastes enclos en fermes-usines qui entassent des animaux de race identique. En 2003, des infectiologues prouvaient qu'une infection touche plus durement une population d'animaux standardisés, avec un code génétique unique. En 2007, des experts mondiaux en maladies zoonotiques se rassemblaient pour discuter du possible lien de causalité entre ces quantités d'animaux d'élevage affaiblis et les explosions pandémiques.

La biosécurité, une solution qui aggrave le problème

Et maintenant ? La "biosécurité" apparaît aujourd'hui comme la solution défendue par tous les gouvernements pour limiter la propagation d'un virus. Officiellement, la biosécurité est définie comme les mesures qui doivent être prises pour minimiser le risque d'introduction de virus dans les unités de production agricole. Elle repose sur un principe simple : pour éviter la propagation d'un virus, les animaux doivent être élevés dans des bâtiments fermés et sécurisés. Mais cette logique n'est compatible qu'avec un seul modèle : l'élevage industriel. Créée à l'origine pour limiter les épidémies, la politique de biosécurité pourrait s'avérer contre-productive en excluant d'autres formes d'élevage moins risquées.

Angle mort des médias, impensé politique pour la plupart des organisations du monde agricole, absentes des débats, la biosécurité est une idéologie dont la mise en pratique à large échelle a des conséquences sur notre Histoire. À l'encontre des principes de l'agriculture biologique et de l'agroécologie, qui ont de plus en plus le vent en poupe, elle constitue une étape supplémentaire de l'industrialisation de l'élevage.

En France, elle est devenue obligatoire à partir de 2016. Pour l'appliquer, des élevages de plein air se sont transformés en élevages en bâtiments. D'autres ont disparu. C'est le cas de la ferme d'Anne-Marie Leborgne. Située au sud de Toulouse, à Montbrun-bocage, l'agricultrice de 39 ans élève vingt cochons bio par an et travaille à mi-temps en tant qu'animatrice à l'école du village. Elle vend 2 000 kilos de viande par an, qu'elle écoule en vente directe. Anne-Marie a pris les nouvelles procédures de biosécurité comme un coup de massue. "Quai d'embarquement" à construire pour déplacer les animaux, "désinsectisation et dératisation" du local de matériel par une entreprise extérieure tous les deux mois, "désinfection du tracteur systématique" entre deux champs, "on nous demande d'avoir des bunkers !". Elle a décidé d'arrêter. À Montbrun-Bocage, il n'y a plus de cochons.



La résistances des éleveuses face aux normes industrielles s'organise !

Résistances face aux normes

Face aux normes industrielles imposées à l'élevage, des résistances s'organisent, comme le refus de puçage des animaux, ou encore l'accueil des contrôleuses par un collectif solidaire. Le collectif *Hors normes* a organisé plusieurs rencontres nationales des agricultrices et agriculteurs contre les normes. Fin 2019 a été lancé un "Manifeste des éleveuses hors la loi" contre l'interdiction du soin des animaux par les plantes (imposant antibiotiques et autres produits chimiques de synthèse). Le milieu de l'élevage paysan s'organise pour ne pas se laisser anéantir par les normes industrielles.

◆ *Contacts* : Hors normes, hors.normes@rseup.net ; Faut pas pucer, Le Batz, 81140 Saint-Michel-de-Vax, fautpaspucer@laposte.net, et <http://plantesenelevage.fr>

En colère contre ces disparitions paradoxales, une quinzaine de vétérinaires regroupés en Scop – "Zone verte" – ont refusé de dispenser la formation de biosécurité obligatoire. Ils ont exprimé leur désaccord vis-à-vis de la politique gouvernementale, consistant à tort "à isoler les animaux dans des bulles stériles". Pour faire face à ces épidémies, il faut selon eux "sauver la biodiversité génétique", "cesser la concentration" et "restreindre davantage les antibiotiques" par exemple. ◆

➔ Pour en savoir plus

◆ *Pandémies, une production industrielle*, Lucile Leclair, éd. Seuil/Reporterre, 2020, 142 p., 12€. Une enquête fluide et édifiante.

◆ *Zone verte*, 32 Grande rue, 39600 Arbois, tél. : 03 84 66 13 17, www.giezoneverte.com



Dédé, bullosophe indigné

André Barnoin dit Dédé était un caricaturiste mulhousien qui fut un fervent supporter de la presse papier.

Depuis la fin des années 1980 il a participé et accompagné de nombreuses revues et journaux alternatifs, en Alsace principalement mais pas que.

Ainsi nous retrouvons certains de ses dessins, parmi les 6 000 qu'il aurait créés, dans la revue *Silence* au cours des années 1990, mais aussi dans *À Contre Courant*, *Pumpernickel*, *L'Alterpresse68*, sans compter les multiples tracts, brochures et sites internet auxquels il offrait gracieusement ses illustrations.

La décennie 90 fut foisonnante pour Dédé qui ne faisait pas un pas ni un trait sans ses compères de l'époque, Véesse et Lèbre. À eux trois ils créèrent fin des années 1980 le magazine d'illustrations haut-rhinois *Papier Occult* avant d'officialiser dans le trimestriel satirique colmarien, *L'Asperge*.

Le trio publia plusieurs recueils de dessins (*Il y a trop d'étrangers dans le monde*; *Aux victimes du harcèlement économique, les profiteurs reconnaissants*), et soutint, entre autres, l'association *Les Enfants de Tchernobyl* pour laquelle ils mirent sur pied une exposition qui fut présentée dans nombre de salons et foires. Ces dernières années, Dédé se vouait corps et âme à la défense des précaires notamment en s'investissant sans compter auprès du *MNCP (Mouvement national des chômeurs et précaires)* et il n'était pas rare qu'il soit à l'origine de l'ouverture de squats pour abriter des sans-logis.

Dédé, qui nous a quitté en avril 2020, ne comptait pas ses heures ni ses soutiens aux associations. La diversité des thématiques abordées par ses dessins en témoigne plus que de longues diatribes.

CA, UNE TERRE D'ASILE ????



♦ **Dédé, 40 ans d'humeurs graphiques. Rétrospective d'un bullosophe indigné**
Hommage illustré. Jocelyn Peyret, 2020,
108 pages, 15 €, éd. L'Alterpresse68,
www.alterpresse68.info



Christiania, une ville alternative



Plan de Christiania

Christiania, ancien plus vaste squat d'Europe, fête ses 50 ans en 2021. Un millier de personnes vivent dans cette ancienne caserne, au centre de Copenhague. Réhabilitation des bâtiments existants, construction de hameaux par groupes d'affinité, c'est aujourd'hui une ville dans la ville et le deuxième lieu touristique de la capitale.

Nous sommes arrivés à Christiania à vélo (et en train depuis la France). Si une piste cyclable traverse aujourd'hui l'ensemble, la quasi-totalité des déplacements s'y fait à pied. Les seuls véhicules motorisés sont ceux du collectif qui gère différentes activités (collecte des ordures, jardiniers, livraisons...). Nous entrons par une porte latérale, côté sud, et longeons en premier des lieux de restauration et des salles de concert, face à une immense place en gradins où se trouve une scène pour les concerts et des guinguettes autour pour la nourriture, mais également des

stands de tout et n'importe quoi (surtout destinés aux touristes).

Juste après, nous arrivons à l'entrée principale qui ouvre sur une rue transversale où de nombreux panneaux indiquent qu'il est interdit de photographier. C'est la rue des vendeurs et vendeuses de drogues (*Pusher street*), en principe seulement du haschisch.

Entre écovillage, squat et consommation de drogues

En 1971, la pression immobilière est forte à Copenhague, capitale du Danemark. La mairie lance une vaste

offensive pour récupérer les bâtiments squattés. Nous sommes dans l'après-68, et le mouvement *Provo*, proche des situationnistes français, est très actif dans la ville. Plusieurs centaines de jeunes activistes se retrouvent à la rue. Une ancienne caserne est abandonnée entre le centre-ville et un bras de mer. L'ensemble fait 34 hectares. Commence alors l'histoire du plus vaste squat européen. Un squat qui ne sera légalisé qu'en juin 2013.

Dès le départ, le projet d'occupation est présenté dans la presse alternative locale comme un projet de société



Aujourd'hui le lieu est le 2^e le plus visité de la capitale danoise. Ici, une classe et un guide local.

autogérée. Les gens se regroupent alors par groupes d'affinités. Aux côtés de groupes politisés (anarchistes, extrême gauche, *hippies*, premières et premiers écolos...), d'autres groupes se mettent en place : groupes spirituels, groupes de consommateurs et consommatrices de drogues... Ces derniers attirent les *dealers*, nombreux et nombreuses à venir s'installer dans un lieu où la police n'intervient pas. Et avec les *dealers*, viennent aussi les gangs, les armes et les règlements de compte. Il y a plusieurs morts violentes par balle et de très nombreuses overdoses (10 pour la seule année 1978). Cela provoque une réaction : en 1979, des groupes politisés s'affrontent directement avec les vendeuses et usagers des drogues dures et les expulsent du site. Après d'âpres négociations, un compromis est mis en place : seules les personnes vendant du haschisch et de l'alcool peuvent rester à Christiania.

Mais cela ne résout pas tous les problèmes : la vente de drogue est un prétexte facile pour la police qui y fait régulièrement des incursions.

Réhabilitations, maisons autoconstruites, habitat léger

Au nord de cette rue, les bâtiments de logements de l'ancienne caserne, en pierre, s'élèvent sur trois ou quatre niveaux. Les rez-de-chaussée regorgent d'entreprises alternatives dont une célèbre fabrique de tricycles qui existe depuis 1984 et dont les véhicules sont visibles partout en ville. Les étages sont privés et hébergent de nombreuses familles. Des balcons en bois ont été ajoutés sur les façades. L'ensemble est décoré par les *street artists* : il y a de la couleur pour tous les goûts.

Si on se déplace plus vers l'est, on rejoint un immense bras de mer bordé de défenses militaires à la Vauban. Des digues en forme de triangles avancent dans l'eau, délimitant, en haut, des points de vue agréables, en bas, côté ouest, des îlots fermés sur deux côtés. Ces îlots s'ouvrent sur une voie piétonne qui longe l'ensemble. De l'autre côté de cette rue, des maisons préexistantes (celles des officiers?) sont rénovées. Chaque îlot accueille une dizaine de maisons, mais aussi des roulottes, des ateliers et des potagers, autant de quartiers différents, avec des pratiques différentes. De l'autre côté des fortifications, au bord de l'eau — voire sur pilotis —, c'est le domaine de l'auto-construction et de l'imaginaire avec des maisons en récupération, plus téméraires les unes que les autres.

Une passerelle (avec la piste cyclable) permet de rejoindre l'autre rive, encore plus à l'est. Là, de nouvelles fortifications militaires forment d'autres triangles longés par une autre petite route (sans voiture). Chaque triangle, cette fois ouvert du côté de l'eau, héberge un collectif. Entre les triangles, les maisons autoconstruites sont également nombreuses. Tout au nord de cette route, une surprise : en limite de Christiania, un gros potager de légumes longe le restaurant le plus chic de la ville. Gros contraste.

Problème qui perdure encore aujourd'hui : alors que nous sommes en train de faire des photos des maisons en bord du bras de mer, nous discernons un mouvement de foule. Plusieurs personnes passent devant nous rapidement, à pied, à vélo. Quand un peu plus tard, nous voulons passer par la rue centrale, celle-ci est barrée par des rubans "police" et de nombreux policiers fouillent les bâtiments alentour.

S'il n'y avait pas cette rue des *dealers*, on pourrait se croire dans un vaste écovillage.

Tentatives d'évacuation

Que ce soit par le gouvernement ou la mairie, de très nombreuses procédures ont été lancées pour essayer de faire évacuer les lieux. Les résident·es ont bénéficié de l'aide précieuse de l'avocat Carl Madsen, un communiste, ancien résistant, qui les a défendu·es devant les tribunaux.

Bien que globalement proches des anarchistes, certaines personnes n'ont pas hésité à se présenter aux élections

et Tine Schmedes a même été élue députée en 1974 (1).

Alors que l'ensemble des procédures juridiques sont allées au bout, l'ordre d'évacuer a été donné et le 1^{er} janvier 2006, des bulldozers sont entrés sur le site, détruisant une maison. Alors qu'habituellement, les différents quartiers ne font guère d'actions communes, là tout le monde s'est rapidement retrouvé face aux policiers, et des milliers de personnes ont convergé sur place de toute la ville. Les affrontements ont été violents. 59 personnes ont été arrêtées. Et l'évacuation en est restée là... L'État, propriétaire des lieux, a accepté d'ouvrir des négociations qui ont débouché le 21 juin 2011 sur un accord permettant aux résident·es d'acheter 7,7 hectares, là où sont concentrées toutes les habitations. L'État a récupéré par contre les terres agricoles qui très rapidement ont

commencé à se bâtir (2). En juin 2013, le parlement adopte une loi qui remet en cause le statut d'expérience sociale de Christiania. Désormais, la "ville libre" est soumise aux mêmes lois que le reste du Danemark, notamment en ce qui concerne l'aménagement du territoire et l'occupation des sols. Dit autrement, l'implantation de nouvelles maisons autoconstruites n'est plus autorisée... Il y a même un début de gentrification avec d'anciennes maisons restaurées. Depuis quelques années, camper a été interdit, car il y a avait trop de monde en été.

Une commune libre

L'autogestion à mille, cela ne fonctionne pas. Très rapidement, il a été décidé de subdiviser Christiania en quartiers : chaque contrefort militaire du bord de mer est un quartier, les immeubles en forment d'autres,

1. Elle a provoqué un scandale au parlement en allaitant son bébé pendant les débats.

2. Au bout de la piste cyclable se trouvent maintenant un vaste lotissement pavillonnaire, un complexe sportif... et encore de grandes prairies.

Street art sur un ancien bâtiment de la caserne restauré avec ajout de balcons en bois.



de même que les résidences de l'autre côté du bras de mer. Ainsi une dizaine de quartiers regroupent chacun moins de 100 personnes et fonctionnent de manière indépendante. Chaque quartier envoie des délégués à l'assemblée générale et dans les différentes commissions dont la plus stratégique est la commission des finances. Celle-ci est chargée de collecter les loyers. Ceux-ci sont déterminés par le revenu des personnes et des activités. Ce sont surtout ces dernières qui permettent le financement du lieu. Les décisions ne sont jamais prises par vote, mais par consensus. Ce qui ne résout pas vraiment les questions de pouvoir : la prise de décision au consensus peut être bloquée par une seule grande gueule...

Une vie tranquille

La couverture sociale dans les pays scandinaves est correcte et lorsque vous êtes au chômage, vous bénéficiez de l'équivalent d'un RSA et d'aides au logement. Si le logement est très cher dans la ville et donc reste très difficile d'accès pour une personne au chômage, ce n'est pas le cas à Christiania. À condition de trouver une place de libre (ce qui aujourd'hui revient à une longue attente), le loyer est ensuite limité à quelques frais collectifs et l'on peut très bien y vivre sans emploi.

Pour ceux et celles qui s'inquiètent d'une éventuelle oisiveté que provoquerait le revenu universel, Christiania donne une bonne idée de ce que peuvent faire des personnes qui n'ont pas à se soucier de gagner de l'argent. La créativité explose. Les activités culturelles sont extrêmement variées, mais on compte aussi nombre de boutiques, quelques restaurants et aussi de vraies entreprises (voir encart). Il y a notamment un ancien hangar de l'armée qui a été recyclé en magasin de produits d'occasion où il est possible de trouver tout ce qui sert à construire et entretenir une maison, un jardin... Il y a maintenant des activités tournées vers le tourisme avec même des guides qui font visiter les lieux, et nous avons ainsi croisé des classes entières qui font la visite et découvrent ce que sont un compost, la récupération des eaux de pluie, des toilettes sèches... Alors qu'aucune règle n'interdit d'ouvrir une entreprise sur place, on peut constater qu'il n'y a aucune industrie polluante (autre que celles des *dealers*). Un bémol



Christiania est visible dans toute la ville grâce à sa fabrique de tricycles et de vélos.



Maison flottante autoconstruite sur un des bras de mer.

toutefois : lorsque nous avons croisé des éboueurs, des jardiniers, des artisans... il y avait beaucoup de cheveux blancs et presque que des hommes. Manifestement, les jeunes arrivés dans les années 1970 n'ont pas encore pris leur retraite. Et la relève n'a pas été prise. Ce qui interroge sur l'avenir du lieu. À noter également qu'il y a toujours eu une majorité d'hommes (environ les deux tiers des résidents), qu'une cinquantaine d'enfants sont nés là... et qu'il y a une proportion significative de non-danois-es, avec beaucoup de personnes des autres pays scandinaves et quelques Inuits. La population, longtemps estimée à plus de mille,

aurait légèrement baissé depuis la légalisation des lieux. Comme à la ZAD de Notre-Dame-des-Landes, le retour dans la légalité pose la question à long terme des pratiques alternatives et des influences politiques. ♦

➤ Pour aller plus loin

- ♦ *Récits de Christiania*, Jean-Manuel Traimond, éd. ACL [1994], 2018
- ♦ www.christiania.org (en danois et en anglais)

› Texte : **Claude Llana** est enseignant de sciences sociales et objecteur de croissance.
François Greslou est ingénieur agronome et a vécu de nombreuses années au Pérou.

Cultiver la réciprocité avec le vivant

Et si nous nous inspirions des peuples qui résistent au développement et qui cultivent des manières autochtones de se relier au reste du vivant pour ouvrir, dans nos cultures, des portes de sortie au développementisme destructeur de la vie écologique et sociale ?



Maria et Angel, un couple d'agricultrices respectueuses de la pachamama.

"Les peuples indigènes, nous ne sommes plus considérés comme responsables du retard de l'avènement de la modernité ; mais comme référence importante d'alternatives qui nous permettront de sortir de cette inhumaine modernité. Les Indigènes, nous ne sommes plus le problème, nous sommes la solution", écrivent Pedro Pitarch et Gemme Orobitg (1).

Dans de nombreux territoires de la planète et dans les communautés traditionnelles que nous avons pu observer lors de nos enquêtes de terrain, l'être

humain ne se considère pas comme roi de la création. Il ne cherche pas à dominer ses subordonnés c'est-à-dire les autres êtres vivants ou personnifiés de l'environnement naturel. Car la terre, l'eau, les semences, les animaux, n'appartiennent à personne et sont à la disposition de tous. Ces populations savent encore s'organiser pour gérer au mieux les communs. Alors, comment s'y prennent-elles ?

Les peuples qui résistent au développement

Sans chercher à magnifier les communautés villageoises, ces enquêtes en immersion ont mis en avant des

relations à la nature très hétérogènes d'un territoire à l'autre. À l'opposé des peuples modernes qui se sont donnés la mission de dominer l'environnement et sont devenus, en suivant Descartes, "comme maîtres et possesseurs de la nature" (2) les peuples qui résistent au développement ont une cosmovision et en particulier une relation humain-nature tout à fait différente. L'être humain ne s'exclut pas de la nature afin de pouvoir l'exploiter, il en fait partie au même titre que tous les autres membres, comme le décrit Eduardo Grillo (3) à propos de la culture andine quechua : "Il n'existe pas de séparation entre société et nature, l'homme se sait membre de la nature et pas le plus important, seulement un membre parmi d'autres. Il n'y a pas non plus de séparation entre la nature et les divinités. Société, nature et divinités sont les membres d'une "collectivité naturelle" dans laquelle aucun de ses membres n'est autosuffisant mais chacun a besoin des autres pour sa propre existence".

Ainsi, répondant aux souhaits de paysans de la région de Cajamarca, au Nord du Pérou, un projet a réincorporé l'élevage d'alpagas dans cette région qui, du fait de l'oppression des colons espagnols avait complètement disparu.

1. Dans *Modernidades indígenas*, éd. Iberoamericana-Vervuert, 2012, p. 205.

2. Latour Bruno, cité par Rabourdin Sabine, *Les sociétés traditionnelles au secours des sociétés modernes*, éd. Delachaux et Niestlé, 2005, 224 pages.

3. Grillo Fernández Eduardo, "Sociedad y Naturaleza : su relación en las culturas andina y occidental", in *Sociedad y Naturaleza en los Andes*, Tomo I, p. 13-38, éd. PRATEC-PNUMA, Lima, 1990.



À Guamote en Équateur.



Respecter les valeurs andines participe à renforcer la dignité.

Le camion qui a débarqué avec son chargement d'alpagas a été acclamé avec beaucoup de joie, sauf une vieille femme qui s'est mise à pleurer. Nous lui avons demandé pourquoi. Elle répond : "Je pleure de joie, notre communauté ne va pas disparaître... Elle est de nouveau au complet car on va pouvoir élever et revivre avec les alpagas que les apus (divinités telluriques) nous ont donnés".

Le droit à la nature et au territoire constitue un acquis fondamental qui n'a rien à voir avec le droit individuel à la propriété privée du monde moderne. C'est pourquoi les paysan·nes sont si déterminé·es et parfois prêt·es à mourir, pour défendre leurs bio-régions parce qu'ils et elles savent que sans elles, ils ne peuvent plus vivre. "Pour les peuples andins, la pachamama est une mère qui donne la vie et pour eux l'extractivisme sauvage est une sorte de violation qui lui arrache les fruits de son ventre et la condamne à devenir complètement stérile" (4).

La communauté pour tisser des liens avec le territoire

La communauté ou *ayllu* en quechua, constitue la structure sociale fondamentale des Amérindien·nes. En effet, face au très grand nombre et à la diversité des autres membres personnifiés de la nature, une famille isolée aurait été incapable de tisser des liens d'empathie et de réciprocité avec les membres qui partagent son territoire. Elle a donc dû se joindre à d'autres pour former un groupe de familles, une communauté, un *ayllu* pour être à la hauteur de ces multiples relations. Par

exemple : afin de tisser une relation de réciprocité avec le membre personnifié "terrains en pente" et afin qu'il puisse vivre de manière durable, qu'il ne s'érode pas (pour ne pas le laisser souffrir, comme disent les Amérindiens) il faut construire des terrasses ou planter des arbres. Autant de lourdes tâches que seul un nombre conséquent de personnes, une communauté, peut réaliser.

Le "vivre et faire ensemble" des rescapés du développement vaut pour les trois catégories des membres de la collectivité naturelle : les humains, la nature et les divinités qui tissent entre eux des relations empreintes de valeurs, telles que le respect, l'entraide, la fraternité, la solidarité, l'équité, la sobriété, la compassion.

Réciprocité entre société humaine, nature et divinités

Au final, la réciprocité est la valeur qui est source et résumé de toutes les autres. Elle se manifeste concrètement par le don et le contre-don :

- à travers l'ayni pour les relations entre les humains ;
- à travers la minka pour les relations entre les humains et la nature ;
- à travers les rites, offrandes, pèlerinages... pour les relations entre les humains et les divinités (5).

Concrètement, ces choix de vie se manifestent par le biais de différents comportements ou pratiques tels que : le respect de la nature qui est reconnue comme étant sujette à des droits, la gestion commune des territoires,

l'aide mutuelle (l'ayni et la minka), le respect et la prise en compte de l'opinion des personnes âgées, l'attention aux veuves et aux orphelins, l'apprentissage aux enfants des métiers de paysan et de la vie communautaire, la convivialité lors des assemblées et des fêtes, les échanges de connaissances, de semences, de récoltes, etc. ♦

➔ Pour en savoir plus

- ♦ Claude Llana et François Greslou, *Demain commence aujourd'hui : horizons pour la nouvelle génération*, éd. Un jour/une nuit, nov. 2020, 240 pages, 15 euros. Cet ouvrage est en auto-éco-production, pour le commander : claudel.lana@gmail.com.



4. Wiener Gabriela, article du quotidien péruvien *La República* du 21 août 2019.

5. Llana Claude, *Cochabamba. Quand l'informel chasse la misère*, éd. Le pédalo ivre, 2012, 206 pages.

Une écologie arc-en-ciel

Le dossier de Silence du mois de décembre 2020 (n° 494), "Une écologie arc-en-ciel", qui explore les liens entre luttes écologistes et luttes LGBT+ et queer, a donné lieu à plusieurs réactions.

◆ Revendiquer pour la bisexualité ou l'homosexualité se comprend vu le rejet que ces comportements subissent. Mais je ne comprends pas ce rejet, car tous les êtres qui se reproduisent à la suite d'une fécondation portent les deux sexes. Les biologistes le savent. Dieu lui-même le confirme : il créa Adam à son image avec, au départ, la côte qui servit à la création d'Ève. Certaines plantes autopolinisantes et les êtres hermaphrodites montrent clairement cette ambivalence, mais le plus souvent apparaît un caractère principal indiqué par la fonction génitale et servant à la classification par genre dans notre contexte social. Le caractère secondaire reste dans l'inconscient et resurgit parfois en cas de lésion du caractère principal. Donc tous ces êtres possèdent une tendance homosexuelle.

Réfléchissons un peu. Si mon masculin principal désire un féminin principal, mon féminin secondaire entrera en homosexualité avec le féminin de ma compagne dont le masculin secondaire sera en homosexualité avec mon caractère principal. Lesbiennes et gays n'échappent pas à l'ambivalence homo-hétéro si nous considérons la réalité du caractère principal et secondaire.

En conclusion, la bataille des sexes et des comportements sexuels tient d'une belle absurdité qu'il serait temps de dépasser même si les maîtres féodaux du monde la voient d'un bon œil, car les gens pris dans cette querelle ridicule se laissent envahir le cerveau sans penser à relever la tête.

Sachons que la confiance en notre caractère principal nous fait accepter le secondaire sans la peur de ce que nous refuserions d'être.

Michel Marko

Lot-et-Garonne

◆ Le dossier LGBT+ et écologie m'a laissé plus que perplexe. Et à la fin, rendu furieux. (...) Vous nous dites que des LGBT+ ont pratiqué le retour à la nature. Fort bien, mais ils ne le font pas tous et ils sont loin d'être les seuls. Ensuite que des groupes se sont constitués au sein de la lutte pour le climat. Là aussi, ils sont loin d'être seuls. L'idée est de visibiliser les LGBT+, dites-vous, aussi de protéger leurs droits. Ceux-ci "pourraient être effacés en à peine une décennie" de crise... oui, mais comme toute minorité. (...)

L'article de la page 16, accusant des pans entiers de l'écologie d'être anti-LGBT+ est particulièrement pernicieux. Présentée comme le nom d'un mouvement, avec une cohérence et une logique perverse, elle n'est pourtant dénoncée que sur base de groupes isolés (*La Décroissance, Pièces et Main d'Œuvre* ne sont pas de larges mouvements, le dernier est très contesté depuis longtemps) sinon rejetés (...). C'est, sans nuance ni restriction aucunes, présenter un mouvement tout vert, les LGBT+, cela dans une démarche de *greenwashing*, et dénigrer un mouvement suspect, les écologistes, soumis au risque de dérive conservatrice (...).

Les minorités dominées, racisées et/ou exclues sont absolument les bienvenues dans la lutte climatique écologique. Et il n'est aucunement malvenu qu'elles s'y affichent en toute fierté. Mais pourquoi en conclure qu'elles sont à la pointe du combat et, plus encore, que des écologistes qui ont eu des conceptions rétrogrades sur diverses dominations sont à suspecter?...

En fait, il s'agit de la vieille idée de confondre toutes les dominations indistinctement dans une lutte contre le "patriarcat". Or les dominations sont distinctes, elles ont des mécanismes différents, et des lieux de lutte différents. Il y a bien sûr des ressorts communs entre ces dominations qui font chacune système, et la notion de patriarcat est pratique pour le souligner, mais cette notion n'apporte pas de plus-value.

Les conditions de lutte sont très différentes, elles peuvent être parfois contradictoires. Que dire par exemple des ouvriers qui participent à des luttes sociales, mais qui ne voient aucune urgence au combat féministe : sont-ils dominants ou dominés ? Faut-il mener la lutte sociale sans eux ?

Votre assaut contre une "écologie anti-LGBTB+" est donc pernicieux. Quand on cherche la zizanie, la division, on peut toujours dénicher des poux. Il faut viser l'unité du mouvement (...).

Finalement, il y a confusion entre un "coming out" ou un affichage collectif et salutaire des minorités dominées, et un apport qui serait spécifique et indépassable de celles-ci, au contraire de segments autres du combat. (...)

Gilles Meeus

Isère

◆ Cher *Silence*, tout d'abord bravo pour ce que tu es et pour ce que tu proposes à lire. Chaque fois, je lis quasiment tout, du dossier aux présentations de livres en passant par le courrier et les brèves. Quoi qu'il en soit, je t'écris aujourd'hui suite à ton dossier "LGBT+ et écolos, une communauté de destin". Ce n'est pas un sujet qui me passionne *a priori* mais comme c'était proposé par toi je l'ai lu de bout en bout. Et j'avoue que si je suis d'accord qu'il faut arrêter les discriminations négatives sur ces personnes hors-normes — encore que les normes évoluent, car finalement ce ne sont que des productions sociales et culturelles — je reste tout de même gênée sans arriver à trop expliquer ou éclaircir par quoi, pourquoi et comment. Aussi, je vais me contenter d'essayer d'écrire les réflexions qui me sont venues et qui sont restées suite à ma lecture :

- en tant qu'individus, ces gens ont droit à une reconnaissance de leur personne, comme tout-e un-e chacun-e ;
- cette reconnaissance est liée à la prise en compte des différences, que ce soit visible ou non ;
- cette prise en compte ne veut pas dire hiérarchisation ou prise de pouvoir ;
- la première différence, après celle de l'âge (un bébé naît d'un adulte), est celle du sexe (mâle, femelle, ni l'un ni l'autre ou les deux) ;
- est-ce que la première acceptation des différences n'est pas justement le couple hétérosexuel ?
- pour ce qui est du droit à avoir des enfants (procréation médicalement assistée, gestation pour autrui, adoption), même s'il existe des moyens pour cela, je pense qu'on arrive aux limites de cette reconnaissance. Pour ma part, que les gens de même sexe souhaitent vivre ensemble cela ne me dérange pas et pourrait même m'attirer (...), mais ensuite réclamer la possibilité d'avoir un enfant me paraît déplacé (sauf éventuellement en cas d'adoption), mais surtout dangereux. *Quid* de l'éducation à la différence avec deux parents semblables ? (Bon, je reconnais que c'est un peu grossier puisqu'on est tous et toutes différent-es.) Encore bravo et merci pour cette revue.

Alexandrine Gerrer

Pyrénées-Orientales

◆ La nature n'est pas figée, elle évolue sans cesse et demeure pleine de mystères, d'inconnus pour nous malgré ce que nous avons déjà découvert. Ce que certains appellent des déviations ne sont sans doute que des aspirations naturelles à sortir des sentiers battus. Le droit à la différence est primordial. (...) Je suis très sensible et proche de celles et ceux qui veulent exprimer leur différence, leur originalité. Je suis de tout cœur avec ces personnes même si cela me dérange un peu. L'amour vrai est sans limites, sans condition. C'est une ouverture totale de l'être. J'ai tout à accueillir et à apprendre dans cet amour. Que *Silence* contribue à abattre tous les tabous qui demeurent encore pour rassembler dans une ouverture permanente tous les humains que nous sommes.

Par contre j'ai trouvé la lecture du dossier très ardue. Il y a de nombreux passages que je n'ai pas compris. Toute chose bien comprise peut être exprimée d'une façon claire pour tous. C'est parfois la faiblesse de *Silence*. Même si la revue se veut surtout un outil pour les militants. Elle doit cependant veiller à être lisible par tous, justement pour éveiller de nouveaux engagements.

Alexis Robert

Ille-et-Vilaine

◆ J'avoue que l'orientation éditoriale (du dossier "Une écologie arc-en-ciel") ne me convient guère. (...) Au-delà du raisonnement discursif, je ressens qu'on touche là à quelque chose de fondamental, comme quand on a cassé l'atome et tripatouillé les gènes, qui me fait penser qu'il n'est pas totalement infondé de trouver un tronc commun entre transsexuel et transhumanisme, entre autres : on touche au cœur de la transmission de la vie, et les repères élémentaires sont brouillés.

Pierre Kung

Lot-et-Garonne

◆ Félicitations pour le beau dossier "Une écologie arc-en-ciel". Quelle audace ! Plein de potes l'on adoré !

Florence B.

La marche pour la diversité éducative

Partout des gens se lèvent pour défendre les libertés. Un vent de révolte a soufflé un matin de décembre à Cunlhat (Puy-de-Dôme). Sur la place du marché environ 80 personnes dont presque la moitié d'enfants sont venus soutenir Ophélie et son fils Victor, 10 ans bientôt. Malgré le froid et quelques flocons de neige, tous ont écouté Ophélie nous expliquer pourquoi elle entreprenait cette marche jusqu'à Paris pour remettre une lettre au président de la République.

Cette marche de la diversité éducative est un cri du cœur contre la suppression de l'instruction en famille, suppression envisagée dans le projet de loi sur les séparatismes.

J'ai accompagné Ophélie et Victor sur les trois premières étapes, mais je n'étais pas seul à les accompagner, il y en avait bien d'autres. Céline et sa fille Lia 10 ans ont cheminé les huit premiers jours, la participation à une étape dans son intégralité était limitée à 10 personnes pour cause de COVID. Marcher en décembre ne permet pas de faire le lézard au soleil, mais les pique-niques dans les bois ou les prés étaient agréables. Comme toute marche, les participants apprennent à se connaître, à se découvrir tranquillement.

Ophélie est d'une détermination à toute épreuve, il faut marcher, répondre aux questions à l'arrivée des villes, suivre les courriels, alimenter le blog. Son énergie et sa volonté semblent inépuisables et Victor n'est pas en reste ; bien sûr, s'il est fatigué, tout est prévu pour qu'il puisse terminer l'étape en voiture, mais sur ces trois premiers jours, il n'a utilisé cette possibilité qu'une fois. C'est un enfant calme, la nature est pour lui une véritable école et il est curieux de beaucoup de choses.

Je me suis rendu compte que beaucoup de personnes ne connaissent pas bien ce sujet, beaucoup pensent que l'école est obligatoire alors que c'est l'instruction qui est obligatoire, c'est une nuance de taille. Certains enseignants ont parfois des réactions épidermiques, c'est un sujet passionnel, mais Ophélie essaye de tisser des ponts. Elle parle posément et n'oppose pas, elle ouvre le champ des possibles. Nous pouvons être pour l'instruction en famille, nous pouvons être contre, mais nous pouvons tous souhaiter le maintien de cette liberté.

Pour en savoir plus

<https://www.marche-diversite-educative.fr/>

Jean-Marc Pineau

Puy-de-Dôme

Merci

J'aime vos articles, ils sont plutôt complets, c'est en fonction des infos que l'on vous donne, mais s'il vient à manquer un point, vous n'hésitez pas à le faire savoir ou à rectifier vos propos. C'est cela la vraie presse, objective, franche, honnête, avec une volonté d'agir sans "isme". Continuez sur cette voie.

Françoise

Dordogne



Carte postale de Bretagne

Félicitations pour votre existence !

Je possède "Sexy Linky" de Nicolas Bérard et je suis abonné à la revue *Silence* depuis plus de 20 ans ! Je mange biologique depuis 1983.

J'ai la chance d'avoir une maison individuelle que j'ai orientée plein sud. Cela fait 15 ans que j'ai installé un panneau solaire thermique (pour le chauffage de l'eau) et je viens d'isoler notre maison par l'extérieur (laine de bois).

Enfin, nous avons des panneaux photovoltaïques depuis 9 ans.

Production actuelle : 31 800 kWh (ensoleillement au nord de Brest).

Je lis actuellement *Algues vertes*.

L'histoire interdite d'Inès Léraud et Pierre Van Hove, bande dessinée de 159 pages de la *Revue Dessinée*.

Pollution des terres de Bretagne (cultures intensives) où la FNSEA, syndicat agricole, est encouragé par les politiques (droite/gauche). Il s'agit d'un empoisonnement depuis 50 ans des terres agricoles, de l'eau

potable, de nappes phréatiques et de la mer. Il y a une omerta de la part des politiques, syndicats agricoles, préfets et administrations de la santé. Enfin, des bateaux transportent des tonnes de soja transgénique provenant d'Amérique du Sud et déchargent leurs poisons aux ports de Brest, Lorient et Nantes pour nourrir les poulets, porcs et vaches dans les prisons pour animaux.

Enfin, cerise sur le gâteau empoisonné, nous avons des sous-marins nucléaires possédant des missiles atomiques (presqu'île de Crozon). Nous sommes dans une société (sottociété) thanatocratique (thanatos : la mort).

Si cela est possible, il serait bon que vous fassiez un reportage sur la centrale au gaz de Landivisiau. Coût : 1 milliard d'euros. Elle ne fonctionnera que quelques jours par an.

Daniel Brard

Finistère

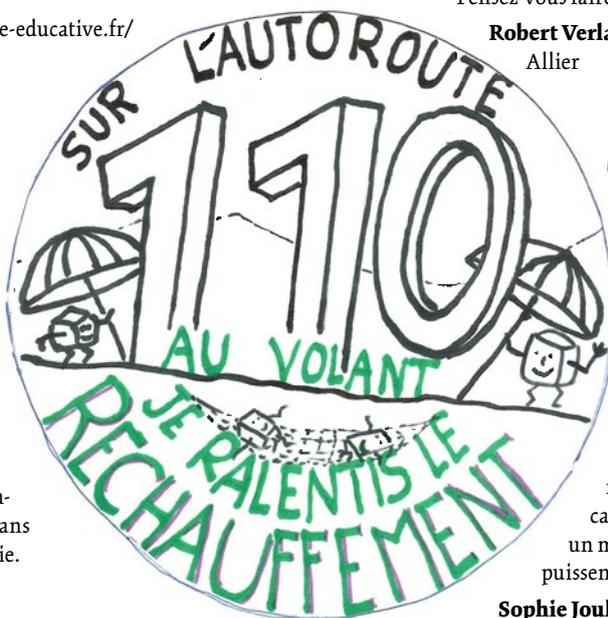
Les avions nous polluent l'air

J'ai trouvé une manière de faire connaître *Silence* : quand je l'ai lu et relu, au lieu de le laisser dans un coin, je le place avec *Rebelle Santé* dans les salles d'attente de dentistes, hôpitaux, car ça jure un peu auprès des autres revues. (...) J'ai demandé un compte-rendu [de la mesure de la qualité de l'air] de *AirParif*. Je les ai "contrés", car dans l'analyse de l'air parisien, on ne parle pas des aéroports qui sont à côté. Quand on sait qu'un porteur décolle avec 7 à 8 tonnes de kérosène multiplié par x nombre d'avions... donc la pollution vient d'en bas et d'en haut !

(...) Pourquoi certains pays s'assèchent et on ne dessale pas de l'eau de mer ? Pensez-vous faire une étude dans votre revue ?

Robert Verlaque

Allier



Une campagne pour rouler à 110 km/h maximum

Pour rebondir sur ce qu'a écrit Antoine d'Indre-et-Loire dans *Silence* n°494 (décembre 2020, p. 49), j'ai inventé cet été, suite à une intervention de Jean Jouzel à la radio, ce petit dessin que j'ai plastifié et collé sur un rond magnétique. Je roule avec depuis. C'est super confort, ça consomme moins, ça fatigue moins, ça stresse moins. Et rien n'empêche de mettre un petit coup d'accélérateur en cas de besoin ! Je donne ce dessin à la revue. Je vous fournis un modèle "clé en main" et un "à colorier" pour que les enfants puissent participer.

Sophie Joulia

Val-d'Oise

Essais

Sauvons les forêts, 10 actions pour (ré)agir

Nathalie Tordjman

10 petits chapitres chacun découpé en quelques paragraphes pour énoncer ce que nous apportent les arbres, les forêts, comment en prendre soin, comment lutter contre la déforestation, comment la forêt peut nous aider sur le plan climatique... C'est très facile à lire et donne des pistes d'action... même si l'ouvrage reste un peu trop loin du politique. **VF**

Éd. Rustica, 2020, 68 p., 8 €



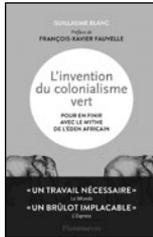
L'invention du colonialisme vert

Pour en finir avec le mythe de l'éden africain

Guillaume Blanc

Les colons ont tout à la fois exploité l'Afrique, édifié le mythe d'une nature édenique peuplée d'animaux sauvages, et rendu les Africain-es responsables de sa dégradation. Ce récit colonial ne prend pas fin avec les indépendances. Dans les quelque 350 parcs naturels du continent, les organisations internationales telles que l'UNESCO ou le WWF perpétuent la doctrine d'une incompatibilité entre l'agro-pastoralisme des populations et la préservation de la faune et des paysages. Les méthodes ont parfois évolué et cherchent désormais à privilégier la "gestion communautaire" des parcs. Mais les déplacements de population restent en vigueur, accompagnés de violences et de paupérisation. À partir du cas de la région du Siemen, en Éthiopie, l'auteur montre les mécanismes aboutissant au remplacement des populations locales des plus frugales par des touristes venus en avion, suréquipés et qui retourneront dans un Occident où les activités humaines passent avant la nature. Un livre entièrement à charge, qui rend plus lucide sur l'ampleur du "colonialisme vert" mais qui n'achemine vers aucun espoir de solution. **DG**

Préface de François-Xavier Fauvelle, éd. Flammarion, 2020, 344 p., 21,90 €



L'écologie pour sauver nos vies

Noël Mamère

Ancien candidat des Verts aux élections présidentielles, ancien député, ancien maire de Bègles, l'auteur s'interroge sur la portée du mouvement écologiste aujourd'hui. Il alterne anecdotes personnelles (lutttes en Aquitaine), rappels et réflexions historiques (Bernard Charbonneau, Jacques Ellul), citations d'ouvrages pour arriver à définir une "écologie de la libération", reprenant les propos de Murray Bookchin, critiquant les survivalistes, certains collapsologues (Yves Cochet), les tenants de la surpopulation, rappelant que c'est la surconsommation des riches qui est un problème et réaffirmant que l'écologie est un projet politique qui doit relier l'environnement et le social. **VF**

Éd. Les Petits matins, 2020, 160 p., 14 €



... Ni tribun

L'avenir de nos idées

Jean-Pierre Boudine

L'auteur rappelle la belle dynamique qui s'est cristallisée autour du livre *L'avenir en commun* et de la candidature de Jean-Luc Mélenchon aux élections présidentielles de 2017. Et comment ensuite tout s'est effondré, le même Mélenchon, autoritaire et plein d'égo, étant incapable de mettre en place un mouvement démocratique fédérant la gauche éco-socialiste. Citations à l'appui, il montre comment le leader de la France insoumise s'est suicidé politiquement, comment il a loupé le rapprochement avec les écologistes, comment il n'a pas profité des révoltes des *Gilets jaunes*. Avec un vocabulaire très ancienne gauche, il fait des analyses intéressantes et rappelle qu'il y a eu des talents disponibles à un moment donné qui pourraient être mobilisés de nouveau pour construire un mouvement démocratique sans chef suprême. Il reste à savoir



pourquoi cette nouvelle gauche se retrouve à suivre une grande gueule sans se poser en amont la question de l'autoritarisme, au risque de recommencer. **MB**

Éd. A plus d'un titre, 2020, 114 p., 8 €

Ensemble, nous demandons justice

Priscillia Ludosky et Marie Toussaint

Les médias et le gouvernement ont essayé d'opposer les Gilets jaunes et les écologistes. Priscillia Ludosky, à l'origine de la pétition qui a lancé les Gilets jaunes, et Marie Toussaint, députée européenne EELV, montrent dans ce livre que les problèmes d'environnement sont liés aux problèmes sociaux. Les premières victimes des accidents industriels, des pollutions... ce sont toujours les plus pauvres. Le livre présente une quinzaine d'exemples d'un peu partout en France, dont le plus significatif est la pollution de la Guadeloupe et de la Martinique par le chlordécone, un pesticide utilisé pendant des années dans les bananeraies, alors que l'on savait dès le départ qu'il était dangereux pour les humains. Le dernier chapitre sur ce que l'on peut faire est un peu trop court : réclamer des lois plus favorables aux petites gens et des laboratoires indépendants ne permettra pas de repousser les menaces sans un intense travail militant et politique. **MB**

Éd. Massot, 2020, 216 p., 15 €



La puissance des mères

Pour un nouveau projet révolutionnaire

Fatima Ouassak

Il faut lire ce livre car cette parole est rare. Fatima Ouassak, avec des exemples précis, montre comment aujourd'hui les générations issues de l'immigration coloniale sont encore discriminées à tous les niveaux (école, logement, travail, sécurité, écologie...). Cela va de la demande de plats végétariens (et on lui répond viande halal) aux violences policières (dans une manifestation, un jeune noir ou arabe a dix fois plus de malchances de perdre un œil qu'un jeune blanc). Elle pense que pour remettre en cause cette situation, il faut "rompre



Nous avons également reçu...

Essais

■ **Calendrier lunaire 2021**, Michel Gros, éd. Calendrier lunaire, 2020, 130 p., 8,70 € et **Calendrier des semis biodynamique 2021**, Mouvement de l'agriculture biodynamique, 2020, 120 p., 10 €. Deux calendriers très proches qui proposent des méthodes de semis pour le potager en tenant compte des phases de la lune et de ce que cela induit notamment sur l'eau.

■ **L'histoire de la non-violence à Lyon**, Christian Delorme, éd. Mémoire active, 2020, 54 p., 10 €. En format carré et illustré, un retour sur les grandes étapes de l'engagement non-violent à Lyon, de la Résistance civile durant la Seconde Guerre mondiale à la Marche contre le racisme, en passant par la guerre d'Algérie, le Larzac et la conférence de Martin Luther King en 1966. Dommage que cela s'arrête dans les années 1990 et soit très centré sur les religieux.

■ **Sortir du Cercle de la Violence**, Gregg West, éd. Vérone, 2020, 199 p., 17 €. En 4 parties, l'essai expose les fléaux qui rendent la situation actuelle si critique, les multiples causes de violence et les obstacles au changement, parmi lesquels en bonne place : les idées reçues. La 4e partie propose des pistes qui com-

mencent par un changement de nos comportements personnels.

■ **La fureur de vivre**, Hubert Reeves, éd. Seuil, 2020, 144 p., 17 €. Une invitation à regarder le monde comme un lieu fécond où s'exerce une formidable volonté de vivre. Humaniste et écologiste engagé, cet astrophysicien vulgarisateur scientifique de premier plan poursuit son combat : "Laisser aux générations futures une planète habitable". Un beau livre au format carré qui offre, en contrepoint du texte, des photos scientifiques fascinantes de notre monde.

■ **Turbulentes !** Géraldine Faladé, éd. Présence Africaine, 2020, 270 p., 15 €. Histoire de 17 femmes africaines qui ont été les premières à exercer un métier masculin : juge, gynéco, journaliste, cinéaste, députée... Très intéressant pour rencontrer une autre histoire de l'Afrique.

■ **La rage**, Pier Paolo Pasolini, traduction de Patrizia Atzei et Benoît Casa, éd. Nous, 2020, 124 p., 14 €. En 1962, Pasolini tourne le film *La Rage*, en prenant des images extraites des actualités cinématographiques et en lisant poésie et brèves textes sur la tendance générale à la résignation, la capacité du monde à affadir nos rêves. Ces textes et poèmes sont ici traduits pour la première fois.

avec la figure de la mère-tampon, relais du système de reproduction sociale" (p.127) et donne des exemples d'actions menées par différentes associations de mères. Mais tout aussi remarquable est l'absence des pères dans cette analyse. Seules les femmes peuvent changer le monde ? FV

Éd. La Découverte, 2020, 272 p., 14 €

Rage against the Machisme

Mathilde Larrère

L'autrice, historienne, montre combien l'histoire a été longtemps écrite au masculin, permettant d'évacuer bon nombre de luttes féministes. Avec beaucoup d'humour, en incluant des slogans de manif ("pénis partout, justice nulle part"), des écrits, des poésies, Mathilde Larrère redresse un certain nombre de faits historiques, les illustrant des pires déclarations machistes. Exemple : il n'y a qu'une femme sur les monuments aux morts des deux guerres mondiales alors que 10 % des infirmières sont mortes en apportant des soins sur le front ! 80 % des femmes qui ont travaillé en usine pendant la Première Guerre mondiale ont été renvoyées chez elles à la fin du conflit, avec le soutien des syndicats, les bordels ont été interdits en France... mais pas en même temps dans les colonies, etc. C'est très facile à lire et ça secoue ! Il reste encore du chemin à faire pour en finir avec le patriarcat. Il manque un chapitre sur l'écoféminisme. FV

Éd. du Détour, 2020, 224 p., 19 €



plutôt une suite d'interrogations qui, pour nous écologistes, ne peut qu'aider à clarifier nos idées, nos convictions et nos pratiques. Effondrement de quoi ? Si c'est du capitalisme, on ne va pas s'en plaindre, si c'est de la sécurité alimentaire, de nos systèmes de solidarité, c'est beaucoup plus grave. Et comment peut-on encore avoir envie d'agir tout en courant le risque de sortir fortement de notre "zone de confort" ? Les démarches résolument "positives" mises en avant par les Amis de la Terre, Alternatiba, les Villes en transition, permettent-elles d'aller dans le bon sens, celui de la "résilience" ? Comment expliquer qu'après 50 ans de discours écolos, nous n'ayons pas encore réussi à infléchir la course vers le précipice ? Alternant récit de voyage, rencontres, analyses, introspection, Valérie Garcia et Marc Pleyrier nous secouent gentiment et nous posent de très nombreuses questions, pas toutes avec des réponses. Vu le prix modeste du livre, vous auriez tort de ne pas le lire. MB

Éd. Utopia et Passerelle Eco, 2020, 380 p., 10 €

Raconte-moi le #monde d'après

Marie Laverre, Maxence Granger, Marine Tumelaire

32 personnes sont interrogées sur ce que pourrait être pour elles le monde d'après le confinement. Le moins que l'on puisse dire, c'est que toutes n'envisagent pas le même monde ! Cela va de la décroissance au mythe de la sauvegarde de la planète par la technoscience. Nombre de domaines sont abordés, avec des témoignages forts en particulier dans le domaine de social et de la santé. Il va quand même y avoir un obstacle : pratiquement tout le monde demande une augmentation de budget ! Quand on sait que l'aide actuelle de l'État devra être remboursée dans les années à venir, on peut douter que financièrement cela s'arrange. Retenons quand même beaucoup d'appels à l'empathie, à la solidarité, à la coopération. Les propos sérieux de chaque double page sont illustrés par une petite BD qui court tout au long de l'ouvrage. Beaucoup de bonnes idées et quelques autres détestables (avion électrique et nouvelles centrales nucléaires par exemple). MB

Éd. 21g, 2020, 72 p., 15 €



Voyage en effondrement

Valérie Garcia et Marc Pleyrier

Nous avons fait récemment un dossier sur les discours liés à l'effondrement (*Silence* n°487, mars 2020). Ce livre est construit autour d'un voyage à vélo, du Béarn à Paris, aller-retour et propose tout au long des soirées des discussions sur l'effondrement possible. Mais le livre n'est pas une affirmation d'une théorie simple (ou simpliste). C'est



■ **Urgence ! Il faut sauver les montagnes**, Reinhold Messner, éd. Glénat, 2020, 144 p., 10 €. L'auteur, célèbre alpiniste, décrit avec passion les valeurs associées à la montagne et comment le tourisme est en train de tout envahir : stations de ski, VTT, escalade dans des sites sécurisés... Il propose que l'ensemble des montagnes au-dessus de la limite des couverts forestiers, soit transformé en parcs nationaux avec un accès limité. Belle écriture, mais débat politique limité.

■ **Le boycott... Arme de transition massive**, Patrice Davi, préface de Pauline Habib, 2020, 89 p., 5 €. Après une invitation à nous émerveiller sur les mystères de l'existence, l'auteur nous interpelle : si nous avons envie que l'humanité prolonge son séjour sur cette terre, que devons-nous faire ? L'expérience nous a montré que les protestations indignées contre les injustices restaient sans effet. Seul moyen efficace : agir sur la consommation. Alors, boycottons les centres commerciaux, les 4x4, les voyages en avion, les croisières maritimes, les parcs d'attractions... la liste n'est pas exhaustive et de loin !

■ **La chauve-souris et le capital, stratégie pour l'urgence chronique**, Andreas Malm, éd. La fabrique, traduit de l'anglais

par E. Dobenesque, 2020, 239 p., 15 €. Ce livre décrit les mécanismes par lesquels le capital, dans sa quête de profit sans fin, produit le risque épidémique comme l'effet de serre. La déforestation, le commerce lucratif des animaux sauvages, l'explosion du trafic aérien et le réchauffement climatique sont autant de facteurs à considérer.

B.D.

■ **Lucky Luke : Un cow-boy dans le coton**, Achdé, Jul, éd. Lucky Comics, 2020, 64 p., 11 €. Il aura fallu 73 ans pour que cette série célèbre aborde la question du racisme aux États-Unis. Lucky Luke hérite d'une exploitation de coton en Louisiane et décide de l'offrir aux anciens esclaves, devenus de pauvres salarié-es depuis la fin de la guerre de Sécession. Les autres colons blancs ne vont pas apprécier. Rencontre avec Bass Reeves, personnage réel, le premier shérif noir des États-Unis.

■ **Les engagés de Nouvelle-Calédonie**, Clément Baloup, éd. Boîtes à bulles, 2020, 64 p., 14,50 €. Lorsque les Français découvrent la richesse du sous-sol en Nickel, ils cherchent à envoyer les Kanak à la mine, mais ceux-ci résistent. Les travailleurs vont alors venir du Vietnam, sous un statut proche de l'esclavage. Ce n'est

qu'en 1945 qu'ils seront reconnus comme salariés libres et beaucoup quittent alors la mine pour ouvrir des commerces. Une situation qui va se compliquer le temps de la guerre d'indépendance et l'arrivée des communistes au pouvoir au Vietnam. Récit à partir de la mémoire d'un de ces migrants.

■ **[La vérité nue]**, James, éd. Pataquès, 2020, 102 p., 15 €. Une centaine de strips sur une page, avec des personnages à tête d'animaux pour présenter de manière absurde [et drôle] des réactions à l'actualité d'aujourd'hui.

■ **À volonté, tu t'es vu quand tu manges**, Mademoiselle Caroline et Mathou, éd. Delcourt, 2020, 128 p., 18 €. Les deux autrices, grosses, présentent ici une journée en compilant toutes les phrases relevant de la "grossophobie". Cela fait réfléchir sur notre intolérance occidentale à l'embonpoint, sur la "dictature de la minceur".

■ **Histoire de la guerre d'Algérie**, Jean-Blaise Djan, Isabelle Bournier, Guy Perveillé, Sergio Alcalá, éd. Petit à petit, 2020, 112 p., 18 €. Le 8 mai 1945, à Sétif,

un début de révolte est réprimé dans le sang. Cet événement marque le début de la guerre d'Algérie, qui durera jusqu'à l'indépendance du pays en 1962. En suivant la trame historique, le scénario suit plusieurs familles algériennes aux engagements divergents. L'histoire est entrecoupée de doubles pages documentaires qui présentent des documents d'époque et de nombreuses lectures possibles. La guerre est cette fois-ci vue principalement du côté algérien, ce qui permet de mieux comprendre les raisons de la montée du nationalisme.

Jeunesse

■ **Le dernier des loups**, Mini Grey, trad. Laurana Serres-Giard, éd. Rue du monde, 2020, 40 p., 16 €. Dès 4 ans. Dans ce conte revisité, la jeune Rouge part à la chasse au loup, et rencontre le dernier des loups, reclus chez lui avec quelques amis, qui lui raconte sa vie d'autrefois. Elle comprend alors qu'ils ont besoin de forêts pour continuer à vivre.

Les livres présentés ici ne sont pas vendus par *Silence*. Vous pouvez les trouver ou les commander dans n'importe quelle librairie.

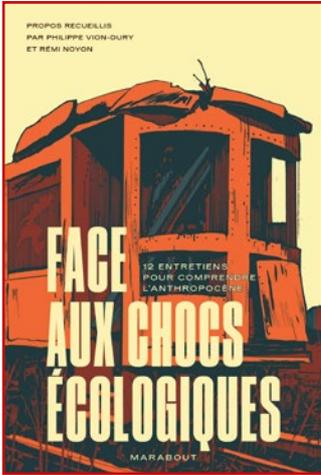
Préférez quand c'est possible, les librairies indépendantes.

Le livre du mois

Face aux chocs écologiques

12 entretiens pour comprendre l'anthropocène

Philippe Vion-Dury et Rémi Noyon



Il existe plusieurs manières d'aborder la réflexion sur la crise écologique actuelle. À travers ces douze entretiens, douze entrées différentes. Gaël Giraud, économiste, s'intéresse aux capacités de reconstruction écologique dans le cadre d'une lutte pour la justice environnementale. Philippe Bihoux, ingénieur, prône une évolution vers la sobriété en réorientant la recherche vers les moyens nécessitant peu de technologie (low-tech). Agnès Sinaï, enseignante à Science-Po sur les politiques de décroissance, pense décentralisation des prises de décision à travers le concept de biorégions. Catherine Larrère, philosophe, estime que l'on peut agir par le droit à condition de considérer les non-humains comme des sujets de droit comme cela commence tout juste à se faire. Baptiste Morizot, philosophe, envisage une nouvelle relation au vivant pour sortir de la coupure artificielle entre culture et nature. Glenn Albrecht, philosophe australien, a créé tout un vocabulaire pour donner des noms à de nouvelles émotions (solastalgie, souffrance provoquée par la destruction de son milieu naturel). Bertrand Guillaume, historien des sciences, dénonce la fuite en avant masquée par la recherche de solutions technologiques comme la géo-ingénierie. Virginie Maris, philosophe de l'environnement, remet en cause l'anthropocentrisme et développe ce que nous pouvons apprendre de la nature. Malcolm Ferdinand, politiste, montre combien le colonialisme, toujours présent aujourd'hui sous différentes formes, contribue à détruire les humains et la nature. Corinne Morel-Darleux, élue issue du *Parti de gauche*, s'interroge

sur les stratégies possibles pour fédérer les mouvements alternatifs et renverser les structures de pouvoir existantes. François Gemenne, membre du GIEC, enseignant à Science-Po, montre comment les migrations, de plus en plus liées aux questions environnementales, pourraient se faire dans un cadre apaisé. Serge Morand, écologue, travaille sur la multiplication des crises sanitaires montrant les liens avec l'uniformisation et l'industrialisation du monde (monoculture, élevage industriel...). Si parfois, le niveau de réflexion est un peu élevé, cela se lit bien dans l'ensemble et ouvre de très nombreuses pistes de réflexion positives. MB

Éd. Marabout, 2020, 264 p., 17 €

Bandes dessinées

Vent mauvais

Cati Baur

Béranger, parisien, divorcé, deux filles ados, scénariste, en a marre de la capitale. Il craque pour une maison à la campagne située face à un champ d'éoliennes. Le mouvement des éoliennes l'hypnotise et apporte l'inspiration. Mais dans le village, une fronde anti-éolienne gronde. Une de ses filles, lassée de la bourgeoisie veut le rejoindre. Une voisine lui propose des parties de scrabble... Pour certains, tous les malheurs du pays sont de la faute des éoliennes. Plus sûrement, les agriculteurs sont jaloux de ne pas avoir pensé plus tôt à louer leurs terres pour y installer des machines qui rapportent. L'ambiance devient de plus en plus pesante au fil des pages. Un beau condensé des débats (et des clichés) que peuvent provoquer les nouveaux parcs éoliens en milieu rural. FV

Éd. Rue de Sèvres, 2020, 192 p., 20 €



les renouvelables et la bio), explique comment Gilets jaunes et écolos devraient se rejoindre. Bref de quoi nous faire réfléchir en beauté... À déguster ! MB

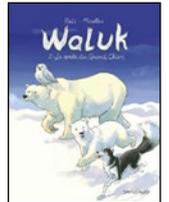
Auto-édition locuratolov@yahoo.fr, 2020, 136 p., 19 €

Waluk, T2 : la route du Grand Chien

Ruiz et Miralles

Les ours sur la banquise sont confrontés aux intrusions humaines : un conteneur qui tombe d'un bateau, des hurluberlus qui rêvent de faire fortune et maltraitent leurs chiens et une chouette philosophe... plus un brin de fantastique avec des dieux ours, chien, hibou... Une grande poésie dans cette histoire qui à travers quelques réflexions pose des questions fort intéressantes sur la pollution, les relations humains-animaux, la liberté des animaux domestiques... Très agréable à lire et à contempler. FV

Traduction : Geneviève Maubille, éd. Dargaud, 2020, 54 p., 10 €



Vito utopique

Vito

Et si on commençait par ralentir ? Vito, dessinateur de talent, se lance dans de superbes dessins montrant comment passer de la ville d'aujourd'hui à celle de demain. Sur des doubles pages en format italien il met en scène des situations extrêmement fouillées avec toute la panoplie des réalisations dont peut rêver un écolo : vélo, permaculture, maisons saines, énergies renouvelables, entraide et coopération. Cela commence par une vue d'ensemble de Christiania, à Copenhague, pour ensuite s'intéresser à sa rue, en banlieue lilloise et montrer comment on peut la transformer. Il propose une révision complète de l'urbanisme grenoblois... mais il raconte aussi les déconvenues de son potager... sur des terres polluées, l'art de partir en vacances pas trop loin (à vélo ou à pied), tout l'intérêt du train pour relier les futures villes, comment développer une sobriété numérique (cartes routières contre GPS), s'interroge sur la multiplicité des organisations écolos (et la non convergence des luttes), craint une grosse récup par les systèmes (comme c'est en cours pour

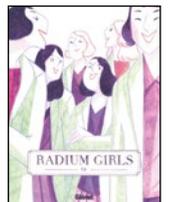


Radium girls

Cy

Après la Première Guerre mondiale, tout le monde est persuadé des bienfaits du radium (aujourd'hui, il y a encore des stations thermales qui vantent leurs eaux radioactives !). À New York, une fabrique de montres et de réveils met du radium sur les chiffres des cadrans pour qu'ils soient visibles la nuit. Pour cela, des femmes utilisent un pinceau qu'elles lèchent avant de reprendre de la peinture radioactive. La BD montre ces ouvrières, amies, qui aiment à se montrer la nuit car elles brillent dans le noir ! Et puis... cela commence par un mal aux dents, puis dans la colonne vertébrale... le radium détruit la moelle épinière et les ouvrières meurent. Histoire tragique aujourd'hui oubliée. On trouve encore des réveils dangereux dans les brocantes. Le scénario est bien ficelé, mais le dessin, aux crayons de couleur, n'est pas assez précis pour bien distinguer les différentes femmes. FV

Éd. Glénat, 2020, 136 p., 22 €

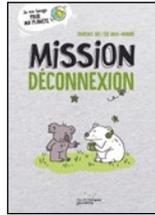


Mission déconnexion

Laurence Bee et Léo Louis-Honoré

Dès 8 ans. Les écrans nous envahissent. Mais il est possible de se donner des règles pour moins et mieux les utiliser. Après un bref historique de ce qu'est internet, l'accent est mis sur les problèmes qu'il pose : consommation d'électricité, de matériaux, réchauffement climatique, piratage de vos données personnelles, désinformation, perturbation de la santé. À chaque fois, des dessins pour expliquer, des propositions et quelques jeux pour inciter à se soustraire à l'écran. C'est sympathique, bien que cela reste assez modéré. Il manque notamment le fait que des millions d'enfants n'ont pas accès à ces bijoux technologiques et qu'internet aggrave les inégalités. FV

Éd. Rue de l'Échiquier, 2020, 40 p., 8 €

**Le loup en slip passe un froc**

Wilfrid Lupano, Mayana Itoiz, Paul Cauvet

Dès 8 ans. Le loup découvre que son slip a fait l'objet d'un dépôt de marque et des publicités invitent tout le monde à suivre la mode du slip. Comme ça l'énerve, il décide d'enfiler un froc. Mais rapidement, apparaît de la pub pour des frocs. Un conte très bien fait (comme toute la série) qui dénonce cette fois la société de consommation, la publicité et la mode. À lire par les petit-es et les plus grand-es. FV

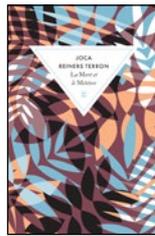
Éd. Dargaud, 2020, 40 p., 10 €

**Romans****La mort et le météore**

Joca Reiners Terron

Les derniers Indiens Kaajapukugi sont menacés par la destruction de la forêt amazonienne. Ils demandent l'asile politique et le Mexique leur offre de s'installer dans une réserve naturelle tropicale du pays. Le narrateur est le fonctionnaire chargé de les accueillir au Mexique. Il doit négocier avec un énigmatique ethnologue... et rien ne va se passer comme prévu. Commence une enquête sur ce qui s'est passé en Amazonie, une plongée dans un monde animiste envoûtante et surréaliste. L'auteur sait nous capter et on ne lâche plus le livre une fois commencé. Plus étonnante sera la chute ! Fascinantes questions autour de la sauvegarde des peuples premiers et interrogations philosophiques sur l'évolution de la société. Un auteur à suivre. MB

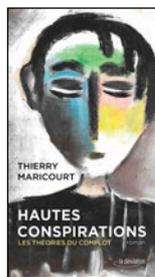
Traduction Dominique Nédellec, éd. Zulma, 2020, 190 p., 17,50 €

**Hautes conspirations**

Thierry Maricourt

Le complotisme est en plein essor. Les fausses nouvelles circulent sur les réseaux sociaux et cela peut déranger mentalement n'importe qui ou presque. Thierry Maricourt met brillamment en scène un enseignant pris de doute dans le tourbillon des rumeurs, comment il se fait mettre sur la touche par ses collègues, comment les parents commencent à se plaindre... ce qui ne fait que le renforcer dans ses dérivés. Mais l'enseignant qui se rêve en sauveur du monde va devoir déchanter car ce dernier n'est pas aussi tordu qu'il aime à le penser. Thierry Maricourt jongle avec les rumeurs les plus folles, mêlant vraisemblable et théories fumeuses. Un exercice littéraire qui permet d'égratigner sérieusement les imaginaires nauséabonds qui pourrissent internet. Et au passage, il ne se gêne pas pour dénoncer certaines formes de propagande institutionnelle. De quoi réfléchir sur nos sources d'information ! FV

Éd. La déviation, 2020, 290 p., 19 €

**Fukushima à l'abri du regard**

Yoko Tawada et Delphine Parodi

Yoko Tawada, poétesse japonaise, vit en Allemagne. Delphine Parodi, photographe française, vit au Japon. Toutes deux travaillent depuis des années sur les conséquences de la catastrophe nucléaire de Fukushima. Comment peut-on vivre avec la présence de la radioactivité ? L'ouvrage alterne de courts poèmes et des doubles pages avec à gauche à chaque fois un portrait, à droite un paysage. La photo permet de voir, la poésie de penser. L'ensemble donne une impression paradoxale de douceur alors que la souffrance est partout. Des cris silencieux alors que beaucoup de familles, dix ans après, savent qu'elles ne pourront jamais retourner chez elles, que d'autres vivent à proximité avec des taux de radioactivité trop élevés. Les échanges entre poésie et photo fonctionnent bien, même si j'ai trouvé les poèmes plus bouleversants que les photos. MB

Ouvrage en japonais, français, allemand et anglais, éd. Le Bec en l'air, 2020, 120 p., 29 €

**Musique****Black Lilith**

Black Lilith

Le premier album du label Black Lilith est une histoire collective, née à Rennes, et qui se concrétise avec ce disque sorti en décembre 2020. Conçu comme un objet militant, féministe, queer et antiraciste, il est l'œuvre d'une quinzaine d'artistes qui partagent autant les approches politiques que les influences musicales. S'orientant plutôt vers des ambiances hip-hop, électroniques et chansons, chaque titre est une bouffée d'oxygène et un pamphlet incisif. Car c'est bien de cela qu'il est question avec Black Lilith, de militantisme, de précision du son et de qualité dans l'ensemble de la production. Le premier opus de ce nouveau label engagé augure de bien belles galettes sonores pour la suite du programme ! Un label à suivre. JP

Black Lilith Records, 2020, 10 titres, 49 min, 25 €

**Films****La première marche**

Hakim Atoui, Baptiste Etchegaray

En 2019, un petit groupe d'étudiant-es organise la première marche des fiertés en Seine-Saint-Denis. C'est la première marche LGBTQI+ des banlieues en France. Sans prétention, le film les suit au quotidien et nous fait découvrir des personnages attachants, drôles et parfois hauts en couleur. Les principaux obstacles auxquels ils et elles se heurtent sont les préjugés extérieurs sur la banlieue et sur les fantasmes d'Islam intégriste qui y ferait sa loi ("Vous allez vous faire massacrer") et les menaces de l'extrême-droite parisienne, mais la marche en elle-même se passera bien ! On a là une illustration parfaite de ce que l'on nomme l'intersectionnalité, c'est à dire le fait pour une catégorie de la population d'être située à l'intersection de plusieurs formes de stigmatisation (homophobie, islamophobie, préjugés sur la banlieue en l'occurrence). L'épopée poignante d'une marche contre... nos préjugés ! GG

Outplay, 2020, 64 mn

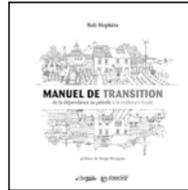




□ **Désobéissance civile ! - format 60x84cm - 7 €***
Face à des lois injustes, à des régimes oppressifs ou sous des exigences vitales des peuples, la résistance est légitime. De la marche du sel de Gandhi à la lutte des paysans du Larzac, des mouvements antipub et anti-OGM aux campagnes pour le climat d'ANV-COP 21, cette affiche donne également à voir de nombreuses actions moins connues, et la diversité des formes de la désobéissance civile. Autant de sources d'inspiration pour continuer à agir aujourd'hui !

□ **100 dates qui construisent nos luttes féministes aujourd'hui - format 60x84cm - 7 €***

Un joyeux panorama qui cherche à donner voix à la variété des approches du féminisme, avec un regard résolument subjectif. Loin d'un inventaire historique, ces dates ont été retenues parce qu'elles nous touchent ou nous inspirent. Chacun-e pourra compléter à sa guise en fonction de ses aspirations et sensibilités propres. Réalisée en collaboration avec plusieurs groupes et organisations féministes.



□ **Manuel de transition, 212 p. - 20 €*****
Ce manuel est un peu la "bible de la transition". Rob Hopkins y raconte son parcours, d'abord dans la permaculture, et puis dans ce qui deviendra le concept de transition. Après plusieurs chapitres consacrés au pic pétrolier et à la crise climatique, l'ouvrage s'attache à comprendre la psychologie du changement et à exploiter la vision positive de l'évolution de la société.

□ **L'insolente. Dialogues avec Pinar Selek, 224 p. - 20 €*****
Pinar Selek est une femme aux mille vies. Écrivaine, sociologue, militante... Féministe, écologiste, antimilitariste... Oui, mais bien plus que cela ! Des rues d'Istanbul à son exil en France, ce livre retrace de manière vivante l'incroyable parcours de cette femme à l'énergie contagieuse. Pinar Selek a dénoncé tant le génocide des Arméniens que la situation faite aux Kurdes et le service militaire, ce qui lui vaut la persécution sans limites de la justice turque. Un récit inspirant !



Frais de port affiches et livres :

* : 2€ de 1 à 3 ex., 4€ de 4 à 9 ex., offerts à partir de 10 ex.

** : 2,5€ de 1 à 4 ex., offerts à partir de 5 ex.

*** : 5€ de 1 à 2 ex., 9€ de 3 à 9 ex., offerts à partir de 10 ex.

SILENCE, C'EST VOUS AUSSI...

Venez nous voir les 18 et 19 mars !

Vous pouvez venir discuter avec nous lors des expéditions de la revue. Cela se passe un jeudi de 14h 30 à 20h 30 et c'est suivi par un repas pris ensemble offert par *Silence*. Cela se poursuit le vendredi à partir de 9h 30. Le nouveau numéro vous est aussi offert.

Prochaines expéditions : 15 et 16 avril, 20 et 21 mai, etc.

Pour passer une info...

Les prochaines réunions du comité de rédaction se tiendront à 9h30 les **mercredi 24 février** (pour le numéro d'avril), **24 mars** (pour le numéro de mai), **21 avril** (pour le numéro de juin), etc. N'hésitez pas à proposer des articles au comité de rédaction, *Silence* est une revue participative ! Vous pouvez aussi proposer des informations destinées aux pages brèves jusqu'au mardi qui suit le comité de rédaction.

Pour envoyer des annonces pour le numéro d'avril, vous avez jusqu'au 3 mars ; puis jusqu'au 31 mars pour le numéro de mai, etc. N'oubliez pas d'indiquer des coordonnées, de préférence avec une adresse postale et pas de numéro de téléphone portable.

Silence est une revue participative qui existe aussi grâce à vous. Vous pouvez être au choix (multiple) :

Réd'acteur : en écrivant des textes sur les alternatives que vous connaissez autour de chez vous ou que vous avez découvertes en chemin. Vous pouvez soit nous envoyer des informations dessus soit écrire un article avec quelques photos.

Stand'acteur : votre implication dans la visibilité et la diffusion de la revue est essentielle pour l'association. Tenir un stand y contribue ; alors si ça vous tente, à l'occasion d'un événement autour de chez vous (festival, salon, ciné-débat...), contactez l'équipe de *Silence*.

Relai local : il s'agit de représenter la revue localement et régulièrement, en tenant des stands, en organisant des débats ou des rencontres, en trouvant de nouveaux dépositaires ou abonné-es... en fonction de vos envies !

Don'acteur : *Silence* est une revue sans pub, sans subvention, et cela lui garantit sa liberté de ton. Pour conforter notre indépendance financière et éditoriale, vos soutiens sont les bienvenus. Il est à noter que l'association ne délivre pas de reçus fiscaux.

**Plus d'infos sur : www.revuesilence.net
rubrique : Comment participer**

Votre abonnement gratuit ?

Si vous trouvez cinq nouvelles abonné-es au tarif Découverte, votre abonnement vous est offert pour un an. Envoyez-nous leurs adresses (ainsi que la vôtre) et un chèque de 5 x 22 = 110 € (pour la France).

Rejoignez un relai local

• **Alsace - Strasbourg.** Georges Yoram Federmann, tél. : 03 88 25 12 30, federmanja@gmail.com

• **Auvergne-Rhône-Alpes.** Jean-Paul Pellet - Allier, jeanpaulpellet@orange.fr, tél. : 04 70 49 23 67 (soir).

• **Territoire de Belfort.** Étienne Mangin, etienne.mangin@laposte.net, tél. : 03 84 58 18 84

• **Bretagne.** Alexis Robert, La Guette en Beauvais, 35380 Paimpont, tél. : 02 99 07 87 83

• **Drôme.** Patricia et Michel Aubart, obarm@laposte.net, tél. : 06 84 51 26 30

• **Est-Puy-de-Dôme.** Jean-Marc Pineau, 63300 Thiers, pineau.jeanmarc@wanadoo.fr

• **Gard.** Antonanzas Pascal, 100 bis rue Victor Hugo, 30160 Besseges, mploiko36@gmail.com, tél. : 06 04 03 06 42

• **Gironde.** Groupe Silence 33, Tél. : 06 68 33 32 40, silence33@ouvaton.org

• **Haute-Vienne.** Brigitte Laugier, 25 rue du Petit Fort, 87300 Bellac, brig.bellac@gmail.com, tél. : 05 55 76 31 70

• **Hérault.** Valérie Cabanne, tél. : 06 72 61 33 07, cabvalerie@yahoo.fr ; Elisa Soursac, elisa@mailz.org, 4 impasse des Camélias, 34070 Montpellier, tél. : 09 79 10 81 85

• **Loire-Atlantique.** Décroissance 44, tél. : 06 11 78 27 27, Emmanuel Savouret, contact@decroissance44.org

• **Lyon.** Ciné-club écocitoyen, cineclubsilence69@gmail.com, tél. : 04 26 63 28 99

• **Mayenne.** Ingrid de Rom, Les Petits Pins, 53480 Saint-Léger, tél. : 02 43 01 21 03

• **Nord-Isère.** Céline Bartette, tél. : 06 63 13 42 99, celine.bartette.adaliis@bbox.fr

• **Saône-et-Loire.** Annabelle à Chalon sur Saône, tél. : 03 85 93 57 54, silence71@orange.fr

• **Seine-et-Marne.** Association Bio vivre en Brie, Mairie, Avenue Daniel Simon, 77750 St-Cyr-sur-Morin, biovivreenbrie@gmail.com

Les mystères des sorcières

L'univers de l'artiste plasticienne et illustratrice Kamy Dobi, basée près de Toulouse, est habité par les femmes, les peuples indigènes et les splendeurs de la nature. Avec la série *Witchs mysteries* (Les mystères des sorcières), elle explore l'image de la sorcière dans le domaine du sacré et de la transmission, avec ses savoirs ancestraux et ses liens indivisibles avec la nature. "Mystères, secrets, savoirs, partages, sacré, cycle, chamanisme et sororité sont les mots clés de cette série." Des œuvres profondes et fascinantes qui viennent nourrir un imaginaire écoféministe.

Kamy Dobi, <http://kamydobidobi.com>, kamydobidobi@gmail.com



L'œuvre "She runs them through the universe" ("Elle les mène à travers l'univers") représente les différentes générations de femmes à travers les âges et les cultures unies par leur cycle. Le cycle est personnifié ici par l'appareil génital de la femme qui est relié à toutes formes de vivant, aux astres et à la lune, au temps et au mouvement sur cette terre et dans le cosmos.

